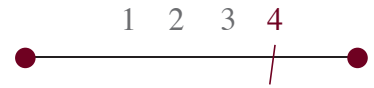


ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE
DE LYON



2019

*Rapport
de gestion*



ENS DE LYON

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| Préambule | 3 |
| Synthèse | 5 |
| 1. Equilibres financiers de l'Établissement | 6 |
| 1.1. Résultat comptable | 7 |
| 1.2. Capacité d'autofinancement (CAF) | 8 |
| 1.3. Fonds de roulement | 9 |
| 1.4. Trésorerie | 11 |
| 1.5. Solde budgétaire | 12 |
| 1.6. Ratios d'analyse financière | 13 |
| 1.6.1. Les ratios en comptabilité générale | 13 |
| 1.6.2. Les ratios en comptabilité budgétaire | 15 |
| 2. Analyse de l'exécution budgétaire 2019 | 17 |
| 2.1. Exécution des recettes | 17 |
| 2.2. Exécution des dépenses | 20 |
| 2.2.1. Dépenses de fonctionnement | 22 |
| 2.2.2. Dépenses d'investissement | 25 |
| 2.2.3. Dépenses de masse salariale | 27 |
| 2.2.4. Restes à payer | 36 |
| 2.3. Evolution des types de dépenses entre 2018 et 2019 | 37 |
| 2.3.1. Répartition des crédits de paiement par destination LOLF | 37 |
| 2.3.2. Analyse par nature de dépenses | 39 |
| 3. Analyse de l'exécution budgétaire 2019 par centre de responsabilité budgétaire (CRB) | 41 |
| 3.1. Vue globale des taux d'exécution en AE et CP par CRB | 41 |
| 3.2. Moyens établissement consommés par CRB | 42 |
| 3.2.1. Poids des moyens établissement par CRB (hors CDSN) | 42 |
| 3.2.2. Consommation des moyens établissement par CRB (hors CDSN) | 44 |
| 3.3. La Vice-présidence Recherche | 46 |
| 3.3.1. Constat | 46 |
| 3.3.2. Détail | 46 |
| 3.3.3. Fonds recherche exécuté en 2019 | 51 |
| 3.4. La Vice-présidence Etudes | 53 |
| 3.4.1. Constat | 53 |
| 3.4.2. Détail | 53 |
| 3.5. La Direction Générale des Services | 57 |
| 3.5.1. Constat | 57 |
| 3.5.2. Détail | 57 |
| 3.6. La Présidence | 60 |
| 3.6.1. Constat | 60 |
| 3.6.2. Détail | 60 |
| 3.7. L'Institut Français de l'Éducation | 63 |
| 3.7.1. Constat | 63 |
| 3.7.2. Détail | 63 |
| 3.8. La Bibliothèque Diderot de Lyon | 65 |
| 3.8.1. Constat | 65 |
| 3.8.2. Détail | 65 |
| 4. Annexes réglementaires | 66 |
| 4.1. Annexe 1 : tableau des emplois | 66 |
| 4.2. Annexe 2 : tableau des autorisations budgétaires | 67 |
| 4.2.1. Tableau des autorisations budgétaires établissement | 67 |
| 4.2.2. Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon | 68 |
| 4.2.3. Tableau des autorisations budgétaires BDL | 69 |
| 4.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine | 70 |
| 4.3.1. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement | 70 |
| 4.3.2. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon | 72 |
| 4.3.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL | 74 |
| 4.4. Annexe 4 : tableau des équilibres financiers | 76 |
| 4.4.1. Tableau d'équilibre financier établissement | 76 |
| 4.4.2. Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon | 77 |
| 4.4.3. Tableau d'équilibre financier BDL | 78 |
| 4.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers | 79 |
| 4.5.1. Tableau des opérations pour compte de tiers établissement | 79 |
| 4.5.2. Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon | 80 |
| 4.5.3. Tableau des opérations pour compte de tiers BDL | 81 |
| 4.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale | 82 |
| 4.6.1. Tableau de situation patrimoniale établissement | 82 |
| 4.6.2. Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon | 83 |

| | | |
|------------------|---|-----------|
| 4.6.3. | Tableau de situation patrimoniale BDL..... | 84 |
| 4.7. | Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie..... | 85 |
| 4.8. | Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées..... | 86 |
| 4.9. | Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles..... | 87 |
| 4.10. | Annexe 9 bis : tableau de suivi des opérations immobilières..... | 88 |
| 4.11. | Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles..... | 89 |
| 4.12. | Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche..... | 90 |
| 4.13. | Tableau de synthèse budgétaire et comptable..... | 91 |
| 4.14. | Document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de paiement (DPGECP)..... | 92 |
| 4.15. | Projet annuel de performance (PAP)..... | 95 |
| Glossaire | | 98 |

Préambule

Le rapport de gestion est un document réglementaire élaboré par l'ordonnateur. Il complète les données du compte financier afin d'apporter aux administrateurs un éclairage sur les questions financières. Il présente une analyse précise de l'année N-1 et permet la formulation de certaines préconisations. Il vient par conséquent clore l'exercice 2019, initié au moment du débat d'orientation budgétaire, et ouvrir la réflexion sur les budgets des années à venir de l'ENS de Lyon.

Le décret n°2012-1246 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) est appliqué par l'ENS de Lyon depuis l'exercice 2016. Cette refonte profonde des pratiques financières de l'État et de ses opérateurs apporte de nouvelles orientations en termes de pilotage financier, dans un contexte toujours plus contraint de maîtrise des finances publiques. Les autorisations d'engagement (AE), traduisant les engagements juridiques fermes pris par l'établissement vis-à-vis d'un tiers connu, sont consommées sur un exercice, tout en ayant une portée pluriannuelle dans la mesure où les engagements pris peuvent donner lieu à des paiements sur les exercices ultérieurs. Les crédits de paiement (CP) sont annuels et permettent de prévoir les décaissements réalisés sur l'exercice budgétaire, assurant alors une meilleure visibilité sur l'évolution de la trésorerie. En parallèle, les recettes sont suivies à l'encaissement et font l'objet d'une prévision infra-annuelle et pluriannuelle dans le but d'évaluer les ressources dont l'établissement bénéficiera pour couvrir ses dépenses.

Outre les indicateurs suivis jusqu'à aujourd'hui tels que la capacité d'autofinancement, le résultat ou encore le niveau de fonds de roulement, l'École calcule et observe également l'évolution du solde budgétaire qui traduit l'écart entre les encaissements et les décaissements sur l'exercice. L'établissement se doit en parallèle de suivre de manière régulière et approfondie le niveau de trésorerie, en lien avec la direction de la comptabilité.

L'exercice 2019 a été marqué par un budget rectificatif voté à nouveau en juillet et non pas en septembre comme cela avait été testé en 2018. Lors du budget initial, seuls les crédits de fonctionnement pour des dépenses dites incompressibles et pour des projets à finaliser avaient pu être ouverts. Le budget rectificatif a permis d'identifier des nouvelles recettes non prévues au BI, ce qui a donné la possibilité à l'établissement d'ouvrir des crédits supplémentaires en fonctionnement afin de répondre à l'ensemble des besoins des structures de l'École.

L'année 2019 s'est caractérisée par plusieurs éléments :

- ✓ l'extension en année pleine du solde positif entre les retours et les départs en césure des élèves normaliens à partir d'octobre 2018, avec un impact budgétaire de 8 mois sur l'exercice 2019 qui a nécessité un ajustement des moyens établissement alloués en fonctionnement aux structures de l'École afin de pouvoir couvrir les rémunérations des élèves normaliens.
- ✓ un nouveau solde positif entre les retours et les départs en césure des élèves normaliens observé en octobre 2019, pour la 2^{ème} année consécutive.
- ✓ une maîtrise des dépenses de fluides après la forte hausse observée en 2018.

- ✓ la poursuite dans le budget de l'établissement du dispositif de gestion des contrats doctoraux spécifiques normaliens (CDSN) suite à l'accord-cadre signé en juillet 2017. L'exercice 2019 a permis le versement de la subvention aux établissements partenaires afin de prendre en charge les salaires de l'année des doctorants des promotions 2017 et 2018, mais également le versement de 4 mois de salaire de la 3ème promotion arrivée en septembre 2019.
- ✓ la poursuite de la mise à jour de l'inventaire physique pour l'ensemble de l'Ecole hors périmètre des laboratoires qui ont déménagé en cours d'année. Les régularisations sur plusieurs années des sorties d'inventaires ont été de 1,7M€ pour 450 biens lors du conseil d'administration de juillet 2019, et de 6M€ au conseil d'administration d'octobre 2019.
- ✓ l'intégration dans le patrimoine de l'établissement de l'ensemble des travaux du contrat de partenariat initial ainsi que des travaux supplémentaires non prévus dans le contrat initial qui ont été mis à la disposition de l'Ecole en 2019 ou avant (FTM : fiches techniques modificatives).
- ✓ En fin d'exercice, l'activité de certains services a dégagé des crédits de fonctionnement non consommés. Cela a permis l'anticipation de certains achats en fonctionnement prévus pour 2020 par des structures : DSI, VP Etudes...

La politique volontariste d'investissement s'est accentuée en 2019 (7,2M€) tant sur les moyens établissement (3,8M€) que via des financements externes, afin de poursuivre la mise à niveau des infrastructures de l'École. La gouvernance a alloué des crédits d'investissement aux différents CRB afin de mener à bien les projets de l'établissement : rénovation climatique de la BDL, travaux d'aménagements divers sur l'ensemble de l'école dont des travaux supplémentaires au contrat de partenariat, participation à la rénovation du restaurant Monod dont le pilotage a été confié à l'Université de Lyon.

Des projets qui n'ont pu se réaliser en 2019 sont reportés sur l'exercice budgétaire 2020, comme par exemple la restructuration des locaux de la BDL sur le site Monod.

La sous-exécution des dépenses de masse salariale Etat et de fonctionnement par rapport à ce qui avait été prévu au budget rectificatif, ainsi que l'arrivée d'importantes recettes non prévues ont contribué au fait que le résultat observé fin 2019 est plus élevé que la prévision.

La volonté de simplification et de modernisation de la fonction financière s'est poursuivie encore durant l'année 2019. La Direction des affaires financières a ainsi participé, aux côtés de la Direction des ressources humaines, aux groupes de travail ayant permis d'aboutir à la dématérialisation des demandes de recrutements financés sur ressources propres. Cette dématérialisation a été mise en production début 2020. La DAF a aussi participé à la réflexion avec la VPR menant à la création d'une cellule congrès et manifestations centralisant le suivi et la gestion des colloques organisés par l'établissement.

Face à ce contexte, l'établissement dispose d'une situation financière saine mais se doit de rester vigilant sur l'exercice 2020 avec notamment la prévision au budget initial d'un résultat inférieur à 50k€.

Synthèse

Les principaux faits ayant marqué l'exercice 2019 sont abordés dans cette synthèse. Il s'agit ici d'apporter un éclairage sur les éléments majeurs résultant de la gestion financière de l'exercice achevé.

➤ Des indicateurs financiers satisfaisants

L'École obtient un résultat excédentaire de **2,73M€** en 2019.

Le fonds de roulement s'établit à **18,5M€** fin 2019, couvrant ainsi **52** jours de dépenses décaissables.

L'Établissement a une capacité d'autofinancement (CAF) s'élevant à **5M€** fin 2019.

La trésorerie de l'établissement est de **25,9M€**.

➤ De très bons taux d'exécution en recettes comme en dépenses

Un taux d'exécution global des recettes encaissées de 97,7% :

- 100,5% en recettes globalisées
- 63,1% en recettes fléchées

Un taux d'exécution des dépenses en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) de 95,7%. En 2018, le taux d'exécution des AE était de 96,1% et le taux d'exécution des CP de 95,4%.

Il ressort de l'analyse de l'exercice 2019 une pérennisation de la situation financière saine de l'ENS de Lyon.

Les taux d'exécution en recettes comme en dépenses sont très satisfaisants.

1. Equilibres financiers de l'Établissement

| | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|----------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat | ENS de Lyon | 2 133 738 € | 282 324 € | 616 339 € | 2 733 557 € |
| | BDL | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| | TOTAL résultat | 2 133 738 € | 282 324 € | 616 339 € | 2 733 557 € |
| Capacité d'autofinancement (CAF) | ENS de Lyon | 5 143 281 € | 3 241 780 € | 3 259 672 € | 4 966 922 € |
| | BDL | 34 537 € | 25 054 € | 28 240 € | 28 604 € |
| | TOTAL CAF | 5 177 818 € | 3 266 834 € | 3 287 912 € | 4 995 526 € |
| Fonds de roulement | ENS de Lyon | 17 735 396 € | 13 214 173 € | 14 901 625 € | 18 234 248 € |
| | BDL | 231 042 € | 246 417 € | 230 652 € | 245 227 € |
| | TOTAL fonds de roulement | 17 966 438 € | 13 460 590 € | 15 132 277 € | 18 479 475 € |
| Solde budgétaire | ENS de Lyon | 5 664 772 € | -6 782 544 € | -4 540 332 € | -1 708 179 € |
| | BDL | -37 217 € | -19 837 € | -45 706 € | 36 553 € |
| | TOTAL solde budgétaire | 5 627 555 € | -6 802 381 € | -4 586 038 € | -1 671 626 € |
| Trésorerie | ENS de Lyon | 27 680 412 € | 18 403 976 € | 22 606 910 € | 25 615 235 € |
| | BDL | 229 226 € | 229 729 € | 185 520 € | 244 524 € |
| | TOTAL trésorerie | 27 909 638 € | 18 633 705 € | 22 792 430 € | 25 859 759 € |

1.1. Résultat comptable

De quoi parle-t-on ?

Le **résultat net comptable** correspond au bénéfice ou à la perte de la période, mesuré par la différence entre les produits et les charges (au sens comptable) de l'exercice. Il mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice.

Calcul : = Montant des recettes de fonctionnement (classe 7) – Montant des dépenses de fonctionnement (classe 6)

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|-------------|
| ENS de Lyon | 1 714 353 € | 3 556 527 € | 3 023 040 € | 2 133 738 € | 616 339 € | 2 733 557 € |

Tableau 1- Évolution du résultat comptable depuis 2015

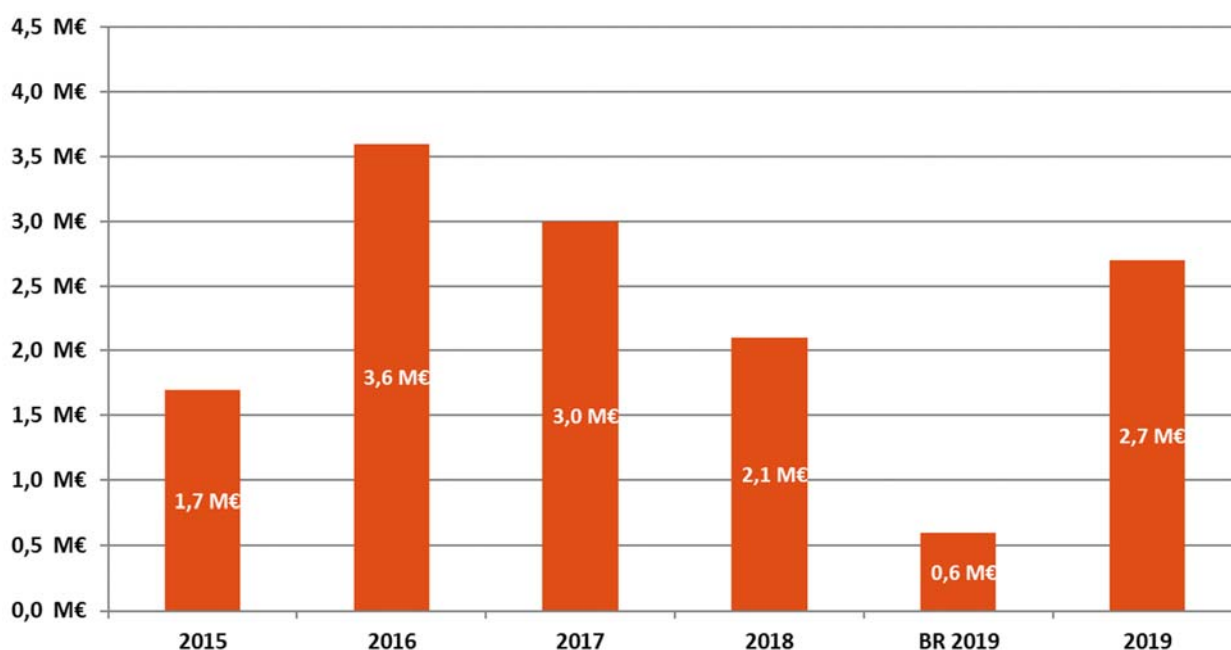


Figure 1 - Évolution du résultat comptable depuis 2015

Le résultat de l'établissement est en augmentation en 2019 par rapport à 2018 (+0,6M€), il se rapproche de celui observé en 2017 et se maintient donc à un niveau élevé.

Lors du budget rectificatif, le résultat prévisionnel avait été évalué à 0,6M€. Il est finalement supérieur de 2,1M€ à cette prévision. Cela peut s'expliquer essentiellement par :

- une sous-exécution des dépenses de masse salariale Etat de 0,77M€ en comparaison de la prévision du BR
- une sous-exécution des moyens établissement, en fonctionnement, à hauteur de 0,33M€
- des produits supplémentaires non prévus liés entre autres au fonds recherche pour 0,39M€ (recettes des EPST comme le CNRS par exemple)

1.2. Capacité d'autofinancement (CAF)

De quoi parle-t-on ?

La **capacité d'autofinancement (CAF)** correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement et dont il pourrait disposer pour couvrir ses autres besoins. Elle mesure donc la capacité de ce dernier à financer, sur ses propres ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements ou les remboursements de dettes.

Calcul (méthode additive) :

Résultat Net Comptable

- + Charges calculées (amortissements et provisions)
- Reprise sur charges calculées (reprises sur amortissements - dotation sur amortissements)
- + Valeur Nette Comptable Elément Actif Cédés
- Produits de Cession d'Éléments d'Actif
- Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| ENS de Lyon | 4 419 237 € | 6 690 593 € | 6 415 509 € | 5 143 281 € | 3 259 672 € | 4 966 922 € |
| BDL | 66 616 € | 53 404 € | 38 179 € | 34 537 € | 28 240 € | 28 604 € |
| TOTAL établissement | 4 485 853 € | 6 743 997 € | 6 453 688 € | 5 177 818 € | 3 287 912 € | 4 995 526 € |

Tableau 2 - Évolution de la capacité d'autofinancement depuis 2015

La capacité d'autofinancement de l'ENS de Lyon s'établit à 5M€ pour l'exercice 2019, en diminution de 0,18M€ par rapport à 2018. Cette évolution s'explique par l'augmentation du résultat comptable d'une part pour 600K€, et également par l'écart entre les charges non décaissables et les produits non encaissables d'autre part (amortissements, provisions, reprises sur provisions, quote-part de subvention d'investissement) qui a diminué de 0,78M€.

Par rapport à la prévision du budget rectificatif, la hausse observée en exécution de +1,7M€ s'explique principalement par le résultat plus élevé que la prévision inscrite au BR (+2,1M€) et par l'écart entre les charges non décaissables et les produits non encaissables qui a diminué de 0,4M€.

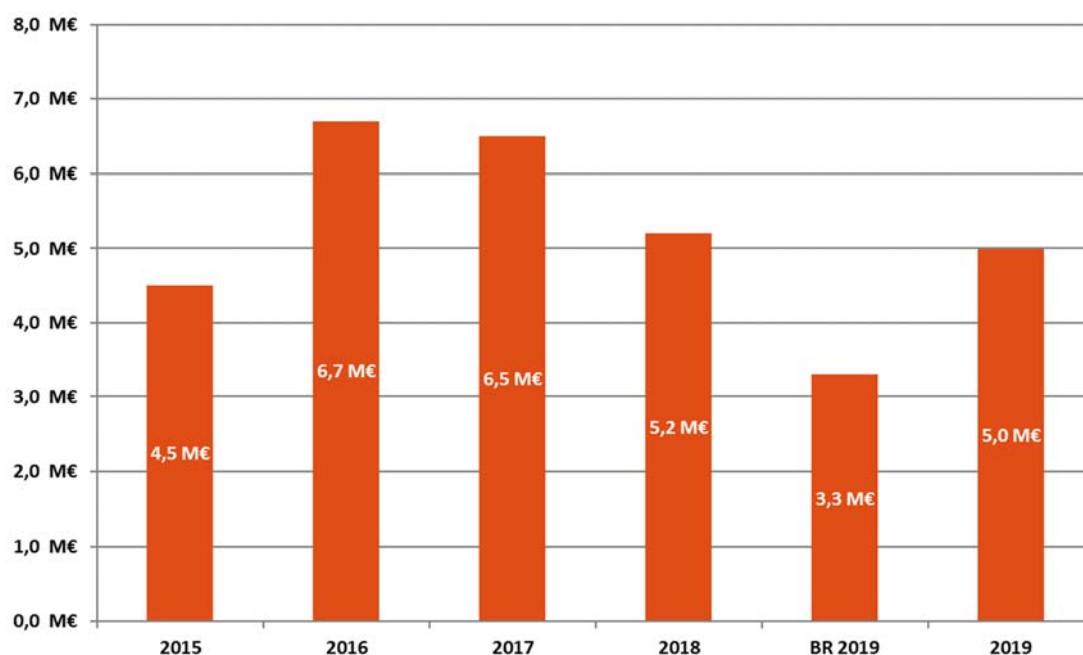


Figure 2 - Évolution de la capacité d'autofinancement de l'Établissement depuis 2015

1.3. Fonds de roulement

De quoi parle-t-on ?

Le **fonds de roulement** constitue un excédent de ressources stables qui va permettre de financer une partie des besoins à court terme de l'établissement appelés également besoins en fonds de roulement.

En comptabilité budgétaire, il correspond à la somme des excédents que l'établissement a dégagés au cours du temps.

Calcul = Ressources stables (capitaux propres et provisions) – Actifs stables (actif immobilisé)

Si le fonds de roulement est positif, l'équilibre financier est donc respecté et l'établissement dispose grâce au fonds de roulement d'un excédent de ressources stables qui lui permettra de financer ses autres besoins de financement à court terme.

| | 2016 | 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| ENS de Lyon | 16 902 926 € | 16 461 812 € | 17 735 396 € | 14 901 625 € | 18 234 248 € |
| BDL | 219 092 € | 230 693 € | 231 042 € | 230 652 € | 245 227 € |
| TOTAL établissement | 17 122 018 € | 16 692 505 € | 17 966 438 € | 15 132 277 € | 18 479 475 € |

Tableau 3 – Evolution du fonds de roulement de l'Établissement depuis 2016

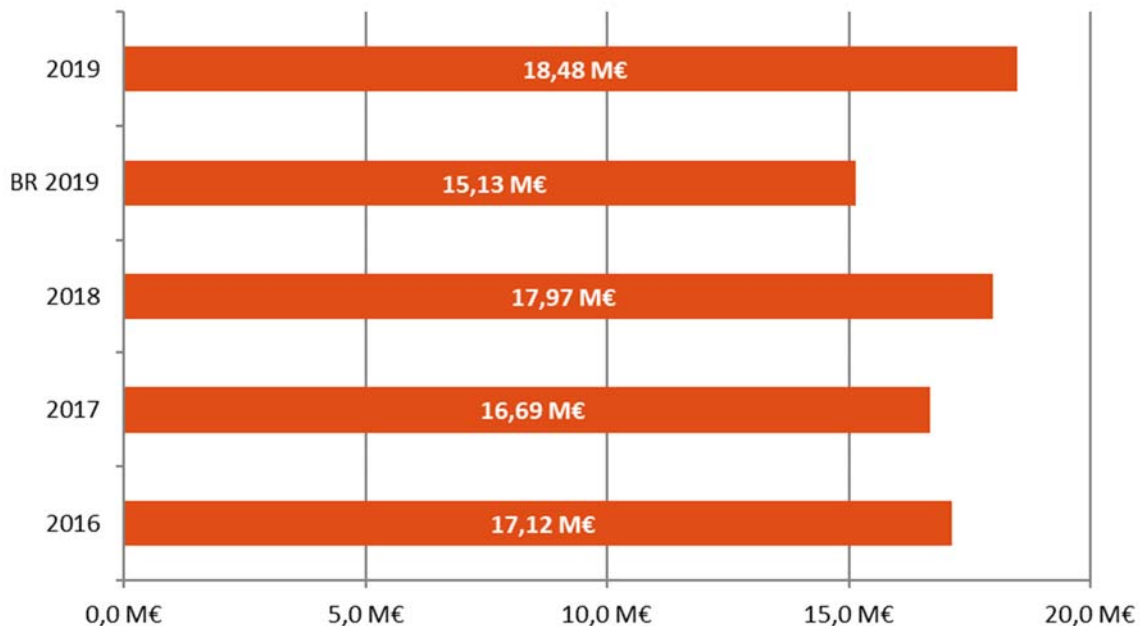


Figure 3 - Évolution du fonds de roulement de l'Établissement depuis 2016

Le fonds de roulement de l'Établissement s'élève à 18,48M€ fin 2019. Il couvre ainsi 52 jours de dépenses décaissables de fonctionnement, masse salariale comprise. Ce niveau est rassurant quant à la santé financière de l'établissement. L'Établissement est ainsi en mesure d'investir pour les exercices à venir. Ce fonds de roulement est mobilisable pour environ 11M€ sur des opérations immobilières envisagées dans les 5 années à venir : création d'un nouveau bâtiment « enjeux sociétaux » (2,5M€), restructuration de la BDL (2,4M€), gymnase (3M€), aménagements de salles de cours (3M€).

Les ressources sont plus élevées que dans la prévision du BR (+1,27M€), en raison du niveau de la CAF plus important en exécution. En parallèle, les dépenses d'investissement en droits constatés sont inférieures de 2,08M€ en comparaison du montant inscrit au BR (report de la restructuration de la BDL Monod suite à la découverte d'amiante, non consommation de tous les crédits ouverts pour des aménagements et rénovations diverses). Ces variations expliquent un apport au fonds de roulement dans la mesure où les ressources sont supérieures aux emplois (dépenses) : ces données sont consultables dans le tableau 6 des annexes réglementaires.

1.4. Trésorerie

De quoi parle-t-on ?

Il s'agit des liquidités dont l'École dispose quoiqu'il arrive et quasi immédiatement.

En terme comptable, la trésorerie est la différence entre le fonds de roulement de l'établissement et son besoin en fonds de roulement.

| | 2016 | 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| ENS de Lyon | 17 962 495 € | 25 844 637 € | 27 680 412 € | 22 606 910 € | 25 615 235 € |
| BDL | 206 080 € | 264 896 € | 229 226 € | 185 520 € | 244 524 € |
| TOTAL établissement | 18 168 575 € | 26 109 533 € | 27 909 638 € | 22 792 430 € | 25 859 759 € |

Tableau 4 - Évolution de la trésorerie de l'École depuis 2016

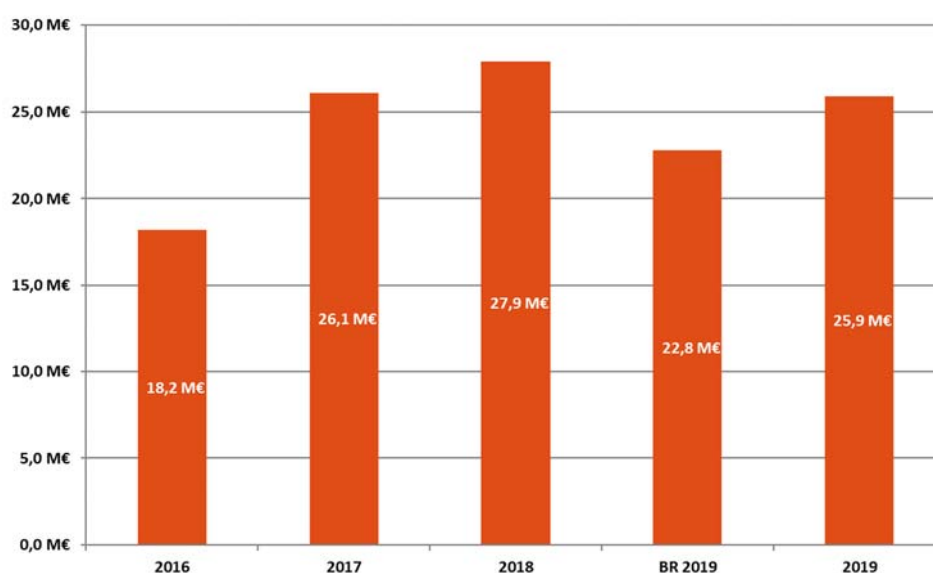


Figure 4 - Évolution de la trésorerie de l'Établissement depuis 2016

La trésorerie est en baisse de 2M€ en 2019. Cette évolution s'explique notamment par un solde budgétaire déficitaire de 1,7M€ (cf paragraphe suivant). La différence entre le niveau de la trésorerie et celui du fonds de roulement entraîne un besoin en fonds de roulement de - 7,4M€. Le besoin en fonds de roulement correspond à la somme que l'établissement doit financer pour couvrir le besoin résultant des décalages de trésorerie entre les entrées et les sorties. Le fait que l'indicateur soit négatif ne doit pas alerter dans la mesure où la trésorerie couvre largement les besoins.

1.5. Solde budgétaire

De quoi parle-t-on ?

Le **solde budgétaire** correspond à l'écart entre les recettes encaissées et les crédits de paiement. Il s'agit du flux de trésorerie généré par l'activité de l'organisme.

Le solde budgétaire n'est pas obligatoirement à l'équilibre : il peut être excédentaire ou déficitaire.

| | 2016 | 2017 | BR 2018 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|----------------------------|---------------------|--------------------|------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| ENS de Lyon | -1 402 336 € | 2 427 933 € | 155 555 € | 5 664 772 € | -4 540 332 € | -1 708 179 € |
| BDL | 68 873 € | 57 402 € | -19 330 € | -37 217 € | -45 706 € | 36 553 € |
| TOTAL établissement | -1 333 463 € | 2 485 335 € | 136 225 € | 5 627 555 € | -4 586 038 € | -1 671 626 € |

Tableau 5 – Solde budgétaire depuis 2016

Le solde budgétaire est un indicateur important du budget de l'École en mode GBCP.

Un solde négatif de 4,6M€ avait été inscrit au budget rectificatif. Le solde budgétaire réalisé est bien négatif mais de 1,7M€, soit un écart de 2,9M€ par rapport à la prévision. On peut observer un écart important par rapport au solde budgétaire 2018. En 2018, le solde budgétaire s'est élevé à 5,6M€. Cette évolution significative entre les deux actes budgétaires s'explique principalement par la variation du flux de trésorerie des opérations pluriannuelles.

Ce solde budgétaire négatif s'explique par le fait que les encaissements ont été moins importants cette année par rapport aux dépenses, et ce notamment sur les opérations fléchées (visible dans le tableau 8 en annexe). Le solde budgétaire était de +4,7M€ en 2018 sur les opérations fléchées (année particulière pour l'établissement qui avait reçu un montant significatif d'encaissements), en 2019 il est de -1,8M€. Néanmoins, il est important de souligner que sur les opérations fléchées, l'activité budgétaire est non linéaire, il peut y avoir des décalages forts d'une année sur l'autre entre les encaissements et les décaissements.

1.6. Ratios d'analyse financière

Les ratios présentés sont des indicateurs d'analyse dont le ministère de l'action et des comptes publics recommande l'usage dans la circulaire des opérateurs transmise à chaque ministère. Le rectorat de l'académie de Lyon s'appuie également sur ces ratios afin d'apprécier la trajectoire financière et budgétaire de notre établissement.

Pour précision, certains de ces ratios sont déjà intégrés dans le corps de ce rapport et n'apparaissent donc pas dans ce paragraphe, comme le fonds de roulement en nombre de jours par exemple.

1.6.1. Les ratios en comptabilité générale

Les données utilisées pour calculer ces ratios sont celles issues du tableau 6 de situation patrimoniale, qui se trouve parmi les annexes réglementaires de ce rapport.

1.6.1.1. Poids des charges décaissables de fonctionnement général

Ce ratio mesure l'évolution dans le temps du poids relatif des charges de fonctionnement décaissables, hors charges de masse salariale. Il se calcule de la manière suivante : charges décaissables de fonctionnement / produits encaissables.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------|-------|---------|-------|
| 17,1% | 21,6% | 25,0% | 22,5% |

Depuis 2017, le poids des charges de fonctionnement augmente. Cela s'explique principalement par le transfert de l'Etat des financements relatifs aux CDSN (une cohorte de plus en 2019), dont une grande partie est reversée en fonctionnement par l'ENS de Lyon aux établissements dans lesquels les doctorants vont effectuer leur thèse. Les produits encaissables financent par ailleurs les charges de personnel et également une part des dépenses d'investissement grâce au résultat excédentaire.

1.6.1.2. Dépendance aux financements de l'Etat

Cet indicateur mesure la dépendance de l'établissement à la subvention pour charges de service public et aux éventuelles autres subventions de l'État. Il se calcule de la manière suivante : ressources propres encaissables / produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 13% et 15%, et une alerte s'il est inférieur à 13%.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------|-------|---------|-------|
| 14,5% | 14,4% | 16,7% | 15,9% |

En 2019, les ressources propres encaissées représentent 15,9% des produits encaissés. La dépendance de l'établissement aux financements de l'Etat reste élevée, la subvention pour charges de service public (SCSP) étant la principale recette de l'école. La dépendance aux financements de l'Etat est en légère diminution par rapport aux taux de 2017 et 2018. En effet, divers financements propres sont en augmentation par rapport à 2018 : les droits d'inscription, les prestations de recherches, les prestations de services et les contrats de recherche en provenance de l'ANR ou de la région.

1.6.1.3. Taux de déficit

Ce ratio éclaire sur l'envergure du résultat de l'établissement. Le mode de calcul pour déterminer cet indicateur est le suivant : résultat / total des recettes de la classe 7. Le seuil d'alerte est atteint lorsque ce taux est inférieur à 0%.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 2,4% | 1,6% | 0,4% | 2,0% |

Le résultat est en augmentation en 2019 par rapport à 2018 suite à l'augmentation des produits plus importante que celle des charges.

1.6.1.4. Poids des charges de personnel

Ce ratio, appelé aussi taux de saturation, permet de mesurer le poids des charges de personnel par rapport à l'ensemble des produits encaissables de l'établissement. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 82% et 83%, et une alerte s'il dépasse 83%.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 77,6% | 74,4% | 72,6% | 73,7% |

La tendance du poids des charges de personnel est à la baisse depuis 2017. Cet indicateur est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le transfert des financements des CDSN par l'Etat augmente les produits de l'établissement (une cohorte de plus en 2019), mais les dépenses de masse salariale n'augmentent pas en miroir puisque les versements aux établissements partenaires sont réalisés en fonctionnement.

1.6.1.5. Taux d'autofinancement

Ce ratio permet de mesurer l'amélioration ou la dégradation de la capacité d'autofinancement (CAF) par rapport à l'ensemble des produits encaissables. Une vigilance est à avoir si ce taux se situe entre 0,5% et 1%, et une alerte s'il est en dessous de 0,5%.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 5,3% | 4,1% | 2,4% | 3,8% |

Le taux d'autofinancement reste situé au-dessus du seuil d'alerte même s'il baisse par rapport à 2017.

1.6.2. Les ratios en comptabilité budgétaire

1.6.2.1. Poids des dépenses de personnel

Ce ratio permet d'indiquer le degré de "rigidité" du budget lié à la part des dépenses destinées à la rémunération des personnels. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : dépenses de personnel / dépenses totales hors investissement.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|-------|-------|---------|-------|
| 83,4% | 78,3% | 75,2% | 76,6% |

Comme évoqué pour le ratio du poids des charges de personnel (paragraphe 1.6.1.4.), le transfert des CDSN fait baisser le poids des dépenses de personnel par rapport à l'ensemble des dépenses de l'établissement.

1.6.2.2. Poids relatif des recettes propres

Cet indicateur mesure le degré de dépendance de l'établissement vis-à-vis des financements publics. Il se calcule à l'appui du tableau 2 des annexes réglementaires : recettes propres / total des recettes.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|------|------|---------|------|
| 7,4% | 6,4% | 7,3% | 6,3% |

Comme évoqué au paragraphe 1.6.1.2., la SCSP est la principale ressource de l'établissement, ce qui explique logiquement une dépendance élevée aux financements publics, elle reste néanmoins stable par rapport à 2018.

1.6.2.3. Poids des crédits de paiement issus d'engagements pris antérieurement

Cet indicateur permet de préciser les hypothèses de budgétisation retenues pour déterminer le volume de crédits de paiement de l'année. Il permet également de mesurer le poids des décaissements "inéluçtables", car liés à des engagements déjà pris qu'il conviendra d'honorer quoiqu'il arrive, par rapport aux décaissements sur lesquels des marges de manœuvre existent davantage. Le calcul est : montant des CP relatifs à des AE consommées sur exercices antérieurs / montant total des CP de l'année issu du tableau 2.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|------|------|---------|------|
| 2,3% | 5,9% | 5,3% | 6,2% |

En comparaison à 2018, le poids des crédits de paiement issus d'engagements antérieurs est en augmentation. Cela signifie que l'établissement a dénoué en 2019 un volume plus important d'engagements liés aux années antérieures.

1.6.2.4. Poids relatif des restes à payer

Ce ratio permet de mesurer le degré de rigidité de la dépense (hors dépenses de personnel) et l'inertie générée par les engagements pris au cours de l'exercice et des exercices précédents. Il se calcule comme tel : restes-à-payer (tous exercices confondus) issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable / montant des CP de l'année hors personnel issus du tableau 2 en annexe.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 136,2% | 126,5% | 101,3% | 114,4% |

Les restes à payer de notre établissement concernent majoritairement les engagements pris pour de nombreuses années, c'est le cas par exemple du loyer versé dans le cadre du contrat de partenariat qui s'étend sur plus de 25 ans ou encore les versements CDSN qui s'échelonnent sur trois exercices budgétaires pour chacune des promotions.

1.6.2.5. Poids des charges à payer au sein des restes à payer

Il permet de mesurer le poids des charges à payer les plus imminents. Si le pourcentage est élevé, il doit attirer l'attention sur la capacité ou non de l'établissement à faire face à cette sortie de trésorerie à venir. Il se calcule ainsi : charges à payer issues de la balance de comptabilité générale / restes-à-payer issus du tableau de synthèse budgétaire et comptable.

| 2017 | 2018 | BR 2019 | 2019 |
|--------------|-------------|-------------|-------------|
| 12,8% | 8,8% | 8,6% | 8,2% |

Ce ratio est en baisse constante depuis 2017. Ce taux montre que la part des charges à payer sur les restes à payer a été plus faible que ce qui était prévu en budget rectificatif. La légère diminution du taux en 2019 par rapport à 2018 et à la prévision du budget rectificatif montre qu'un suivi plus fin a été réalisé sur les charges à payer par la direction des affaires financières et la direction de la comptabilité en relation avec les structures de l'Ecole.

2. Analyse de l'exécution budgétaire 2019

Le décret GBCP est appliqué à l'ENS de Lyon depuis le 1^{er} janvier 2016. Il stipule entre autres que l'ordonnateur a la responsabilité de préparer et suivre le budget en **autorisations d'engagements (AE)**, ainsi que l'exécution associée. La réalisation de ces AE impacte directement la comptabilité budgétaire. L'ordonnateur suit également les **crédits de paiement (CP)** qui sont consommés lors du décaissement et qui ont un effet sur la comptabilité budgétaire comme sur la comptabilité générale. Quant aux recettes, l'ordonnateur suit les **encaissements** afin de piloter la trésorerie de l'établissement en lien avec la direction de la comptabilité.

Les taux d'exécution en dépenses sont mesurés en comparant la consommation des AE et des CP par rapport aux prévisions du dernier acte budgétaire, à savoir le budget rectificatif voté par le conseil d'administration du 11 juillet 2019.

Enfin pour précision, les virements internes effectués en recettes comme en dépenses ont été intégrés dans la consommation des AE et CP par service afin de prendre en compte l'exhaustivité de l'exécution et ainsi mettre en avant les écarts entre les prévisions et la réalisation.

2.1. Exécution des recettes

Depuis la mise en œuvre du décret GBCP, le suivi des recettes a évolué du côté ordonnateur. L'établissement suit les encaissements des recettes fléchées et des recettes globalisées.

Les **recettes globalisées** n'ont pas d'utilisation prédéterminée. Elles regroupent la subvention pour charges de service public, la plupart des subventions publiques, ou encore des recettes propres telles que les loyers des résidences étudiantes par exemple.

Les **recettes fléchées** constituent une exception au principe de globalisation des recettes et ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Elles font l'objet d'une décision entre l'établissement et la tutelle. Ce principe est appliqué à l'ENS de Lyon depuis le budget initial 2016 après approbation du conseil d'administration.

| Recettes en encaissements | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel Taux d'exécution 2018 |
|--|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|-----------------------|------------------------------|
| Recettes globalisées | ENS de Lyon | 120 951 065 € | 122 436 406 € | 124 621 095 € | 125 282 423 € | 100,5% | 99,6% |
| | BDL | 1 082 871 € | 1 088 918 € | 1 064 051 € | 1 053 323 € | 99,0% | 96,1% |
| | TOTAL | 122 033 936 € | 123 525 324 € | 125 685 146 € | 126 335 747 € | 100,5% | 99,6% |
| Recettes fléchées | ENS de Lyon | 12 110 257 € | 6 338 645 € | 10 318 094 € | 6 434 544 € | 62,4% | 98,1% |
| | BDL | 0 € | 18 400 € | 18 400 € | 87 021 € | 473% | |
| | TOTAL | 12 110 257 € | 6 357 045 € | 10 336 494 € | 6 521 564 € | 63,1% | 98,1% |
| TOTAL recettes en encaissements | | 134 144 193 € | 129 882 369 € | 136 021 640 € | 132 857 311 € | 97,7% | 99,4% |

Tableau 6 - Montants des recettes encaissées par nature et taux d'exécution en 2019

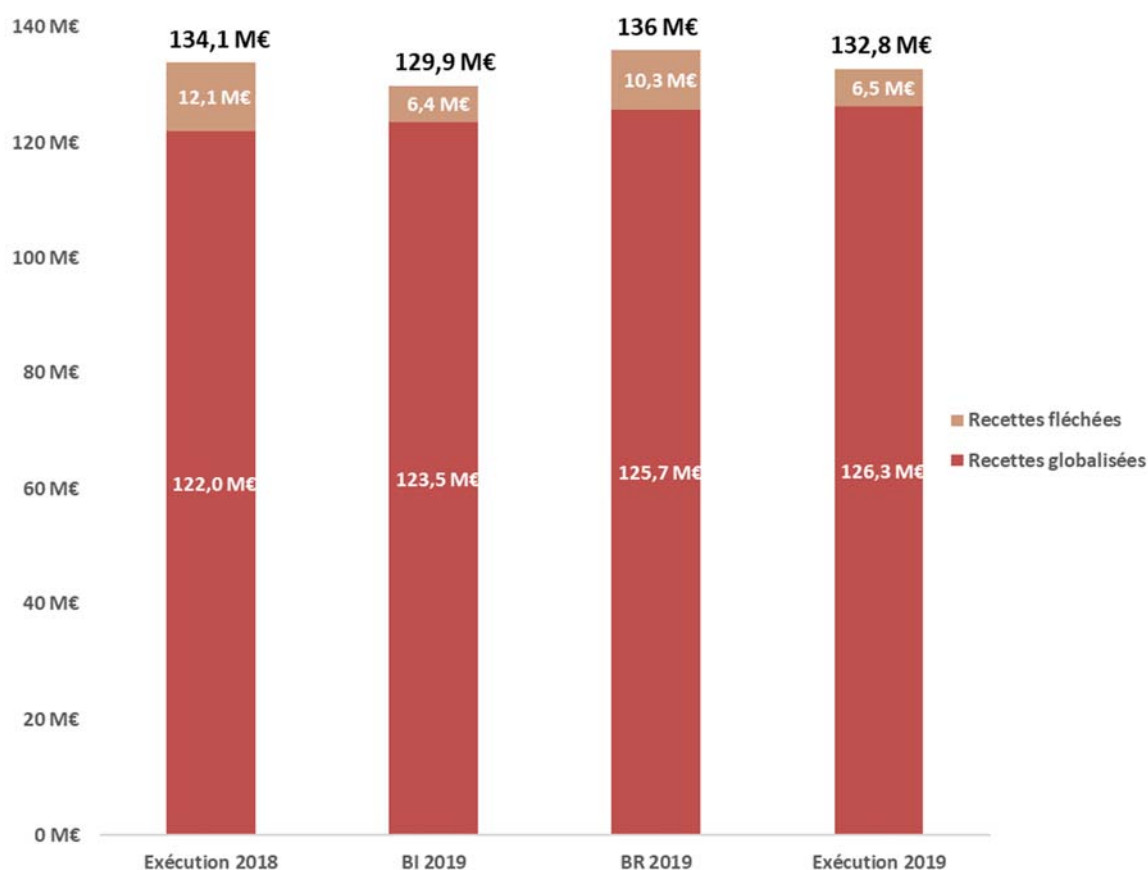


Figure 5 - Réalisation des recettes encaissées en 2019 par nature

Les recettes globalisées constituent la partie la plus importante des ressources de l'établissement. Elles intègrent la subvention pour charges de service public (SCSP) pour 115,6M€, qui représente 87% de la totalité des recettes encaissées en 2019. Elles comprennent également les droits d'inscription (680K€), les actions de valorisation (87K€), les recettes de la formation continue (103K€), ou encore la taxe d'apprentissage (68K€) par exemple. Les recettes globalisées de l'établissement ont très bien été exécutées puisqu'on peut observer une légère sur-exécution des recettes prévues, +650K€ par rapport à la prévision du budget rectificatif, et taux d'exécution de 100,5%. Elles sont en augmentation par rapport à l'exécution 2018, +4,3M€.

Les recettes fléchées ont été sous-exécutées par rapport à la prévision du budget rectificatif. La sous-exécution de ces recettes s'explique par un décalage sur 2020 d'encaissements importants, notamment de l'ANR et de l'Union Européenne. Aussi, par exemple, les 308K€ prévus en recette pour l>IDEX 2019 Breakthrough « TORE » n'ont pas été perçus, ainsi que les 603K€ pour l'ERC « PODCAST » au CRAL, et les 518K€ pour l'ERC « SHAFIG » au laboratoire IHRIM.

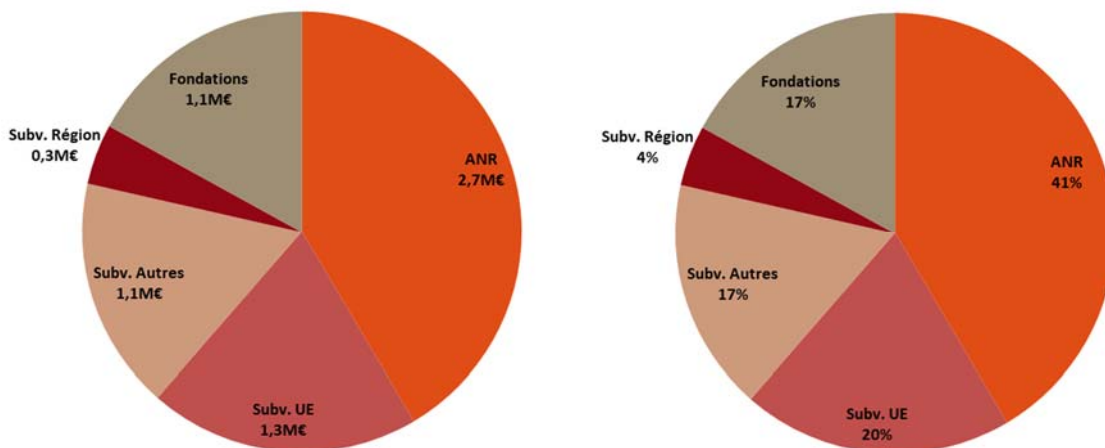


Figure 6 - Zoom sur l'exécution des recettes fléchées encaissées en 2019, en montants et en pourcentage

En 2019, l'agence nationale pour la recherche (ANR) reste le principal financeur des projets fléchés de l'établissement avec 2,7M€ versés. En 2018, l'ANR avait versé 6,8M€, et en 2017 3,5M€.

L'Union Européenne est également un financeur significatif en 2019 puisque 1,3M€ ont été versés à l'ENS de Lyon afin de supporter des projets de recherche obtenus après appels d'offres. Il convient de préciser ici que les versements de l'UE ne sont pas linéaires : pour un contrat de 5 ans par exemple, l'UE verse en général un fort acompte dès le début du projet sans qu'il n'y ait forcément tout de suite le même volume de dépenses en parallèle. Ce qui entraîne donc des décalages de trésorerie dans le temps.

2.2. Exécution des dépenses

| Dépenses | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel Taux d'exécution 2018 |
|---------------------------------|-----------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------|
| Autorisations d'engagement (AE) | ENS de Lyon | 132 484 841 € | 144 095 451 € | 140 490 453 € | 134 362 000 € | 95,6% | 96,1% |
| | BDL | 1 128 517 € | 1 111 323 € | 1 128 157 € | 1 113 662 € | 98,7% | 98,5% |
| | TOTAL AE | 133 613 358 € | 145 206 774 € | 141 618 610 € | 135 475 662 € | 95,7% | 96,1% |
| Crédits de paiement (CP) | ENS de Lyon | 127 396 550 € | 135 557 595 € | 139 479 521 € | 133 425 146 € | 95,7% | 95,3% |
| | BDL | 1 120 088 € | 1 127 155 € | 1 128 157 € | 1 103 791 € | 97,8% | 97,7% |
| | TOTAL CP | 128 516 638 € | 136 684 750 € | 140 607 678 € | 134 528 937 € | 95,7% | 95,4% |

Tableau 7 - Montants des AE et des CP consommés et taux d'exécution en 2019

Plus de 95% des dépenses prévues au budget rectificatif ont été réalisées, aussi bien en autorisations d'engagement qu'en crédits de paiement. Les taux d'exécution des dépenses 2019 sont similaires à ceux observés en 2018. En volume, les AE consommées sont en hausse de 1,8M€ et les CP de 6M€, en comparaison de l'exécution 2018. Les tableaux et graphiques suivants permettent d'observer cette évolution dans le détail des différentes masses budgétaires : fonctionnement, investissement, et masse salariale.

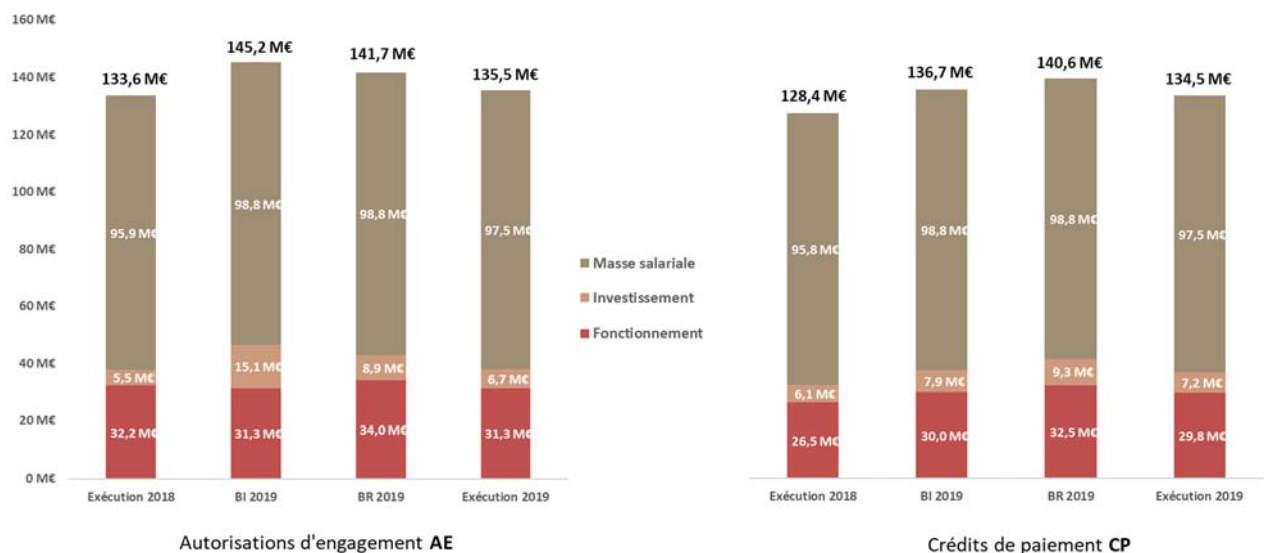


Figure 7 - Réalisation des dépenses par masse en AE et CP en 2019

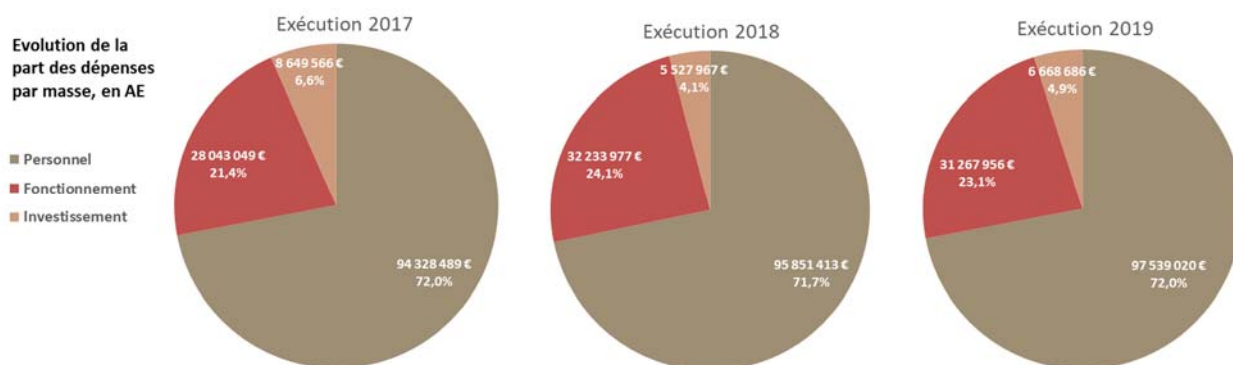


Figure 8 - Evolution de la part des dépenses par masse en AE depuis 2017

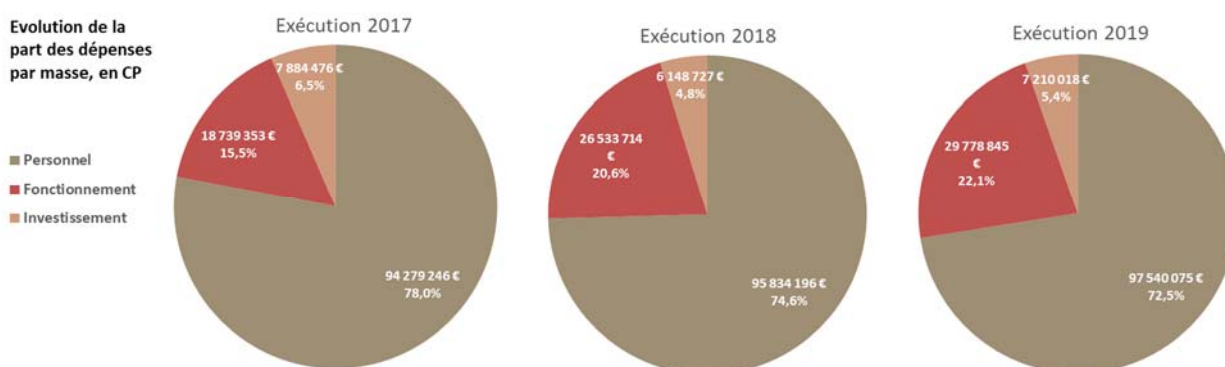


Figure 9 - Evolution de la part des dépenses par masse en CP depuis 2017

La part des dépenses par masse reste relativement stable en AE de 2017 à 2019. La part des dépenses par masse reste également relativement stable en CP, on peut néanmoins observer une baisse de la part de la masse salariale (MS), même si le montant de la dépense de MS est plus élevé, qui passe de 78% en 2017 à 72,5% des CP exécutés en 2019. Cette baisse en pourcentage s'est faite au profit des crédits de fonctionnement qui sont passés de 15,5% des CP en 2017 à 22,1% en 2019. La part de l'investissement a également baissé, de 1,7 point avec cependant une légère hausse par rapport à 2018.

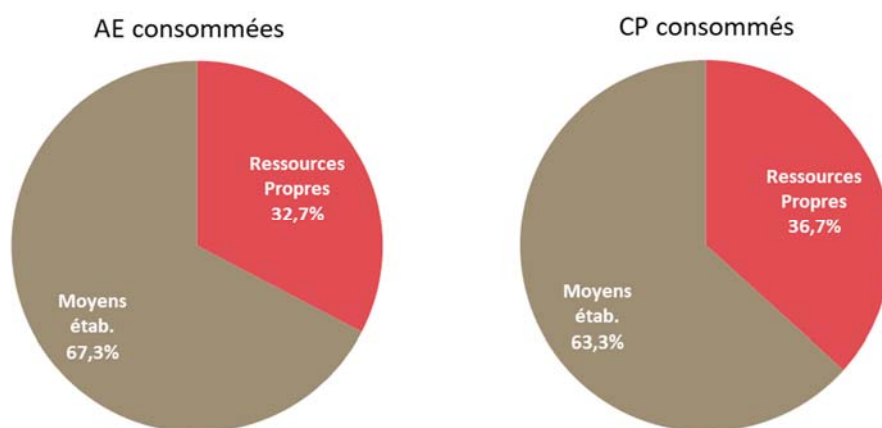
| Autorisations d'engagement (AE) | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel Taux d'exécution 2018 |
|---|--------------|----------------|---------------|---------------|----------------------|-----------------------|------------------------------|
| Masse salariale | ENS de Lyon | 95 827 276 € | 98 728 449 € | 98 702 540 € | 97 462 239 € | 98,7% | 98,8% |
| | BDL | 24 137 € | 68 908 € | 83 008 € | 76 781 € | 92,5% | 66,5% |
| | TOTAL | 95 851 413 € | 98 797 357 € | 98 785 548 € | 97 539 020 € | 98,7% | 98,8% |
| Fonctionnement | ENS de Lyon | 31 174 115 € | 30 249 560 € | 32 940 691 € | 30 259 532 € | 91,9% | 89,1% |
| | BDL | 1 059 862 € | 1 032 415 € | 1 016 519 € | 1 008 424 € | 99,2% | 99,6% |
| | TOTAL | 32 233 977 € | 31 281 975 € | 33 957 210 € | 31 267 956 € | 92,1% | 89,4% |
| Investissement | ENS de Lyon | 5 483 450 € | 15 117 442 € | 8 847 222 € | 6 640 230 € | 75,1% | 93,8% |
| | BDL | 44 517 € | 10 000 € | 28 630 € | 28 457 € | 99,4% | 98,1% |
| | TOTAL | 5 527 967 € | 15 127 442 € | 8 875 852 € | 6 668 686 € | 75,1% | 93,8% |
| TOTAL autorisations d'engagement | | 133 613 357 € | 145 206 774 € | 141 618 610 € | 135 475 662 € | 95,7% | 96,1% |

| Crédits de paiement (CP) | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel Taux d'exécution 2018 |
|----------------------------------|--------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|------------------------------|
| Masse salariale | ENS de Lyon | 95 810 059 € | 98 728 449 € | 98 702 540 € | 97 463 294 € | 98,7% | 98,7% |
| | BDL | 24 137 € | 68 908 € | 83 008 € | 76 781 € | 92,5% | 66,5% |
| | TOTAL | 95 834 196 € | 98 797 357 € | 98 785 548 € | 97 540 075 € | 98,7% | 98,7% |
| Fonctionnement | ENS de Lyon | 25 482 280 € | 28 959 895 € | 31 507 251 € | 28 766 254 € | 91,3% | 85,1% |
| | BDL | 1 051 434 € | 1 048 247 € | 1 016 519 € | 1 012 592 € | 99,6% | 98,8% |
| | TOTAL | 26 533 714 € | 30 008 142 € | 32 523 770 € | 29 778 845 € | 91,6% | 85,5% |
| Investissement | ENS de Lyon | 6 104 210 € | 7 869 251 € | 9 269 730 € | 7 195 599 € | 77,6% | 91,8% |
| | BDL | 44 517 € | 10 000 € | 28 630 € | 14 419 € | 50,4% | 98,1% |
| | TOTAL | 6 148 727 € | 7 879 251 € | 9 298 360 € | 7 210 018 € | 77,5% | 91,8% |
| TOTAL crédits de paiement | | 128 516 637 € | 136 684 750 € | 140 607 678 € | 134 528 937 € | 95,7% | 95,4% |

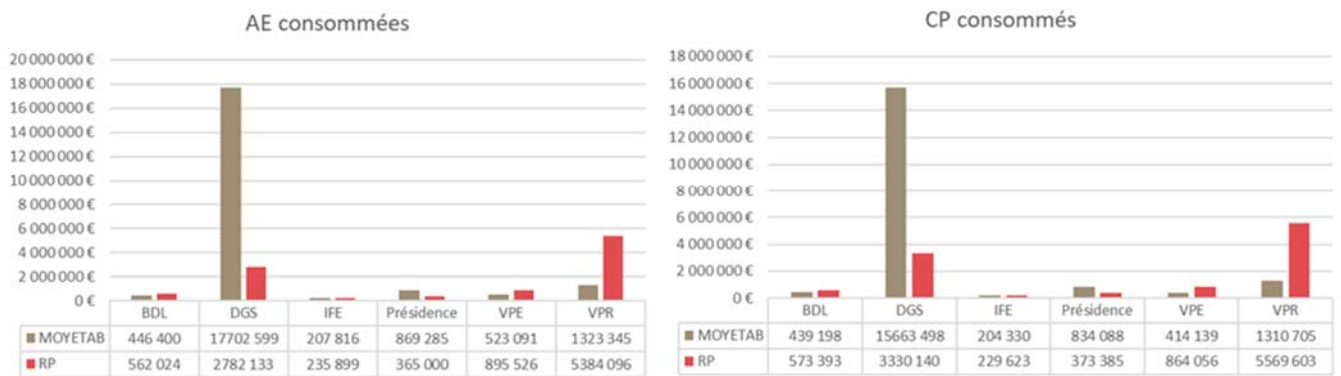
2.2.1. Dépenses de fonctionnement

En CP, 29,7M€ ont été exécutés en crédits de fonctionnement en 2019 pour tout l'établissement. En AE, 31,2M€ ont été exécutés en crédits de fonctionnement.

En AE comme en CP la majorité des crédits de fonctionnement sont consommés sur moyens établissement.



La ventilation des crédits de fonctionnement en AE et en CP s'établit comme suit par centre de responsabilité budgétaire (CRB).



La répartition par service et activités s'établit comme suit (montant au-delà de 500 k€) :

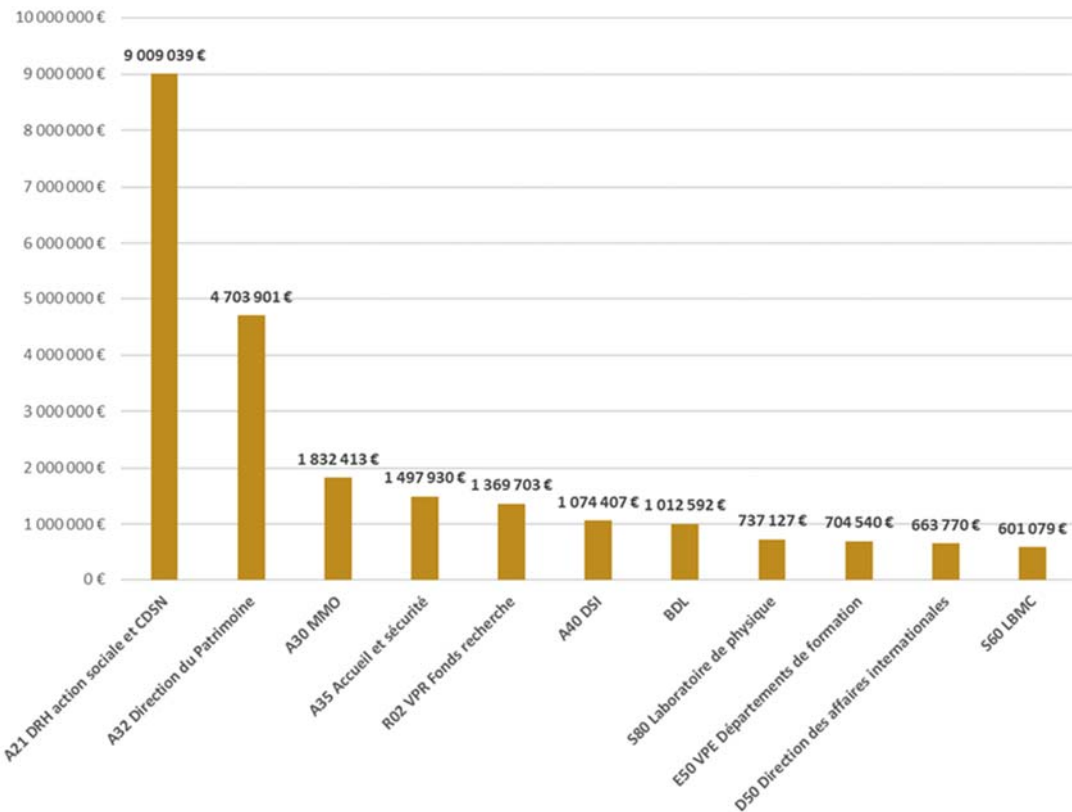


Figure 10 - Services les plus consommateurs de CP de fonctionnement en 2019 (plus de 500 K€)

Focus sur les 4 premiers postes de dépenses en fonctionnement

Les activités et services regroupés au sein du CRB DGS consomment la part la plus importante de crédits de fonctionnement de l'école en 2019, 64% des crédits exécutés en CP, dont 18% sur ressources propres.

Les activités pilotées par la DRH consomment un peu plus de 9M€ de crédits de fonctionnement ; ceci étant dû principalement aux crédits reversés aux établissements

partenaires accueillant des doctorants « CDSN ». En effet, sur ces 9M€, **7,6 M€** correspondent à ces reversements : 2,8 M€ pour la promotion 2017-2020, 4,1M€ pour la promotion 2018-2021, 0,6M€ pour la promotion 2019-2022. A noter que 8,1M€ de CP ont été inscrits en budget rectificatif, et 7,6M€ ont été exécutés : les 500 k€ non exécutés correspondent à des factures non perçues des établissements partenaires pour des doctorants des promotions 2017-2020 et 2018-2021, mais qui devront être régularisés par la suite.

Comme en 2018, la direction du patrimoine (DirPat) a mobilisé un volume très important de crédits de fonctionnement en 2019 : 3,6M€ en AE et 4,7M€ en CP. Avant 2018, la DirPat consommait principalement des crédits d'investissement, depuis lors il y a eu une inversion de cette tendance. En 2019, comme en 2018, la consommation de **fluides (eau, gaz, électricité et chauffage)** a été importante : **3,2M€** (3,15M€ en 2018) : 2,35M€ ont été dépensés pour le gaz et l'électricité, 619K€ pour le chauffage, et 256K€ pour l'eau. En 2016, 2,6M€ avaient été exécutés pour les fluides, 2,75M€ en 2017. Ceci est principalement dû à une augmentation des coûts des abonnements et des coûts des fluides eux-mêmes. Le passage au chauffage sur le réseau urbain et le recrutement d'un économe de flux devraient réduire cette consommation sur le moyen-long terme.

Le loyer du contrat de partenariat (917 k€) est intégré dans cette enveloppe DirPAT.

Le service moyens matériels et opérationnels a exécuté un peu plus **d'1,8 M€** de CP dont **493K€** pour le **loyer de la résidence Descartes**, **827K€** pour des dépenses d'entretien des locaux et **81K€** pour le traitement des **déchets**.

Les dépenses de **gardiennage** s'élèvent à **1,14M€**, la maintenance réglementaire à **254K€**, et les accueils physiques des sites Monod et Descartes à 109K€.

Vient ensuite la vice-présidence recherche avec 23% des CP de fonctionnement, dont 81% sur ressources propres. Il s'agit essentiellement de dépenses de fournitures et consommables, de missions et frais de déplacements, de bourses et subventions et de frais de colloques.

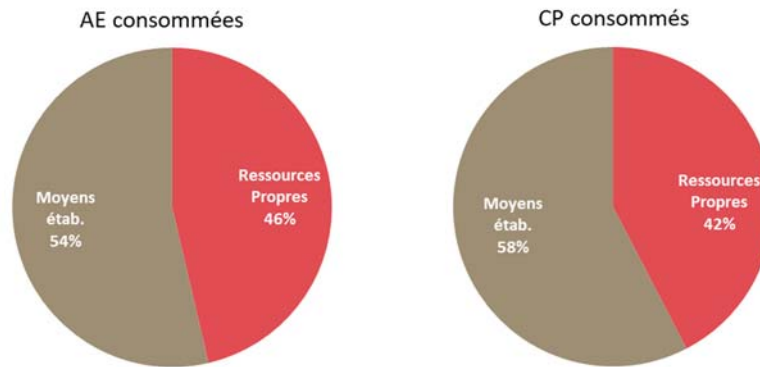
Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement de l'Ecole a augmenté par rapport à 2018, aussi bien en AE qu'en CP, puisque l'exécution est passée de 89,4% à 92,1% en AE, et de 85,5% à 91,6% en CP. 2,7M€ n'ont pas été exécutés, 0,9M€ sur moyens établissement et 1,8M€ sur ressources propres. La VPR est la direction qui a le plus sous-consommé, 1,7M€ dont 1,5M€ sur ressources propres sur l'année budgétaire 2019 (sous-consommation sur divers contrats de recherche). S'agissant de contrats de recherche, ces crédits sont utilisables dans la limite de la durée d'exécution financière du contrat concerné.

En volume, les dépenses ont diminué en AE mais elles ont augmenté en CP par rapport à 2018 : -1 M€ en AE et +3,2 M€ en CP.

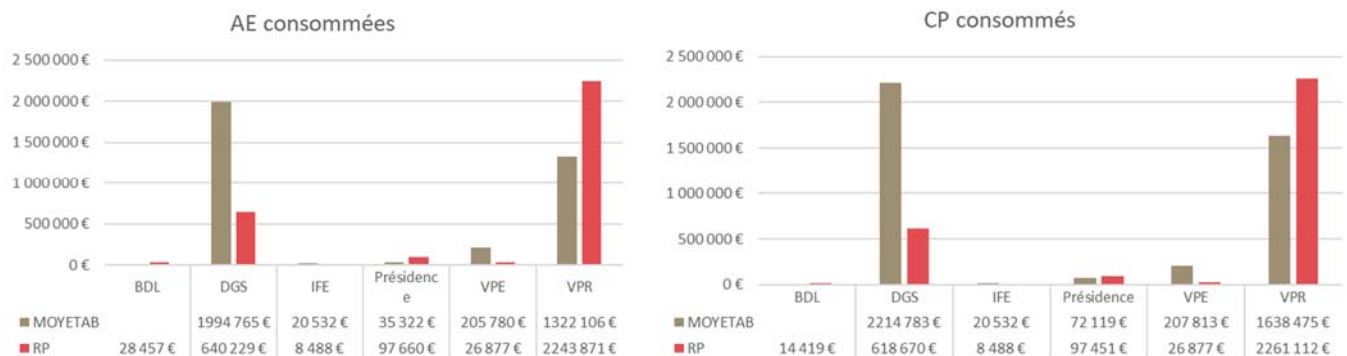
Les dépenses de fonctionnement de la BDL ont été très bien exécutées, à plus de 99% en AE et en CP.

2.2.2. Dépenses d'investissement

En CP, 7,2M€ ont été exécutés en crédits d'investissement en 2019 pour tout l'établissement. En AE, 6,7M€ ont été exécutés en crédits d'investissement.



46% des autorisations d'engagement en investissement ont été réalisées sur des ressources propres (3,1M€), et 54% sur des moyens établissement (3,6M€). 42% des crédits de paiement en investissement ont été réalisés sur des ressources propres (3,1M€), et 58% sur des moyens établissement (4,2M€).



La vice-présidence recherche est le CRB qui a consommé la part la plus importante de crédits d'investissement de l'école en 2019 (**3,9 M€**), 54% des crédits exécutés en CP, dont 58% sur ressources propres. 2,37M€ ont permis de financer des équipements scientifiques et 1M€, du matériel informatique. Vient ensuite la direction générale des services avec 39% des CP d'investissement, dont 22% sur ressources propres.

Les activités liées au patrimoine restent les plus consommatrices de crédits d'investissement (en CP). La majorité des dépenses sont imputées sur le budget de la DIRPAT mais la VPR participe également, à hauteur de 260k€ en 2019 dans son PPI PPP (la VPR dispose également d'un PPI équipements scientifiques à hauteur de 712k€).

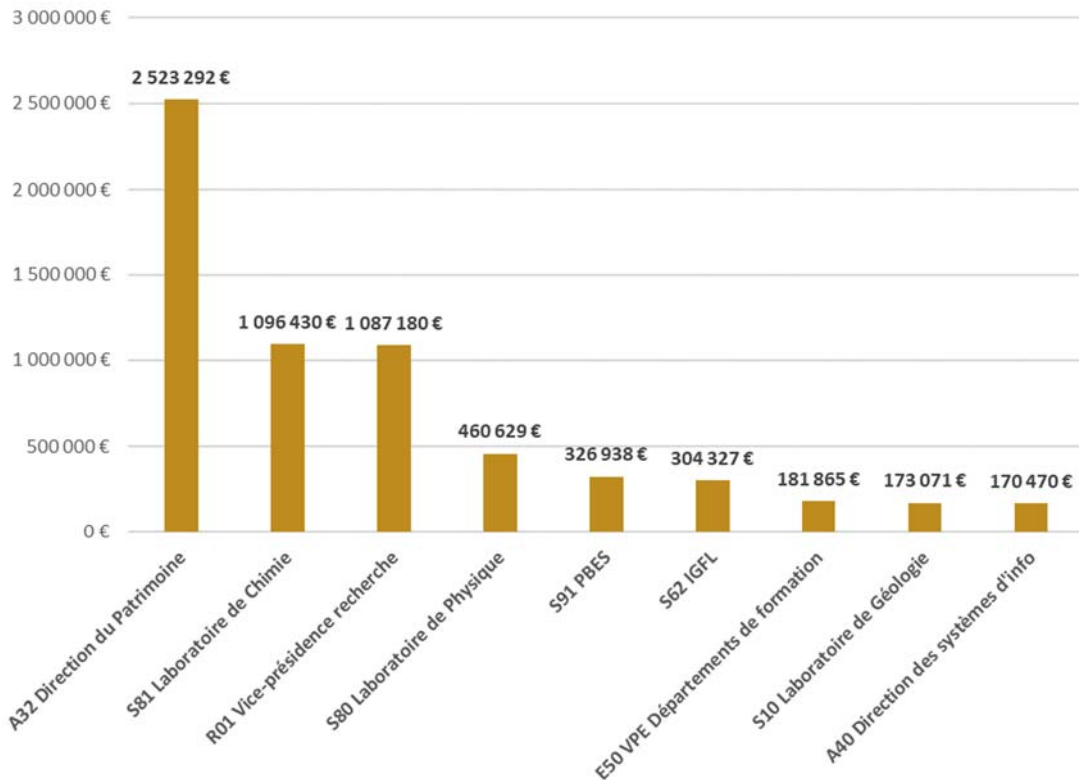


Figure 11 - Services les plus consommateurs de CP d'investissement en 2019

Les activités patrimoniales opérées par la direction du patrimoine consomment une part importante de CP d'investissement en 2019 avec 2,5M€ exécutés. Cela correspond à des projets conséquents de rénovation des installations patrimoniales de l'établissement. Les CP d'investissement réalisés par la direction du patrimoine se décomposent ainsi :

- **748K€** ont été exécutés pour des **travaux divers d'aménagement**
- **530K€** ont été utilisés pour des **travaux à la BDL** (rénovation climatique, désamiantage des locaux de la BDL Monod, restructuration de la BDL Descartes...)
- **413K€** pour la MOP Descartes (mise en sécurité et accessibilité)
- **387K€** pour la participation financière 2019 à la **rénovation du restaurant Monod** (en complément de la participation qui avait été effectuée en 2017 par l'ENS de Lyon d'un montant de 238K€, et aux côtés des contributions de la Région pour 6,53M€, du Crous pour 750K€, de l'UCBL pour 100k€ et de l'ISARA-Lyon pour 100K€, pour un montant d'opération totale de 8,11M€ HT)
- **200K€** pour la MOP Monod (travaux de préparation du M8, soutes et chambres de culture)
- **196K€** ont été exécutés pour des **travaux supplémentaires liés au contrat de partenariat** (mise en conformité et sécurisation des installations principalement dans les laboratoires de Monod)

Au laboratoire de chimie, **399K€** ont été dépensés pour l'achat d'un **calculateur Sysprod**. Les autres dépenses d'investissement ont été réalisées sur des contrats de recherche (**674K€**), plusieurs serveurs ont été notamment co-financés avec le laboratoire PSMN, et **23K€** ont été exécutés sur des moyens établissement principalement pour des achats informatiques.

Au laboratoire de physique, plus de **330K€** ont été dépensés pour l'achat d'un **évaporateur**.

Au PBES, deux investissements importants ont été réalisés pour **326K€** : **achat d'un microscope super résolution et d'un autoclave**.

A l'IGFL, **215K€** ont été décaissés en CP pour un **microscope confocal** suite à un engagement pris en décembre 2018.

Au laboratoire de géologie, plus de **100K€** ont été investis pour l'achat d'un **spectromètre**.

Le taux d'exécution des dépenses d'investissement de l'Ecole a fortement diminué par rapport à 2018, aussi bien en AE qu'en CP, puisque l'exécution est passée de 93,8% à 75,1% en AE, et de 91,8% à 77,5% en CP.

Toutefois, en volume on peut observer une augmentation des dépenses par rapport à 2018, en AE et en CP, +1,4M€ en AE et +1,06M€ en CP.

2.2.3. Dépenses de masse salariale

De quoi parle-t-on ?

Les dépenses de personnel : il s'agit des rémunérations principales versées aux agents de l'établissement, des cotisations patronales qui leur sont liées, des rémunérations accessoires ainsi que des prestations sociales obligatoires.

Les dépenses de personnel réalisées au cours de l'année 2019 s'élèvent à 97 540 075€ : **91,97M€** pour la **masse salariale État** et **5,57M€** sur **ressources propres**.

Le taux d'exécution global de la masse salariale s'élève ainsi à **98,7%** (comme lors de l'exercice précédent), dont 99,2% sur Masse État.

| Taux d'exécution | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|
| | 98,4% | 97,7% | 98,7% | 98,7% |

Ce taux est mesuré en rapportant les dépenses réalisées à l'enveloppe limitative votée dans le cadre du budget rectificatif 2019.

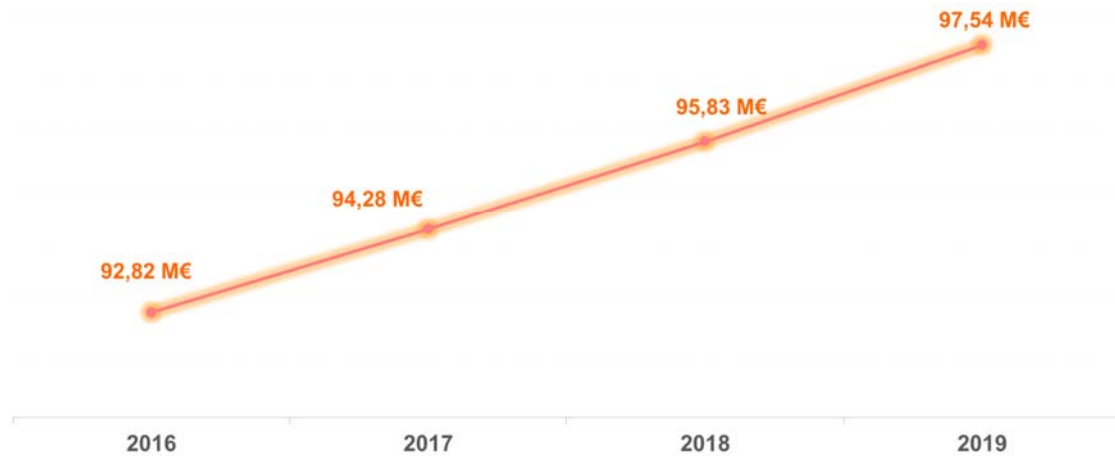


Figure 12 - Evolution des dépenses de personnel depuis 2016

| Type | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|-------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Masse salariale - en M€ | 92,82 | 94,28 | 95,83 | 97,54 |
| ETPT | 1902,7 | 1903,3 | 1918,5 | 1961,9 |

Les dépenses de personnel augmentent de **1,7M€** par rapport à 2018 (+1,78%).

2.2.3.1. Principaux éléments de variation de la masse salariale Etat entre l'exécution 2019 et 2018

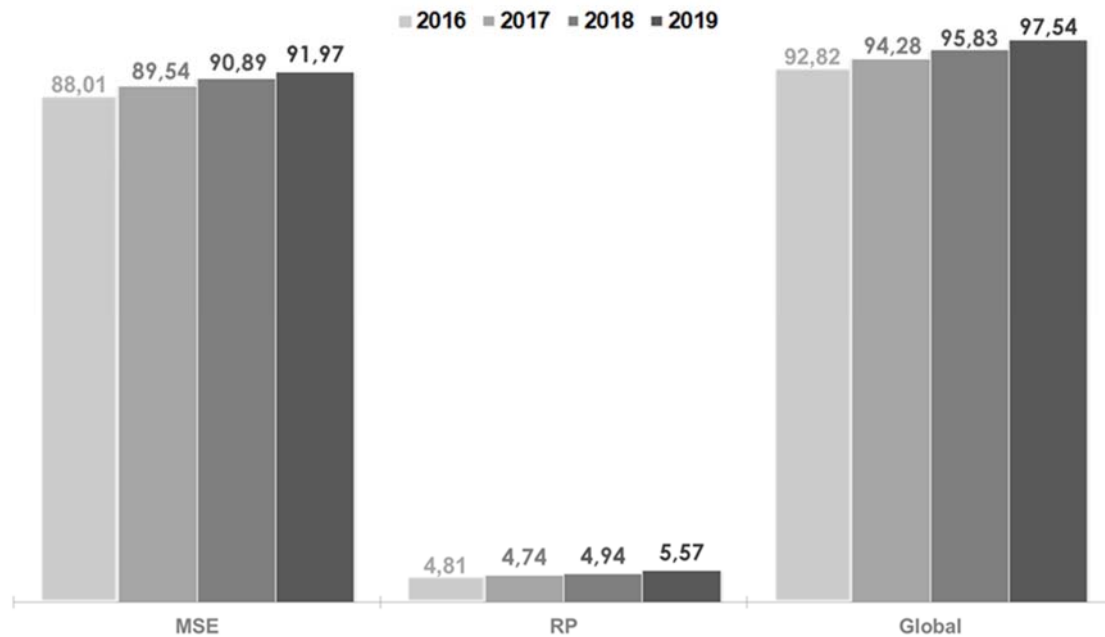
De quoi parle-t-on ?

Le **GVT** est la part de l'évolution des salaires qui résulte des évolutions de carrière propres à chaque agent. Il se décline en trois composantes :

- **l'effet glissement** : c'est l'impact des flux entrants et sortants, c'est-à-dire du renouvellement du personnel sur l'évolution de la masse salariale. Les entrants sont en moyenne plus jeunes et moins "primés", donc logiquement rémunérés à un niveau moins élevé que l'ensemble des personnels d'un établissement. L'effet des entrants est donc en général négatif sur l'évolution générale de la masse salariale. Le signe de l'effet des sortants est moins évident car les sortants ne sont pas forcément des personnes plus qualifiées et/ou plus âgées et donc mieux rémunérées.
- **l'effet vieillesse** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de salaire, sans changement de fonction, dus au déroulement normal de carrière dans le métier suite à l'ancienneté : avancement sur grille indiciaire
- **l'effet technicité** : c'est l'impact sur l'évolution générale de la masse salariale des changements de grade ou de corps, et/ou de l'acquisition de compétences nouvelles.

Ces changements sont en général validés suite à un concours ou un examen professionnel.

Evolution en M€ des dépenses de masse salariale en subvention d'état (MSE) et en ressources propres (RP)



En M€

| Support budgétaire | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|
| MSE | 88,01 | 89,54 | 90,89 | 91,97 |
| RP | 4,81 | 4,74 | 4,94 | 5,57 |
| Global | 92,82 | 94,28 | 95,83 | 97,54 |

| Support budgétaire | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Écarts | % |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| MSE | 1802,6 | 1809,2 | 1821,4 | 1843,6 | 41,0 | 2,3% |
| RP | 100,1 | 94,1 | 97,1 | 118,3 | 18,2 | 18,2% |
| Global | 1902,7 | 1903,3 | 1918,5 | 1961,9 | 59,2 | 3,1% |

L'année 2019 a été marquée par une hausse des ETPT, respectivement de +22,2 sur le support budgétaire État et +21,2 sur les ressources propres, par rapport à l'exercice 2018. Depuis 2016, l'écart est de +59,2 ETPT dont 41 sur MSE et 18,2 sur RP.

Pour la **MSE**, cette augmentation des ETPT comparativement à l'exercice précédent s'explique par **l'effet de l'extension en année pleine du schéma d'emploi 2018**, avec notamment :

- Les impacts de la campagne d'emplois 2018
- Les retours de normaliens en année de césure en octobre 2018
- Les retours / mutations de personnels
- L'intégration des personnels de l'infrastructure de recherche Persée initiée en septembre 2018

Au global, ces mouvements impactent positivement les dépenses salariales 2019 : **+1,08M€**.

L'application du protocole parcours professionnels, carrières, rémunérations (PPCR) a engendré un surcoût de **197K€**. L'effet de cette mesure est toutefois neutre sur le résultat car compensé en recettes par l'Etat.

En parallèle de ces mesures obligatoires ayant un effet positif sur les dépenses de masse salariale, il convient de rappeler la hausse structurelle due au glissement vieillesse technicité (GVT). Le GVT positif s'est ainsi établi à plus de **445K€** en 2019.

Cette hausse mécanique des crédits de personnels n'a pas été compensée, contrairement à l'exercice 2018, où un financement de 472 K€ a été octroyé par le ministère. En conséquence, l'établissement s'interroge sur la démarche à adopter afin de maîtriser cette augmentation mécanique de sa masse salariale, sachant que le GVT a déjà mis en difficultés financières certains établissements.

Pour les **ressources propres**, une hausse importante des ETPT est à noter pour les enseignants et enseignants-chercheurs (doctorants et post-doctorants confondus) : +23,9 ETPT, alors que dans le même temps une très légère diminution est enregistrée pour les personnels Biatss (-2,7 ETPT). Pour précision, cette diminution est à nuancer dans la mesure où cette tendance s'explique par un décalage dans le recrutement de nos personnels (intervalle entre le départ d'un agent et l'arrivée de son remplaçant).

2.2.3.2. Exécution de la masse salariale comparée aux prévisions du budget rectificatif

De quoi parle-t-on ?

Masse salariale État : il s'agit des crédits transférés à partir du titre 2 du budget de l'État lors du passage aux compétences et responsabilités élargies en 2010.

Ressources Propres : il s'agit de toutes les autres charges de personnels hors crédits transférés : contrats de recherche, jury de concours...

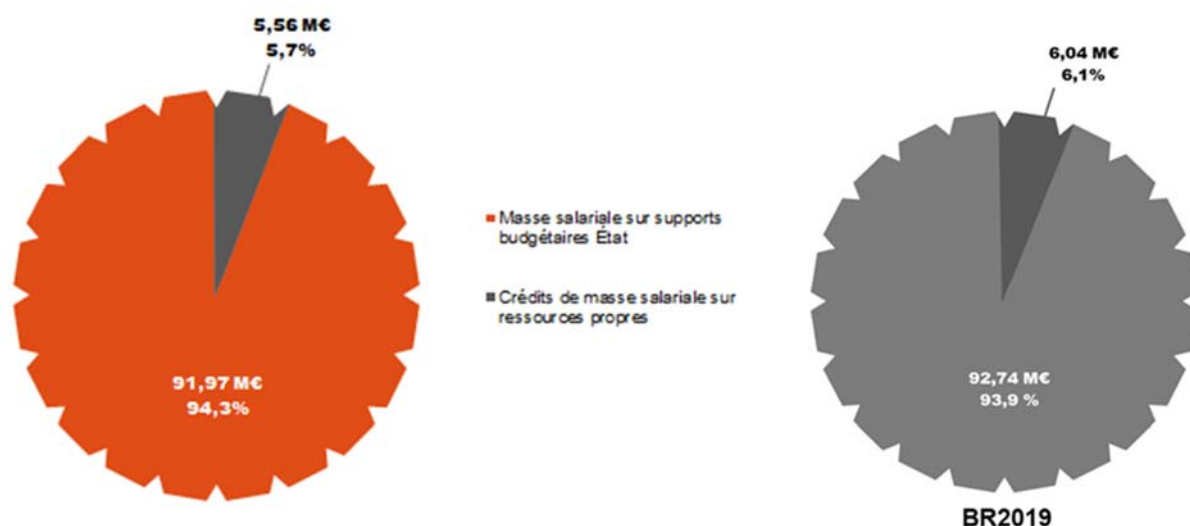


Figure 13 - Répartition des dépenses de personnel 2019 par type de financement

| Support budgétaire | Exécution 2019 | BR 2019 | € | % |
|--------------------|---------------------|---------------------|------------------|--------------|
| MSE | 91 974 981 € | 92 745 390 € | - 0,77 M€ | 99,2% |
| RP | 5 565 094 € | 6 040 158 € | - 0,48 M€ | 92,1% |
| Total | 97 540 075 € | 98 785 548 € | - 1,25 M€ | 98,7% |

Au global, le taux d'exécution des dépenses salariales s'élève à **98,7%**, soit 99,2% sur Masse État et 92,1% sur ressources propres.

Pour précision, concernant les RP, les dépenses via des contrats de recherche revêtent un caractère très approximatif. L'obtention de certains d'entre eux auprès des bailleurs de fonds n'est pas encore connue lors de la construction du budget.

C'est pourquoi, la maîtrise de l'exécution peut ainsi être différente, mais sans effet sur le résultat dans la mesure où le principe général des contrats qui prévaut est : dépenses = recettes.

Une sous-exécution de 1,25M€ est constatée au global, dont 0,77M€ sur le support État.

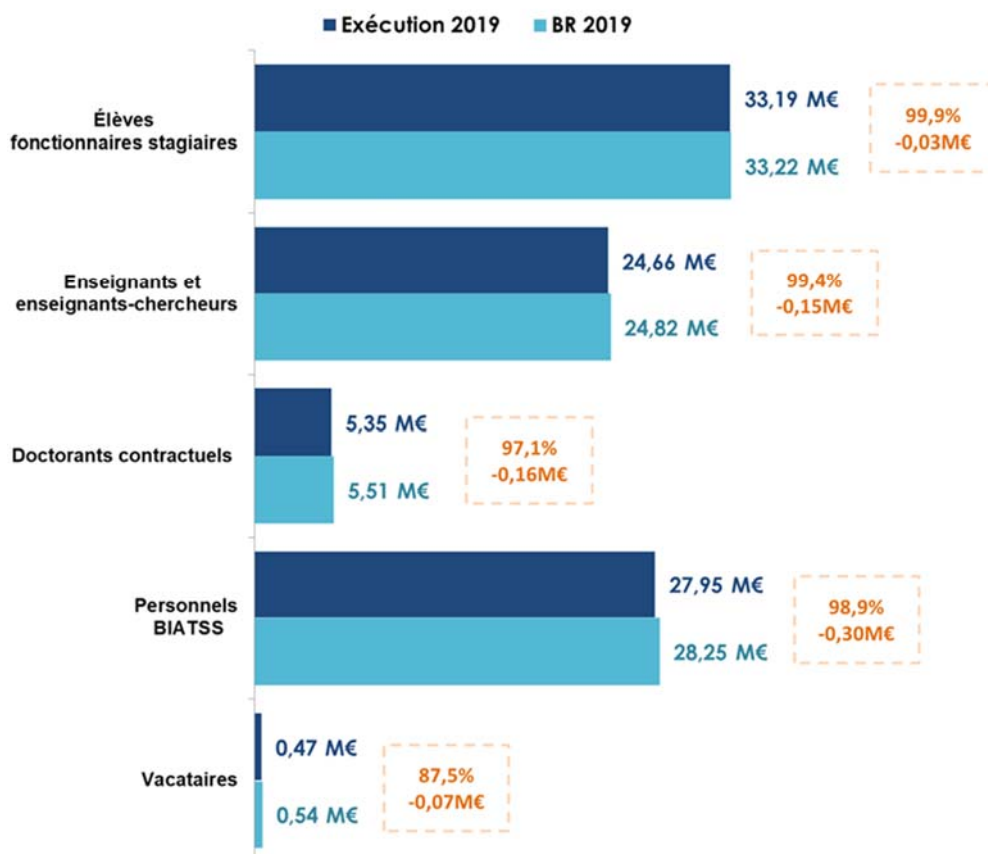


Figure 14 - Dépenses salariales Etat 2019 par population, exécution 2019 et budget rectificatif

En M€ - hors dépenses salariales "hors-psop"

| Population | Exécution 2019 | BR 2019 | € | % exécution | ETPT |
|----------------------------------|----------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| Étèves fonctionnaires stagiaires | 33,19 | 33,22 | - 0,03 | 99,9% | -4,6 |
| Enseignants et EC | 24,66 | 24,82 | - 0,15 | 99,4% | -4,9 |
| Doctorants contractuels | 5,35 | 5,51 | - 0,16 | 97,1% | -6,6 |
| Personnels BIATSS | 27,95 | 28,25 | - 0,30 | 98,9% | -1,5 |
| Vacataires | 0,47 | 0,54 | - 0,07 | 87,5% | |
| Total | 91,62 | 92,33 | - 0,71 | 99,2% | -17,7 |

Sur la masse salariale État, l'exécution des crédits est globalement maîtrisée : 99,2% des dépenses ont été consommées par rapport au montant prévu dans le dernier budget.

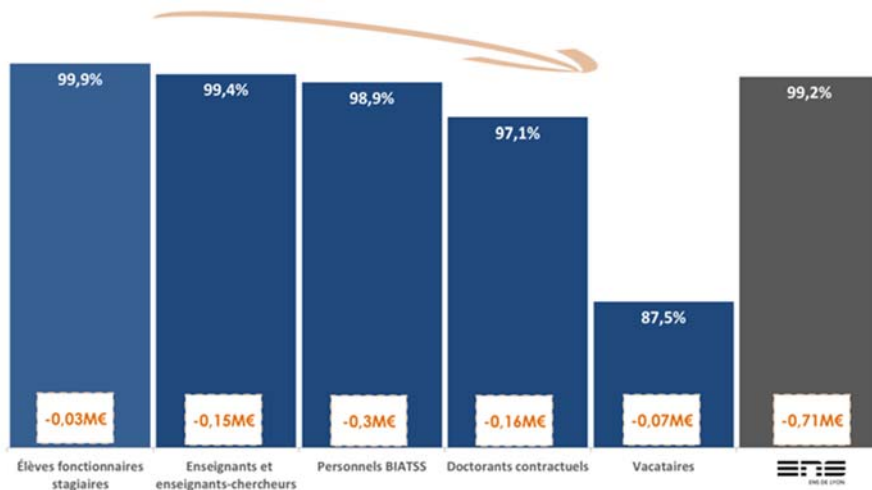


Figure 15 - Taux d'exécution 2019 par population, par ordre décroissant

Bien que 0,71M€ de masse salariale n'ont pas été consommés, ce qui représente 0,8% de la masse salariale totale, ainsi au regard des volumes financiers, ce résultat est correct.

Ainsi, les montants prévus pour les élèves-fonctionnaires stagiaires, les enseignants et enseignants-chercheurs enregistrent un taux d'exécution supérieure à 99%, respectivement de 99,9% et 99,4%.

Les taux d'exécution du montant prévu pour les doctorants contractuels (97,1%) et aux personnels Biatss (98,9%) sont en-deçà de 99% et s'expliquent par :

- un nombre d'ETPT réalisés moins important que celui inscrit au budget rectificatif pour les doctorants : -6,6 ETPT ;
- la surbudgétisation de crédits dédiés aux pensions civiles (-150K€), et certains mouvements de personnels non-inscrits au budget rectificatif (-150K€), pour les Biatss.



Figure 16 - Répartition des dépenses de personnel sur emplois budgétaires de l'Etat, par catégorie de rémunération (en %), exécution 2019 et budget rectificatif

En proportion, ces catégories de rémunérations demeurent relativement stables. Une sous-exécution est enregistrée par chacune de ces catégories, avec notamment 243k€ de dépenses non-exécutées sur la partie relative aux cotisations et contributions.

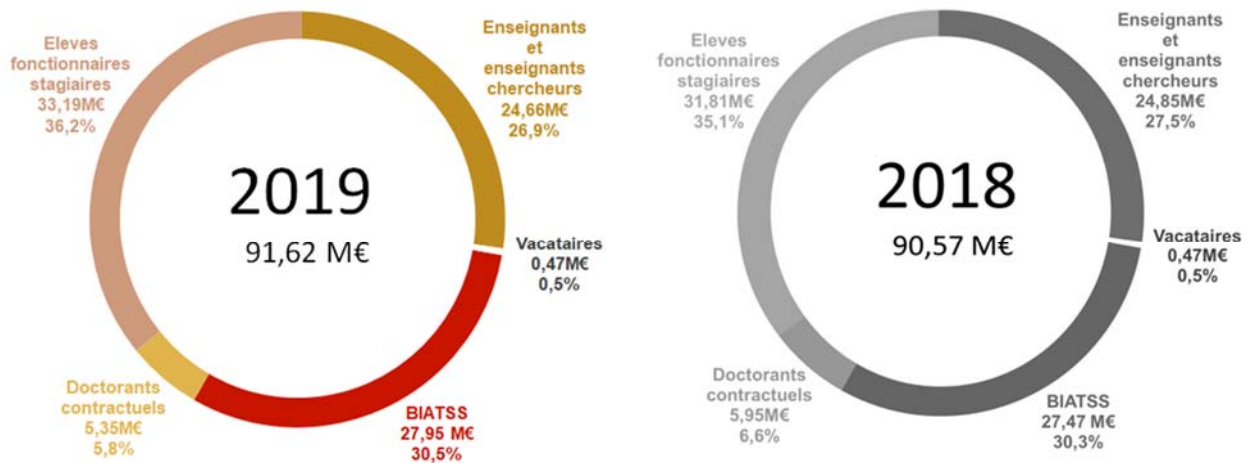


Figure 17 - Répartition des dépenses de masse salariale par population

Les élèves fonctionnaires stagiaires constituent toujours la part de masse salariale la plus importante du budget État (36,2%), avec **33,19 M€** (soit **+1,38M€** par rapport à 2018).

Concernant les personnels Biatss, les dépenses de rémunération s'élève à **27,95M€**. Représentant ainsi, 30,5% du montant global. Ces dépenses sont en hausse **+480K€** comparées à 2018, dont **+284K€** pour les personnels contractuels (dont extension en année pleine 2018 de l'intégration des personnels de l'UMS Persée).

Aussi, la part des contractuels dans la population Biatss passe de 10,1% en 2018 à 10,9% en 2019.

Les dépenses relatives aux enseignants-chercheurs s'établissent à **24,66 M€** (soit près de 27% des dépenses salariales)

Les dépenses de rémunérations des doctorants contractuels diminuent de 600 k€ entre 2018 et 2019.

Ceci est dû notamment au fait qu'un nombre plus important de contrats doctorants spécifiques normaliens (CDSN) a été attribué par l'ENS de Lyon à d'autres établissements dans le cadre des objectifs de répartition territoriale fixés par le MESRI.

L'établissement comptabilise dans ses effectifs 26 CDSN contre 31 en 2018 (cohortes entrantes moins nombreuses que celles sortantes lors des rentrées universitaires 2018 et 2019) et enregistre donc une augmentation des CDSN attribués dans des établissements partenaires, 139 contre 134 en 2018. Il est également à noter qu'un poste de contractuel doctorant a été gelé en cette rentrée 2019 afin d'assurer la réévaluation de la rémunération des autres doctorants.

Les vacances demeurent stables à **0,5 M€** sur la MSE en 2019, s'agissant essentiellement de vacances d'enseignement.

Enfin, des dépenses de masse salariale sont aussi réalisées en dehors des rémunérations citées ci-dessus. Il s'agit majoritairement des crédits dédiés à l'action sociale de l'établissement ainsi qu'au Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE). Ces charges, dites hors-PSOP, ont atteint **0,35 M€** en 2019.

Le tableau ci-dessous recense les dépenses de l'établissement à destination des étudiants, dans le cadre de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) :

Avec un total d'environ **91,62 M€**, la masse salariale État est logiquement le plus important poste de dépenses de l'ENS de Lyon. Il représente 68% des dépenses décaissables.

Répartition des dépenses de masse salariale sur RP en 2019, par population

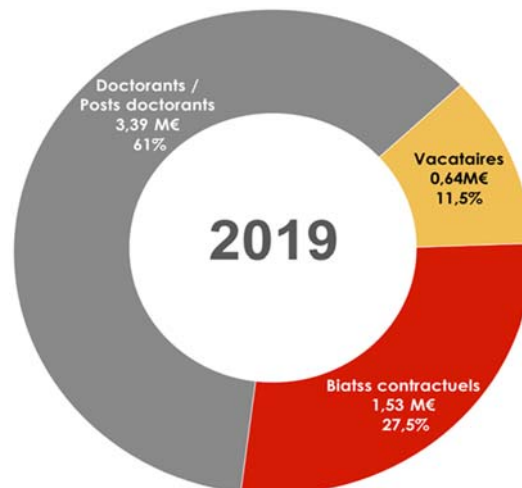


Figure 18 - Répartition des dépenses de masse salariale sur RP en 2019, par population

| Population | Exécution 2019 | BR 2019 | € | % exécution |
|------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|
| Biats contractuels | 1 532 757 | 1 811 908 | - 279 151 | 84,6% |
| Doctorants / Post doctorants | 3 390 700 | 3 553 892 | - 163 192 | 95,4% |
| Vacataires | 641 636 | 674 358 | - 32 722 | 95,1% |
| Total | 5 565 093 € | 6 040 158 € | - 475 064 € | 92,1% |

Le taux d'exécution 2019 des crédits de masse salariale financés sur ressources propres (RP), hors opérations de fin d'exercice, s'établit à **92,4%**, contre 90,4% en 2018 (+2 points).

Ce taux est **en hausse de 5 points depuis l'exercice 2017**.

Toutefois, les prévisions de dépenses de masse salariale sur ressources propres sont complexes à évaluer. En effet, celles-ci dépendent pour beaucoup de potentiels financements qui peuvent au final ne pas être obtenus ou bien décalés dans le temps et donc ne pas générer de dépenses sur l'exercice.

Même si la sous-exécution de ces crédits vient affaiblir le taux d'exécution global de la masse salariale, il n'y a pas d'impact sur le résultat comptable puisque dans le même temps, les recettes ne sont pas réalisées (principe recettes = dépenses pour les contrats).

La majorité des crédits de masse salariale sur ressources propres est employé pour la rémunération des post-doctorants et des doctorants, soit 61% des crédits de personnels.

Les Biatss contractuels constituent 27,5% des dépenses de masse salariale sur ressources propres pour **1,53M€**.

Enfin, les vacations sur ressources propres sont destinées à plus de 84% pour les jurys assurant les épreuves du concours d'entrée de l'établissement (VP Études).

Elles représentent 11,5% des dépenses sur ressources propres pour **0,64M€**.

2.2.4. Restes à payer

Les restes à payer observés au 31/12/2019 s'élèvent à hauteur de 42M€. Les restes à payer observés au 31/12/2018 étaient de 41M€. Il s'agit de la différence entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement consommés depuis l'exercice 2016. Plus concrètement, cela signifie que l'établissement s'est engagé (consommation d'AE) sur un certain nombre de projets financiers pluriannuels depuis 2016, et que tous ces engagements n'ont pas été payés (consommation de CP). Cela concerne par exemple le loyer du contrat de partenariat pour lequel l'École s'est engagée à hauteur de 25M€ d'AE en 2016 sur une durée de plus de 25 ans, avec une consommation annuelle de CP à hauteur de 900K€ environ. Des restes à payer importants, que l'on peut observer dans le tableau 9 des annexes réglementaires, concernent également les contrats de recherche pluriannuels, les opérations immobilières ou encore les reversements CDSN.

2.3. Evolution des types de dépenses entre 2018 et 2019

2.3.1. Répartition des crédits de paiement par destination LOLF

De quoi parle-t-on ?

Les actions de la loi organique relative aux lois de finance (LOLF) précisent la destination des crédits consommés.

Découpage indicatif du programme relatif aux formations supérieures et recherche universitaire, elles permettent de mettre en lumière les moyens affectés par l'établissement sur ses missions principales.

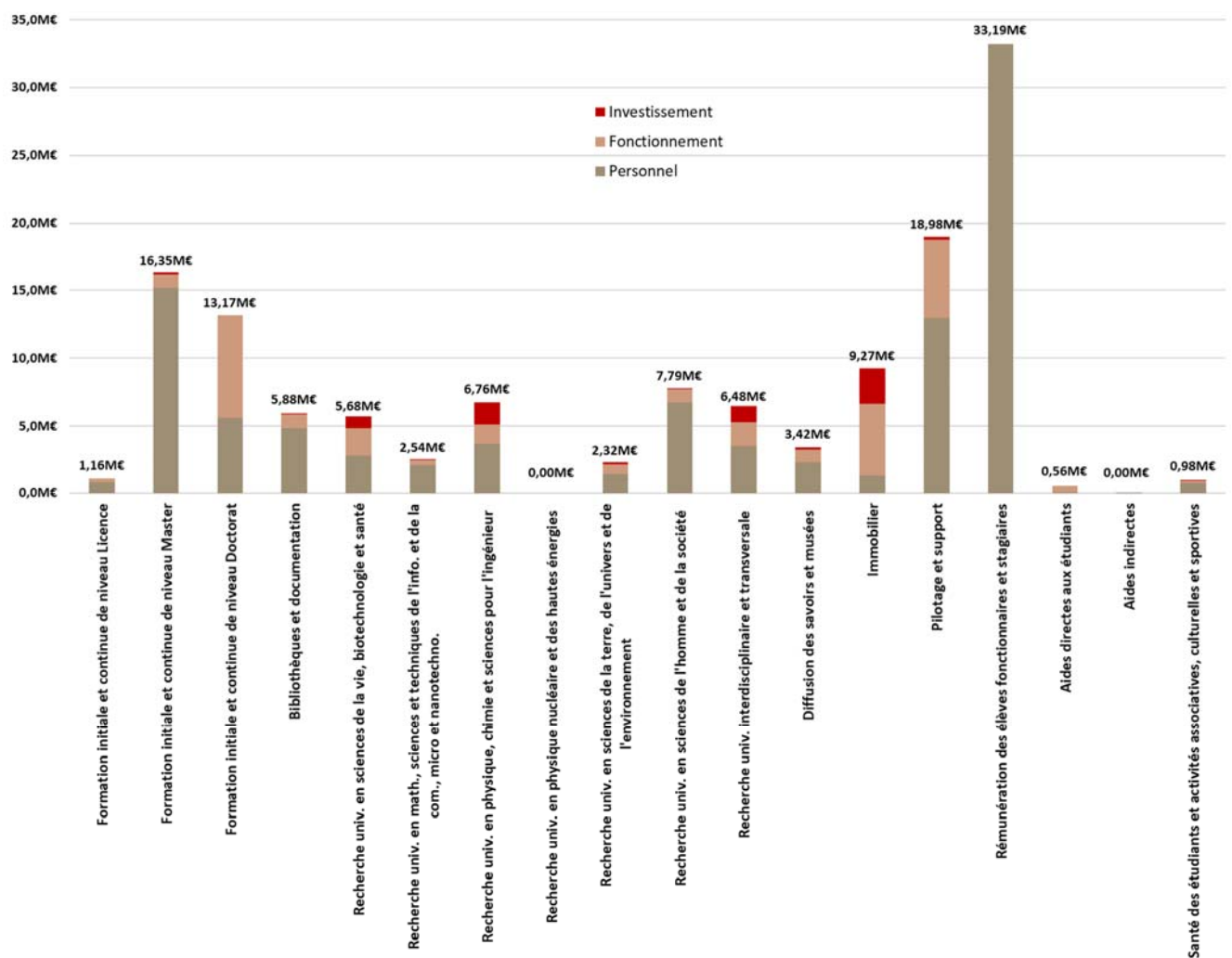


Figure 19 - Répartition des crédits de paiement 2019 par destination LOLF, en montants

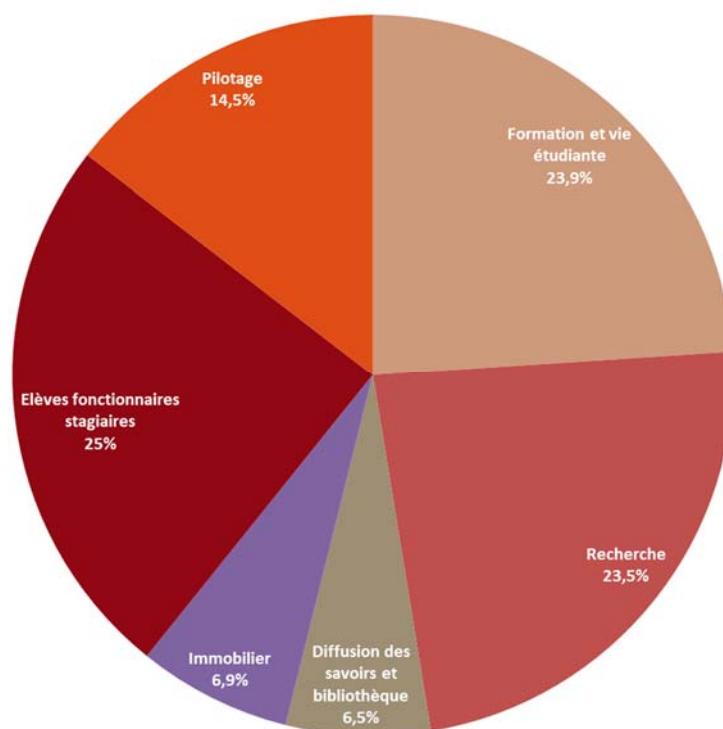


Figure 20 - Répartition des crédits de paiement 2019 par destination LOLF

La part des élèves fonctionnaires stagiaires dans les crédits de paiement par destination est stable par rapport à 2017, avec un taux de 25% (représentant 33,2M€). Elle reste la destination LOLF la plus consommatrice de crédits.

Vient ensuite la formation et vie étudiante qui représente 23,9% des crédits de paiement de l'établissement (32,2M€), en hausse de 0,9 points par rapport à 2018.

La recherche est la troisième destination LOLF (31,6M€), elle représente 23,5% des crédits de paiement, en 2018 elle représentait 22,7% des crédits de paiement.

Les dépenses de pilotage et d'immobilier sont en diminution, aussi bien en volume qu'en valeur, elles représentent respectivement 14,5% et 6,9% des crédits de paiement, en 2018 celles-ci représentaient 15,6% et 7,5% des crédits de paiement.

Les dépenses qui concernent la diffusion des savoirs et les bibliothèques ont augmenté, aussi bien en volume qu'en valeur, elles sont passées de 6,2% des crédits de paiement en 2018, à 6,5% en 2019.

2.3.2. Analyse par nature de dépenses

Une analyse de l'évolution des dépenses par nature a pu être réalisée en étudiant la balance comptable 2019 et en la comparant avec celle des deux années précédentes.

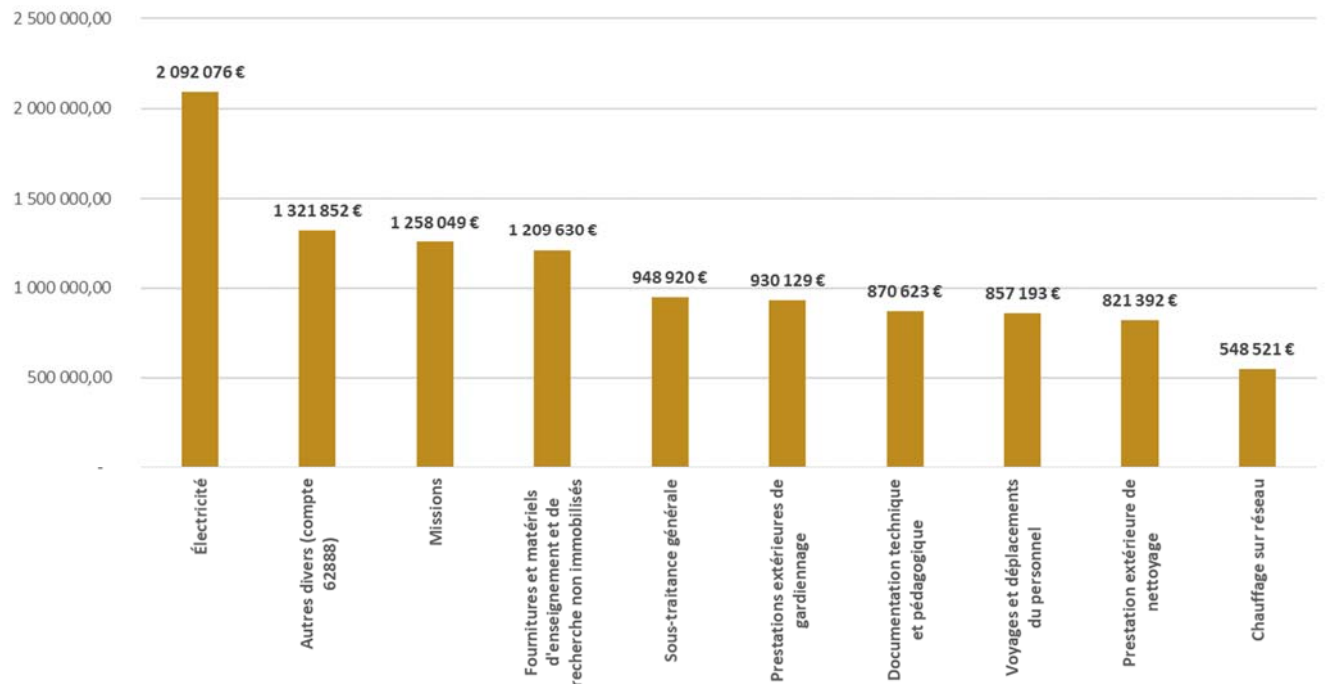


Figure 21 - Dépenses les plus élevées par nature en 2019

Le poste de dépenses le plus consommateur de crédits de l'établissement concerne **les fluides : l'électricité, le chauffage, le gaz, et l'eau**. 3,19M€ ont été exécutés en 2019 pour les fluides, 3,15M€ en 2018, et 2,75M€ en 2017.

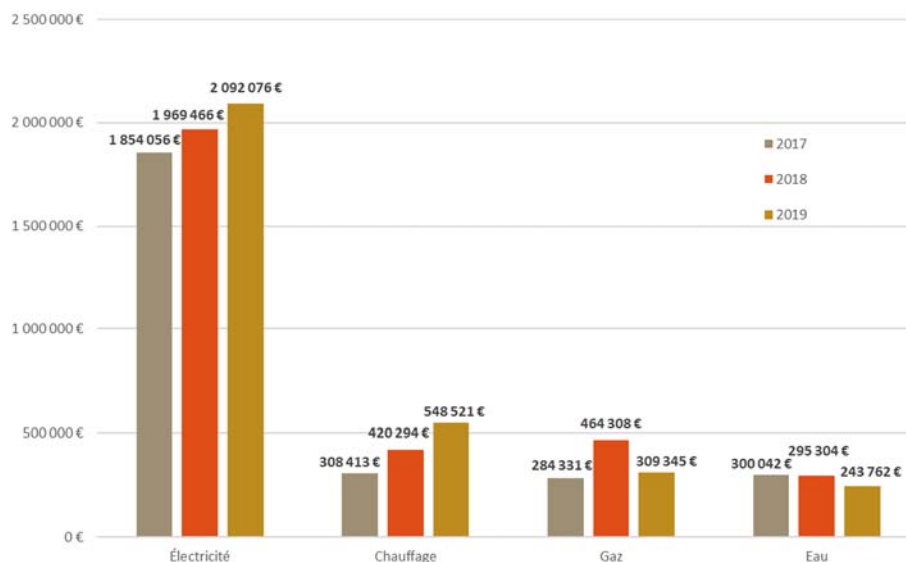


Figure 22 - Evolution de la consommation des fluides de 2017 à 2019

En 2019, on peut observer une hausse des charges pour l'électricité suite à la modification à la hausse des grilles tarifaires et à l'augmentation de la consommation réelle suite à la mise en service du traitement hygrométrique des magasins de la BDL Descartes.

Les dépenses liées au chauffage sont également en hausse constante depuis 2017. L'augmentation de 2019 est due à la création de trois nouveaux contrats de chauffage urbain en remplacement du gaz. Ce raccordement au chauffage urbain coïncide donc avec une hausse du coût du chauffage urbain et une baisse du coût de la consommation de gaz.

La consommation d'eau a réduit significativement en 2019 suite à des travaux correctifs sur des fuites récurrentes et à l'arrêt d'installations techniques qui étaient refroidies par de l'eau de ville.

Les dépenses liées aux **missions** représentent le deuxième poste de dépenses de l'établissement. 2,12M€ ont été exécutés en 2019 pour les missions (billets d'avion et de train et frais de mission), 2,11M€ en 2018, et 2,14M€ en 2017.

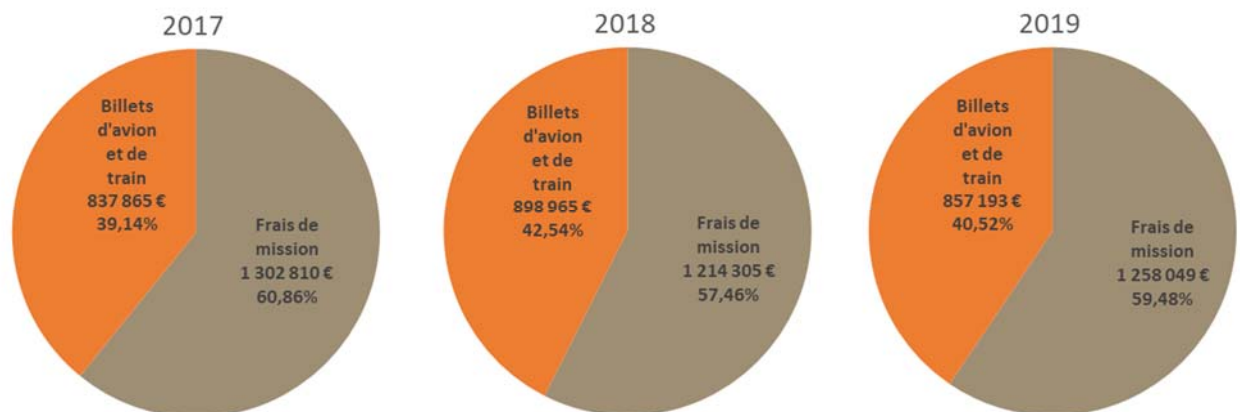


Figure 23 - Evolution de la part des frais de mission et des billets de transport dans les dépenses liées aux missions de 2017 à 2019

Les dépenses liées aux missions sont relativement stables depuis 2017, aussi bien en volume qu'en valeur.

3. Analyse de l'exécution budgétaire 2019 par centre de responsabilité budgétaire (CRB)

3.1. Vue globale des taux d'exécution en AE et CP par CRB

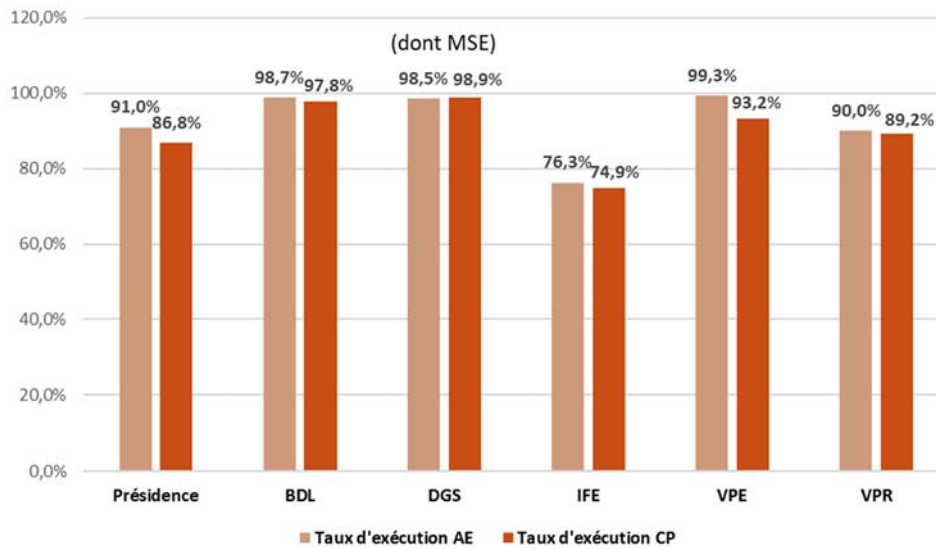


Figure 25 - Taux d'exécution en AE et en CP par CRB en 2019

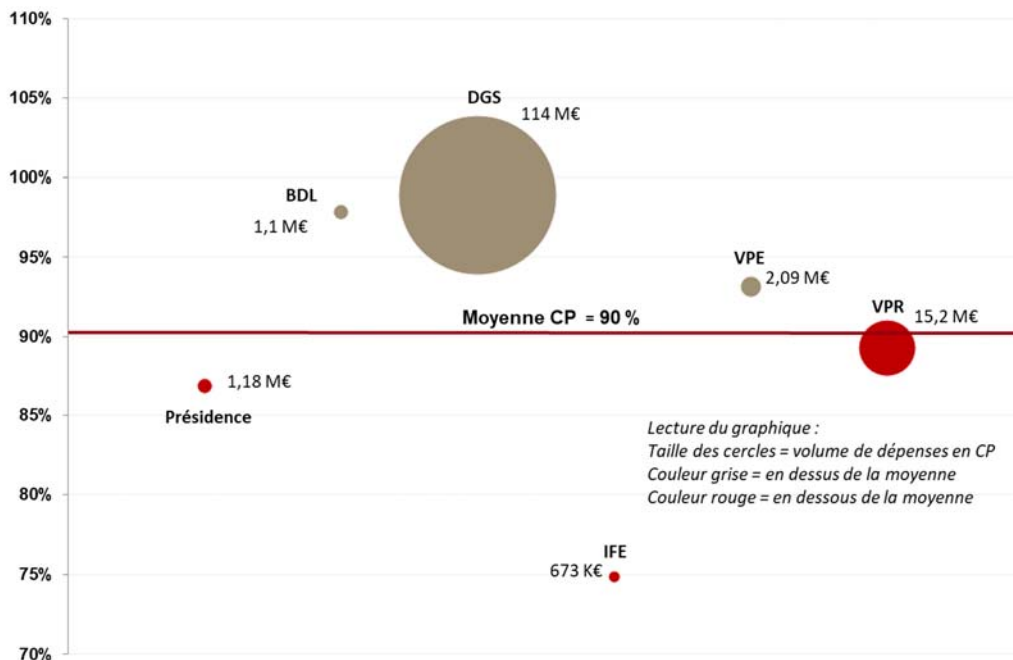


Figure 26 - Taux d'exécution et volume des dépenses en crédits de paiement par CRB en 2019

Les centres de responsabilité budgétaire (CRB) correspondent aux différentes vice-présidences : Présidence, BDL, DGS, IFE, VPE, et VPR.

Le taux d'exécution global des dépenses de l'ENS de Lyon s'établit à 95,7% en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour l'exercice 2019, en comparaison avec les prévisions du budget rectificatif, dernier acte budgétaire voté. L'exécution 2019, en valeur, est plus importante que celle des deux années précédentes, et ce aussi bien en AE qu'en CP. En 2017, l'exécution des AE était de 91,6% et celle des CP de 94,2%. En 2018, l'exécution des AE était de 96,1% et celle des CP de 95,4%.

Parmi les CRB, le volume le plus important de CP consommés revient à la Direction générale des services qui concentre les plus gros postes de dépenses : la masse salariale Etat et les opérations immobilières. L'analyse plus détaillée par CRB est déclinée dans les paragraphes suivants.

3.2. Moyens établissement consommés par CRB

Les moyens établissement correspondent essentiellement à la subvention pour charges de service public (SCSP), et donc à la dotation allouée aux CRB suite aux dialogues de gestion qui ont eu lieu à l'automne 2018, entre d'une part les services de l'école et leurs centres de responsabilité budgétaire (CRB), et d'autre part entre les CRB et la présidence.

L'analyse des moyens établissement consommés a pu être réalisée au regard de la structure budgétaire mise en place depuis 2017, à savoir que les moyens établissements ouverts en dépense sont positionnés sur des lignes budgétaires ayant toute la dénomination commune « MOYETAB ». Ont également été intégrés les virements internes dans la consommation globale des AE et CP, dans le but de retracer fidèlement la réalité financière de chaque CRB.

3.2.1. Poids des moyens établissement par CRB (hors CDSN)

| | AE consommées | CP consommés | dont moyens établissement consommés en AE | dont moyens établissement consommés en CP | Poids des moyens établissement en AE | Poids des moyens établissement en CP |
|--|-------------------|-------------------|---|---|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Présidence | 1 189 057 | 1 183 355 | 904 607 | 906 208 | 76% | 77% |
| Bibliothèque Diderot de Lyon (BDL) | 1 113 662 | 1 103 791 | 446 400 | 439 198 | 40% | 40% |
| Direction Générale des Services (hors MSE) | 11 685 226 | 13 016 396 | 8 583 443 | 9 890 443 | 73% | 76% |
| Institut Français de l'Education | 682 808 | 673 047 | 228 347 | 224 862 | 33% | 33% |
| Vice-Présidence Etudes | 2 225 384 | 2 086 995 | 728 871 | 621 952 | 33% | 30% |
| Vice-Présidence Recherche | 14 733 018 | 15 224 173 | 3 074 509 | 3 378 237 | 21% | 22% |
| TOTAL hors MSE | 31 629 155 | 33 287 758 | 13 966 177 | 15 460 900 | 44% | 46% |

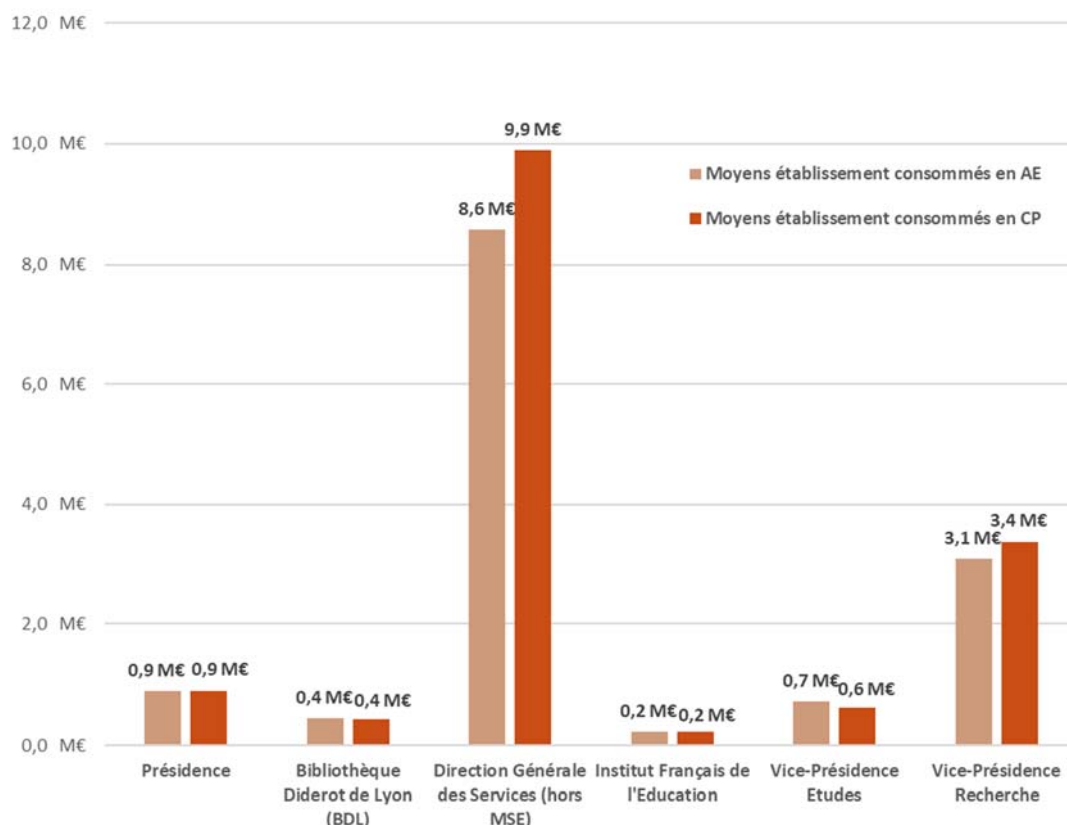
Nous pouvons constater que les services de la Présidence et de la Direction générale des services ont la part la plus importante de moyens établissement dans leur budget, puisque le poids de ceux-ci par rapport aux dépenses totales réalisées par le CRB en crédits de paiement est respectivement de 77% et 76%.

A l'inverse, la Vice-présidence recherche, la Vice-présidence études, et l'Institut français de l'éducation sont les CRB qui consomment le moins de moyens établissement en termes de poids par rapport à leur budget respectif total réalisé en dépenses. Ces CRB disposent en effet de nombreuses ressources propres telles que les contrats de recherche par exemple.

De manière générale, plus un CRB générera de ressources propres, moins les moyens Etablissement seront mobilisés pour assurer son équilibre budgétaire.

En 2020, l'ensemble des recettes de la DGS et de la VPE seront centralisées au niveau établissement et ne seront plus identifiées comme des ressources propres, la notion d'exécution des moyens établissement va donc évoluer.

Si l'on axe l'analyse des moyens établissement uniquement sur les montants consommés par chaque CRB, l'approche est différente puisque les volumes sont très différents comme on peut le constater dans le graphique suivant :



3.2.2. Consommation des moyens établissement par CRB (hors CDSN)

| CRB | | Autorisations d'engagement AE | | | | | Crédits de paiement CP | | | | |
|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|---------------------|-----------------------|----------------------------|------------------------|---|---------------------|-----------------------|----------------------------|
| | | Consommation 2018 | Moyens établissement alloués au BR 2019 | Consommation 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel taux exécution 2018 | Consommation 2018 | Moyens établissement alloués au BR 2019 | Consommation 2019 | Taux d'exécution 2019 | Rappel taux exécution 2018 |
| Présidence | Fonctionnement | 873 789 € | 939 636 € | 869 285 € | 92,5% | 86,0% | 868 227 € | 939 636 € | 834 088 € | 88,8% | 77,0% |
| | Investissement | 102 735 € | 33 000 € | 35 322 € | 107,0% | 342,4% | 66 005 € | 69 798 € | 72 119 € | 103,3% | 91,8% |
| | sous-total Présidence | 976 524 € | 972 636 € | 904 607 € | 93,0% | 93,4% | 934 232 € | 1 009 434 € | 906 208 € | 89,8% | 77,3% |
| BDL | Fonctionnement | 503 770 € | 446 400 € | 446 400 € | 100,0% | 100,0% | 492 631 € | 446 400 € | 439 198 € | 98,4% | 99,1% |
| | Investissement | 0 € | 3 630 € | 0 € | 0% | 0% | 0 € | 3 630 € | 0 € | 0% | 0% |
| | sous-total BDL | 503 770 € | 450 030 € | 446 400 € | 99,2% | 100,0% | 492 631 € | 450 030 € | 439 198 € | 97,6% | 99,1% |
| Direction générale des services | Fonctionnement | 7 047 412 € | 7 551 035 € | 6 975 612 € | 92,4% | 83,8% | 9 237 103 € | 8 004 944 € | 8 077 289 € | 100,9% | 88,5% |
| | Investissement | 1 389 780 € | 3 802 157 € | 1 607 831 € | 42,3% | 115,2% | 1 370 033 € | 3 525 607 € | 1 813 154 € | 51,4% | 77,4% |
| | sous-total DGS | 8 437 192 € | 11 353 192 € | 8 583 443 € | 75,6% | 87,7% | 10 607 136 € | 11 530 551 € | 9 890 443 € | 85,8% | 85,2% |
| Institut français de l'éducation | Fonctionnement | 284 944 € | 221 700 € | 207 816 € | 93,7% | 96,0% | 289 751 € | 221 700 € | 204 330 € | 92,2% | 110,6% |
| | Investissement | 13 661 € | 20 000 € | 20 532 € | 102,7% | 68,3% | 13 661 € | 20 000 € | 20 532 € | 102,7% | 91,9% |
| | sous-total IFE | 298 605 € | 241 700 € | 228 347 € | 94,5% | 94,3% | 303 412 € | 241 700 € | 224 862 € | 93,0% | 108,3% |
| Vice-présidence Etudes | Fonctionnement | 631 347 € | 524 600 € | 523 091 € | 99,7% | 98,9% | 620 299 € | 524 600 € | 414 139 € | 78,9% | 97,9% |
| | Investissement | 141 619 € | 175 475 € | 205 780 € | 117,3% | 103,4% | 140 630 € | 175 475 € | 207 813 € | 118,4% | 94,9% |
| | sous-total VPE | 772 966 € | 700 075 € | 728 871 € | 104,1% | 99,7% | 760 930 € | 700 075 € | 621 952 € | 88,8% | 91,8% |
| Vice-présidence Recherche | Fonctionnement | 1 311 135 € | 1 723 330 € | 1 593 945 € | 92,5% | 92,7% | 1 263 101 € | 1 736 330 € | 1 581 305 € | 91,1% | 91,8% |
| | Investissement | 2 026 911 € | 1 405 695 € | 1 322 106 € | 94,1% | 89,4% | 1 849 421 € | 1 706 334 € | 1 638 475 € | 96,0% | 96,2% |
| | Personnel | 272 808 € | 167 903 € | 158 457 € | 94,4% | 92,4% | 272 808 € | 167 903 € | 158 457 € | 94,4% | NC |
| | sous-total VPR | 3 610 855 € | 3 296 928 € | 3 074 509 € | 93,3% | 90,8% | 3 385 330 € | 3 610 567 € | 3 378 237 € | 93,6% | 93,4% |
| TOTAL | Fonctionnement | 10 925 205 € | 11 574 604 € | 10 774 607 € | 93,1% | 86,9% | 13 043 920 € | 12 041 513 € | 11 708 807 € | 97,2% | 89,3% |
| | Investissement | 3 674 706 € | 5 439 957 € | 3 191 570 € | 58,7% | 100,4% | 3 439 750 € | 5 500 844 € | 3 752 093 € | 68,2% | 83,1% |
| | TOTAL | 14 599 912 € | 17 014 561 € | 13 966 177 € | 82,1% | 89,9% | 16 483 671 € | 17 542 357 € | 15 460 900 € | 88,1% | 87,2% |

Tableau 8 - Montant des AE et CP consommés en moyens établissement par chaque CRB en 2019 et taux d'exécution, en comparaison des moyens alloués au BR

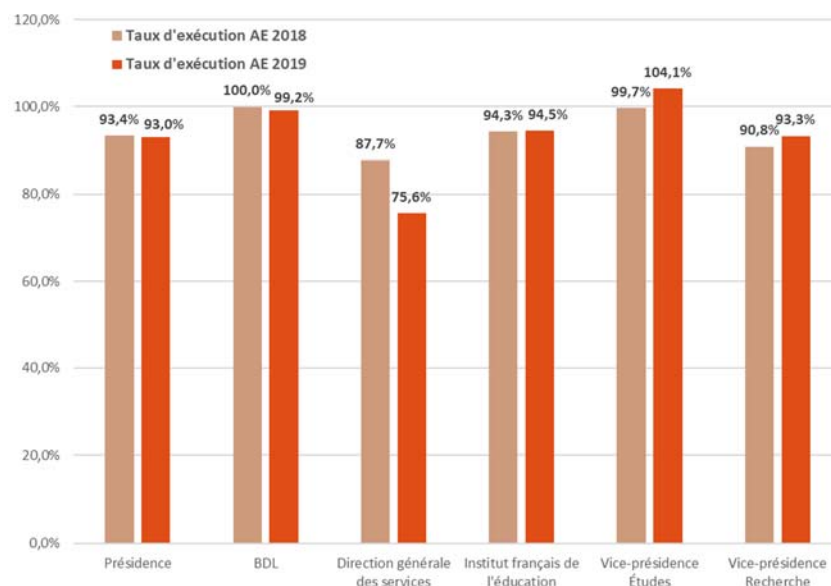
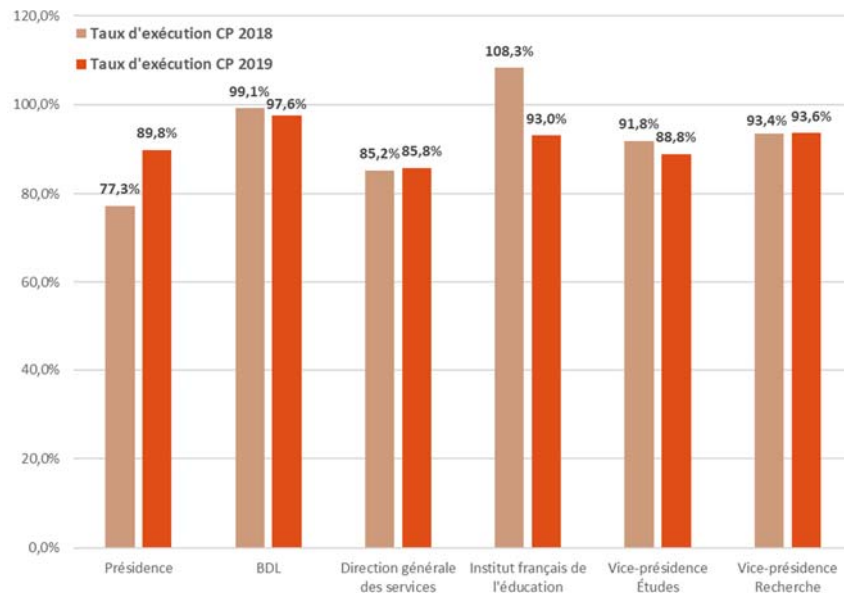
Ce tableau détaille pour chaque CRB la consommation en AE et en CP, en fonctionnement et en investissement, et en personnel pour la vice-présidence Recherche, des moyens établissement alloués par la gouvernance de l'établissement au budget rectificatif 2019.

En ce qui concerne les CP, 88,1% des moyens établissement ont été consommés (15,46M€), contre 82,1% des AE (13,96M€). La consommation des AE est en régression de presque 8 points par rapport à 2018 tandis que la consommation des CP a augmenté de quasiment 1 point.

Néanmoins si l'on fait une analyse par masse, on peut voir que les crédits de fonctionnement ont été mieux exécutés cette année, et que les crédits d'investissement l'ont été moins bien, aussi bien en AE qu'en CP. Pour le fonctionnement, 97,2% des CP ont été consommés (11,7M€), et 93,1% des AE (10,8M€). Pour l'investissement, 68,2% des CP ont été consommés (3,8M€), et seulement 58,7% des AE (3,2M€). Seule la Direction Générale des Services, et plus précisément la Direction du Patrimoine de l'établissement, a sous-consommé ses crédits d'investissement. Cette sous-exécution est liée entre autres :

- au report de la restructuration des locaux de la BDL sur le site Monod suite à la découverte d'amiante, sur les 159K€ ouverts en AE et en CP seuls 30K€ d'AE ont été exécutés et 31k€ en CP

- à la sous-exécution de crédits pour les aménagements des bâtiments non dédiés spécifiquement à la recherche (changements d'éclairage, ajout de prises électriques, travaux de peinture, traitement acoustique, climatisation...), -300K€ d'AE et -449K€ de CP
- à la non consommation de 70K€ en AE et en CP pour les gros entretiens et renouvellements d'installations techniques (GER)



3.3. La Vice-présidence Recherche

3.3.1. Constat

Le taux d'exécution des dépenses en **autorisations d'engagement** de la vice-présidence Recherche est de **90%**, soit une consommation de 14,73M€. En 2018, le taux d'exécution était de 87% pour une consommation de 13M€.

Le taux d'exécution des dépenses en **crédits de paiement** de la vice-présidence Recherche est de **89,2%**, soit une consommation de 15,22M€. En 2018, le taux d'exécution était de 83,4% pour une consommation de 12,6M€.

Il est important de souligner que la variation de cet indicateur pour la VPR d'une année à l'autre dépend pour beaucoup des financements sur contrats de recherche. Certains projets sont déposés et budgétisés mais peuvent finalement ne pas être obtenus, d'autres peuvent avoir un début d'exécution décalé.

3.3.2. Détail

3.3.2.1. Consommation globale en AE et en CP

Un peu plus de 12M€ des dépenses réalisées par la VP Recherche en 2019 sont associés à des ressources propres (**soit 79,23% des dépenses de la VPR**) : contrats de recherche, contrats de prestations, valorisations etc ... En 2018, la VPR avait exécuté 9,17M€ en ressources propres (73% des dépenses totales).

La plupart des structures de recherche affichent de bons taux d'exécution par rapport aux prévisions du budget rectificatif, comme le montrent les trois graphiques suivants. Les laboratoires qui dépassent les 100% ont généralement bénéficié d'ouvertures de crédits supplémentaires liées soit à l'obtention de contrats de recherche auprès des bailleurs de fonds non-prévus au budget rectificatif, soit à des redéploiements de crédits comme l'obtention de crédits du fonds recherche après appel à projets par exemple.

Certains laboratoires ont une exécution en AE et en CP inférieure à 80%. Cette sous-exécution est principalement due à des dépenses prévues sur des contrats de recherche qui n'ont pu être réalisées sur l'exercice 2019 et qui ont été reprogrammées en 2020.

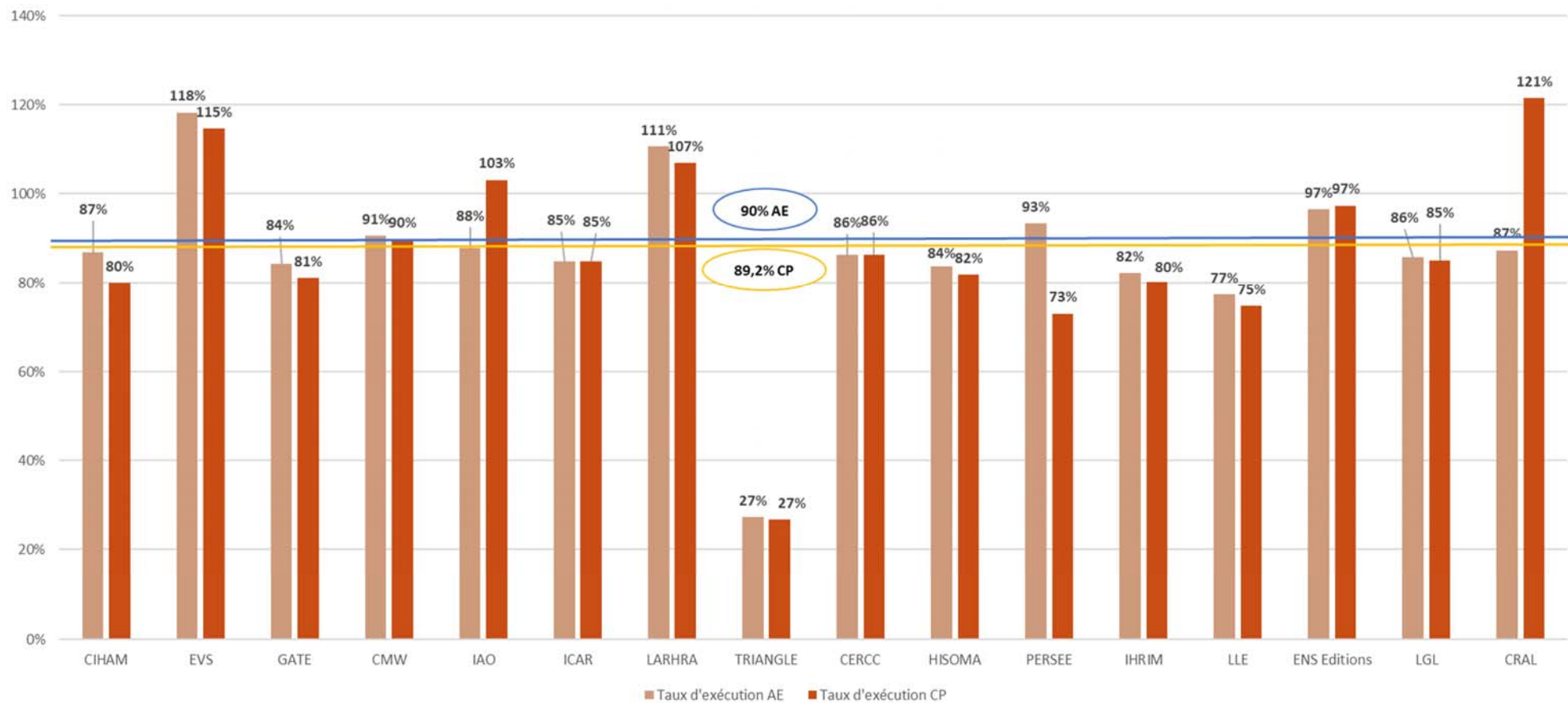


Figure 27 - Taux d'exécution en AE et en CP de la vice-présidence Recherche par unité de recherche en 2019 - 1^{ère} partie

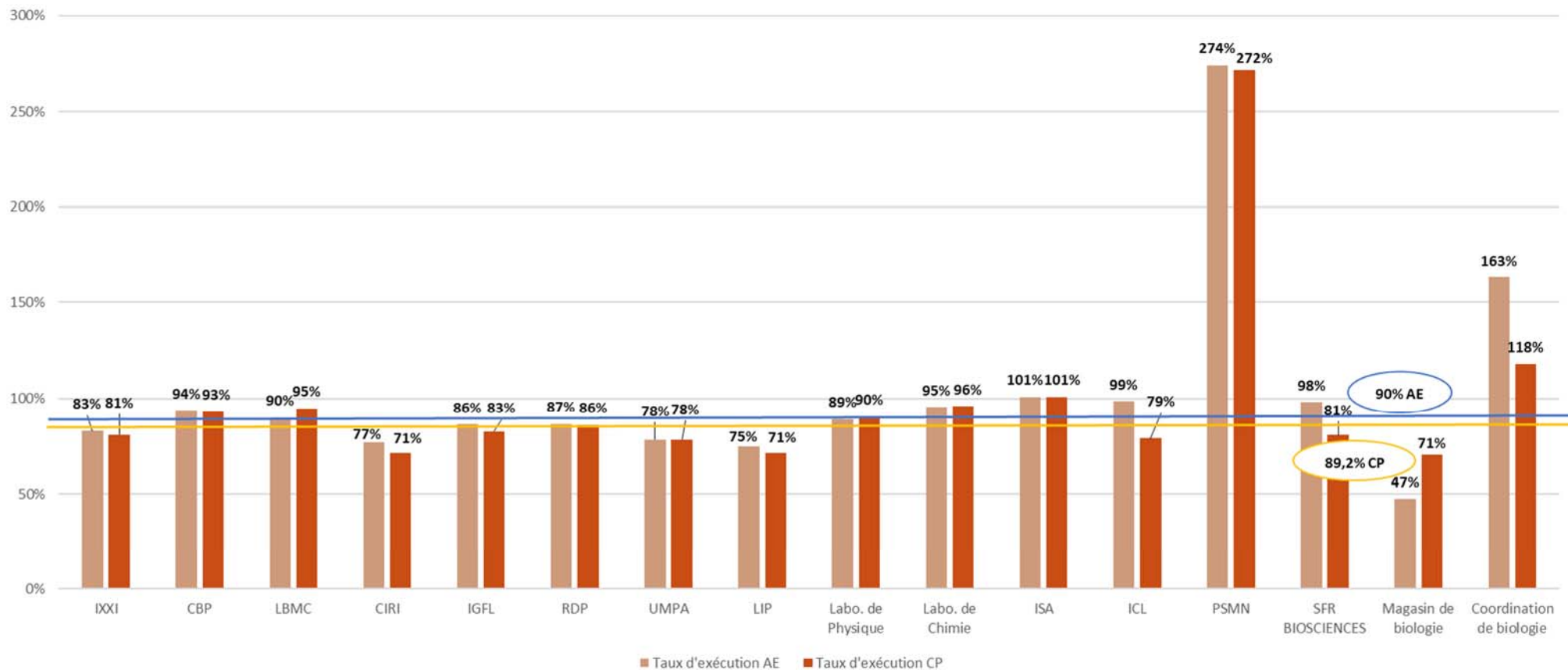


Figure 28 - Taux d'exécution en AE et en CP de la vice-présidence Recherche par unité de recherche en 2019 – 2ème partie

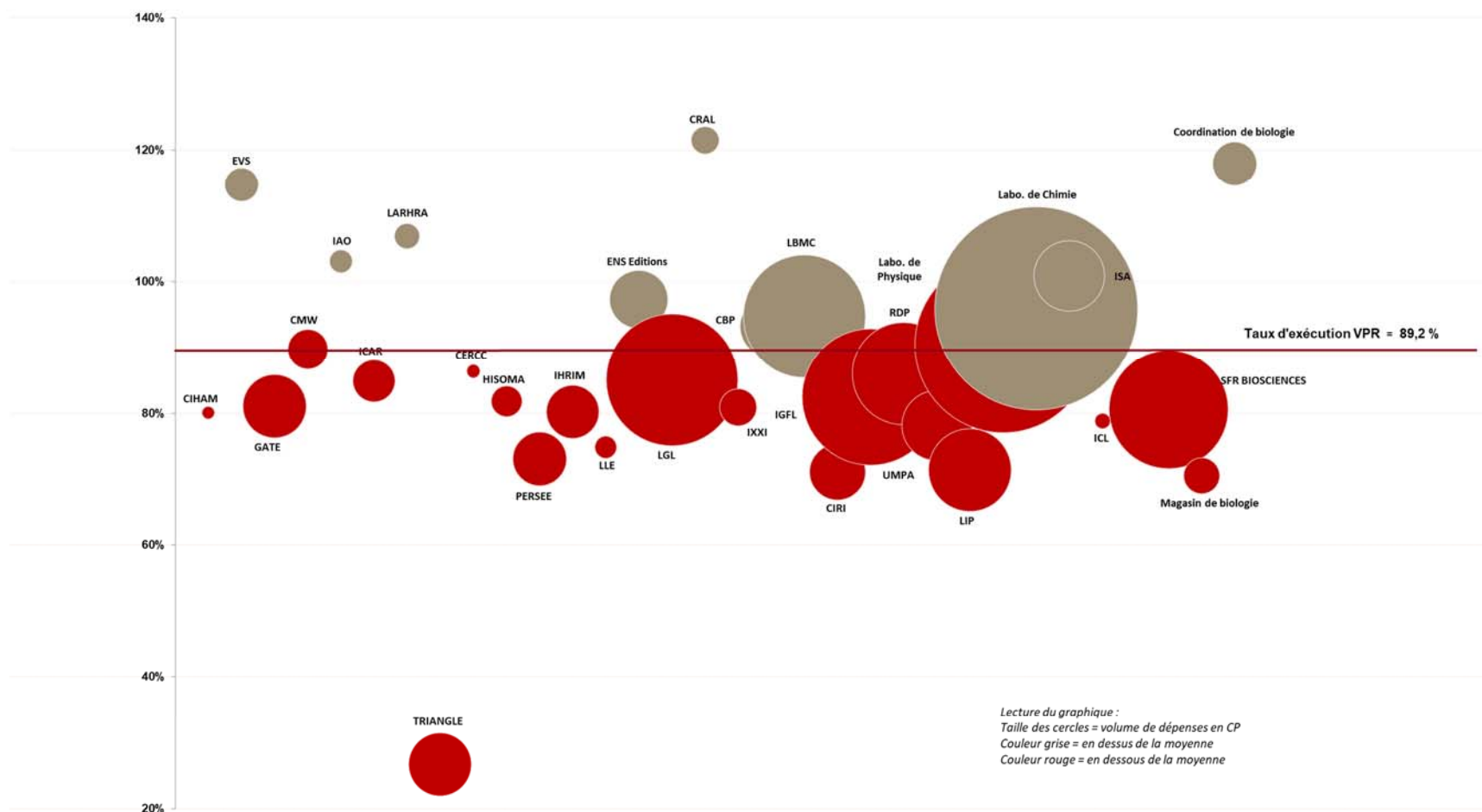


Figure 29 - Taux d'exécution et volume des crédits de paiement 2019 des unités de la VPR

3.3.2.2. Zoom sur la consommation en AE et CP des moyens établissement

Les moyens établissement alloués à la VP Recherche lors du budget rectificatif 2019 se sont déclinés comme tel en CP :

- 1 706 334 € en investissement dont 1 268 000 € dans le cadre des PPI et PPP Ecole
- 1 736 330 € en dotation de fonctionnement
- 167 903 € en personnel

Soit un total de 3 610 567 €.

Les moyens établissement alloués à la VP Recherche ont mieux été exécutés en 2019 : 93,3% des AE (contre 90,8% en 2018), et 93,6% des CP (contre 93,4% en 2018).

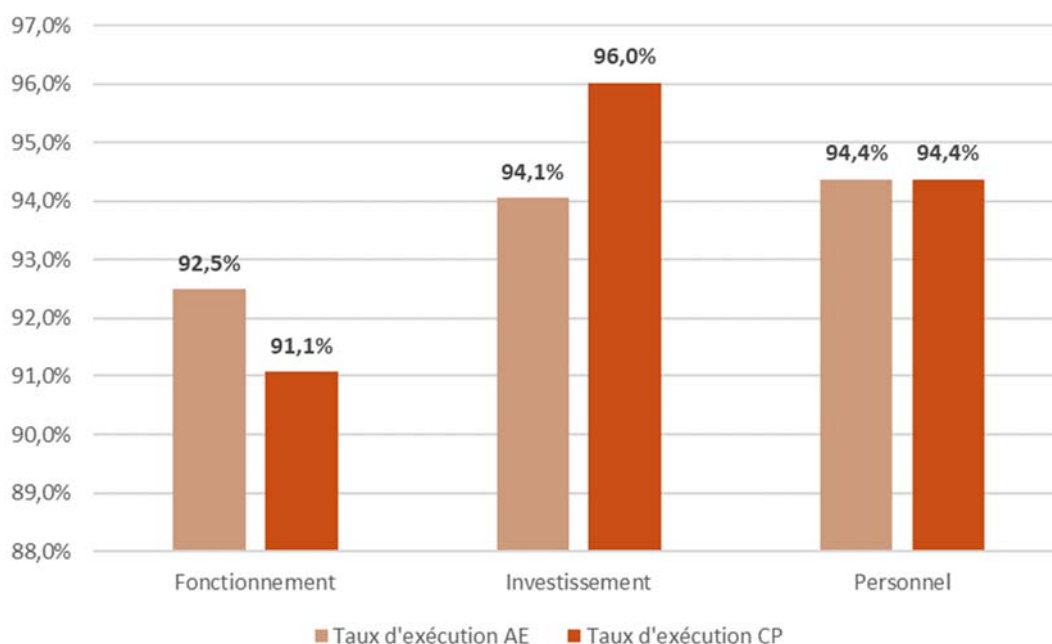


Figure 30 - Taux d'exécution des moyens Etablissement par la VP Recherche en 2019

Les taux de consommation des crédits de personnel et de fonctionnement, respectivement 94,4% et 91,1%, sont un peu plus faibles que le taux de consommation des crédits d'investissement : 96%.

En effet, la VP Recherche a consommé la quasi-intégralité des moyens établissement en investissement qui lui ont été alloués en 2019 : 1,64M€ ont été consommés en CP d'investissement. 1,58M€ ont été consommés en CP de fonctionnement.

3.3.3. Fonds recherche exécuté en 2019

De quoi parle-t-on ?

Le fonds Recherche provient des prélèvements sur contrats et dotations des laboratoires, ainsi que de ressources propres afin de financer les appels à projets internes de l'École. Il participe également aux frais d'infrastructure.

3.3.3.1. Les services contributeurs au fonds recherche

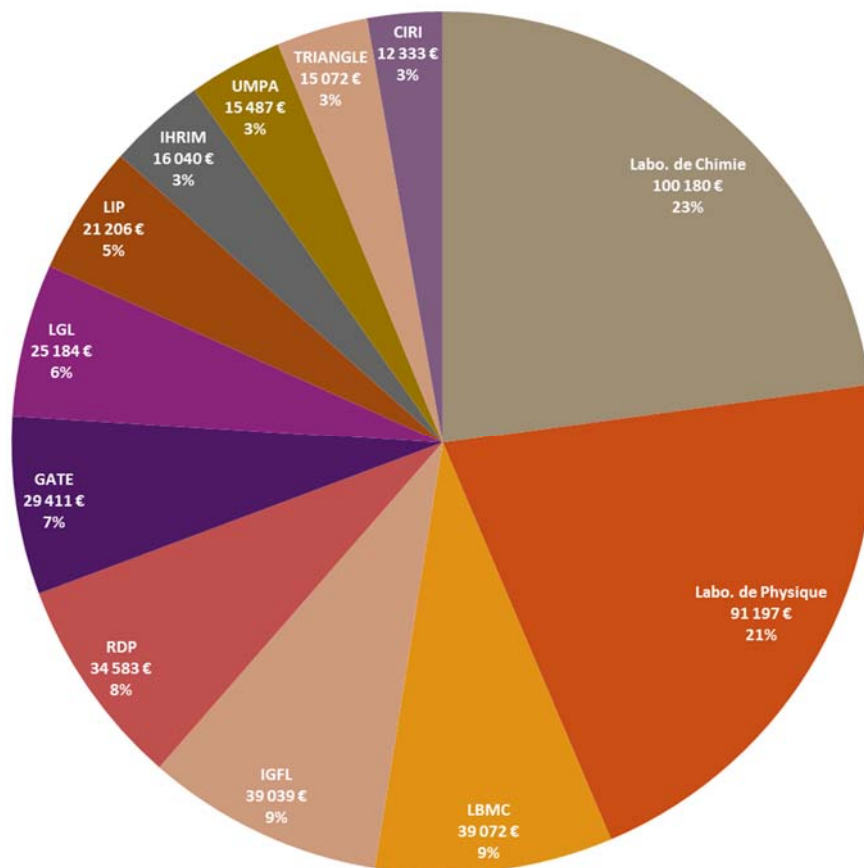


Figure 31 - Zoom sur les principaux laboratoires contributeurs du fonds recherche en 2019

12 laboratoires ont contribué au fonds recherche pour plus de 10K€. Le premier contributeur est le laboratoire de chimie, le deuxième le laboratoire de physique, et le troisième le laboratoire de biologie et de modélisation de la cellule.

Le montant total de la contribution au fonds recherche en 2019 est de 527K€ dont 271K€ de prélèvement sur les ouvertures de crédits 2019 des dotations attribuées aux laboratoires, et 256K€ de prélèvement sur les contrats de recherche.

3.3.3.2. Les services bénéficiaires du fonds recherche

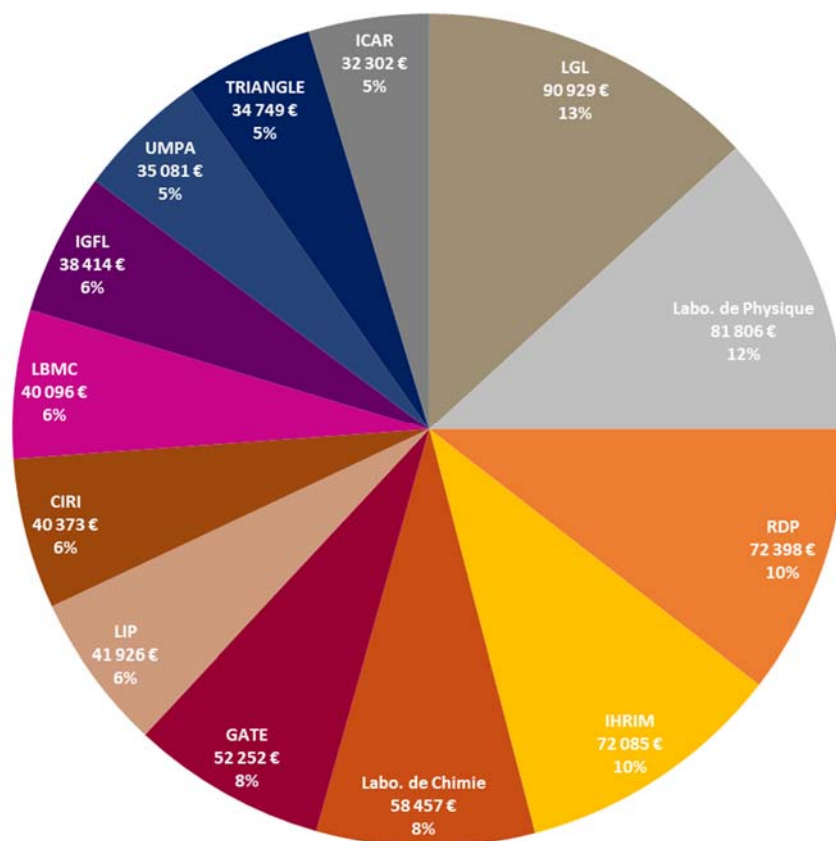


Figure 32 - Zoom sur les principaux bénéficiaires du fonds recherche en 2019, en CP consommés

13 laboratoires de l'école ont bénéficié pour plus de 30 K€ du fonds recherche en 2019. Le fonds recherche sert à financer plusieurs natures de dépenses au profit des structures de recherche mais aussi de la VPR.

Au total, 1,8M€ ont été exécutés sur le fonds recherche (en CP), dont 1,4M€ en fonctionnement, 312K€ en personnel, et 153K€ en investissement.

Il n'y a pas de lien entre les contributeurs et les bénéficiaires au fonds recherche, l'arbitrage se fait en fonction des projets déposés.

3.4. La Vice-présidence Etudes

3.4.1. Constat

Le taux d'exécution des dépenses en autorisations d'engagement de la vice-présidence Etudes est de **99,34%**, soit une consommation de 2,23M€. En 2018, le taux d'exécution était de 91,3% pour une consommation de 2,08M€.

Le taux d'exécution des dépenses en crédits de paiement de la vice-présidence Etudes est de **93,16%**, soit une consommation de 2,09M€. En 2018, le taux d'exécution était de 91,1% pour une consommation de 2,08M€.

3.4.2. Détail

3.4.2.1. Consommation globale en AE et en CP

Le budget de la vice-présidence Etudes est principalement exécuté par les départements de formations et le service admissions et concours, qui représentent respectivement 42% et 39% de la consommation des crédits de paiement de la direction en 2019, soit un peu plus de 80% de son exécution budgétaire.

Les départements de formations constituent le premier pôle de dépense de la vice-présidence Etudes en 2019 avec 882K€ exécutés en CP (soit 42% des dépenses de la VP). Les départements de formation de l'ENS proposent des formations d'excellence orientées vers les métiers de l'enseignement et de la recherche, ils couvrent un grand nombre de champs disciplinaires, aussi bien en sciences humaines et sociales, qu'en sciences exactes et expérimentales.

Le service admission et concours gère principalement toutes les dépenses liées à la rétribution des jurys de concours d'entrée de l'ENS : un peu plus de 800K€ en CP ont été exécutés pour cette mission (870K€ en 2017 et 881K€ en 2018).

La vie étudiante représente 214 k€ soit 10% des dépenses en CP de la VPE en 2019.

Enfin, la direction de la VP Etudes, à laquelle est rattachée la gestion du contrat d'établissement pour le développement de l'enseignement supérieur (CEDES), concentre 9% du budget en CP réalisé en 2019.

Le graphique ci-dessous représente la répartition des CP consommés de chaque service de la VPE. La consommation en AE étant quasi similaire, il représente le poids des services de la VPE sur le budget global du CRB.

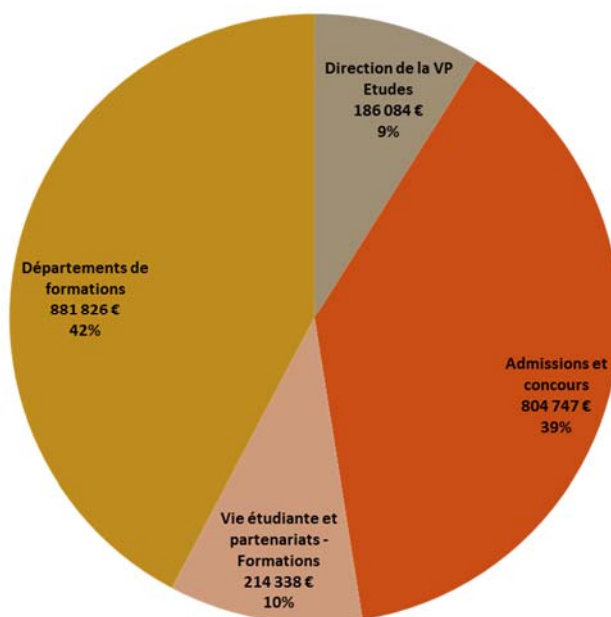


Figure 33 - Répartition par service de la VPE des CP consommés en 2019

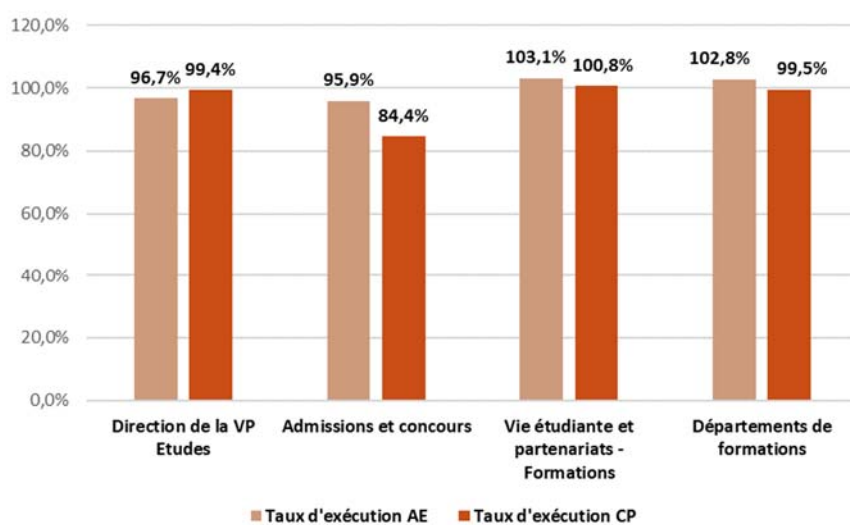


Figure 34 - Taux d'exécution en AE et en CP de la vice-présidence Etudes par service en 2019

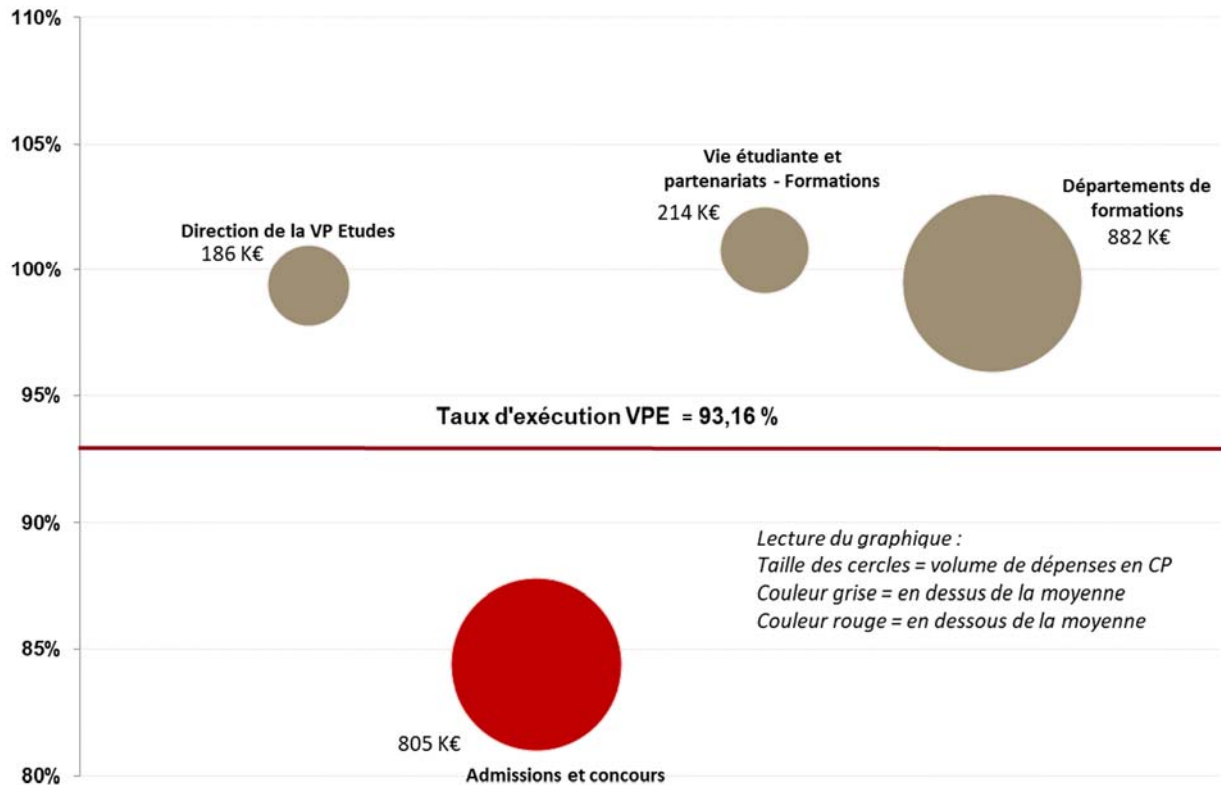


Figure 35 - Taux d'exécution et volume des crédits de paiement 2019 des services de la VPE

Le service admissions et concours et les départements de formation ont les plus gros volumes de consommation de crédits de paiement de la VPE, afin d'assurer les missions principales d'enseignement et du recrutement sur concours des élèves.

3.4.2.2. Zoom sur la consommation en AE et CP des moyens établissement

Les moyens établissement alloués à la VP Etudes lors du budget rectificatif se sont déclinés comme tel :

- 175 475 € en investissement dans le cadre du PPI Ecole
- 524 600 € en dotation de fonctionnement
- 573 351 € en personnel (vacations pour l'organisation des concours)

Soit 1,27M€.

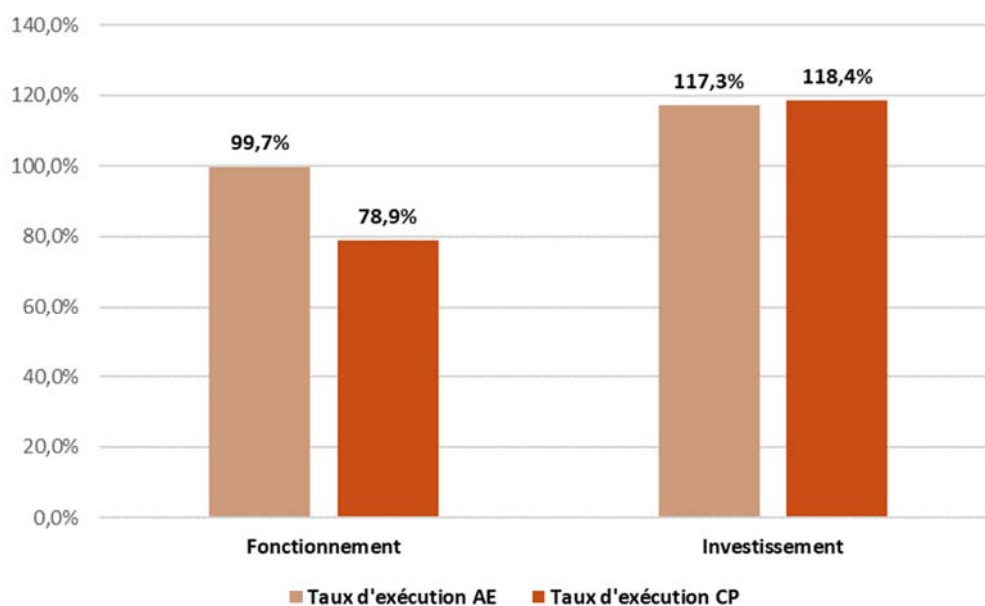


Figure 36 - Taux d'exécution des moyens Etablissement par la VP Etudes en 2019

La VP Etudes a sur-exécuté les crédits d'investissement alloués en budget rectificatif, aussi bien en AE qu'en CP. 208K€ de CP ont été exécutés dont 172K€ pour les départements de formations et 36K€ pour la vie étudiante. Cette sur-exécution s'explique par des redéploiements de crédits entre structures réalisés après le vote du budget rectificatif pour répondre aux attentes des services et anticiper des besoins 2020.

Quelques exemples de dépenses d'investissement importantes effectuées en 2019 : renouvellement d'ordinateurs pour 37K€, acquisitions de microscopes pour les travaux pratiques de biologie pour 35K€, achats de nouvelles machines pour les salles de sport pour 17K€, achats de matériels de vidéo pour 14K€.

En ce qui concerne les crédits de fonctionnement, on peut voir que la quasi-totalité des AE a été exécutée et que les crédits de paiement l'ont moins bien été, ce qui s'explique par des décalages de paiement qui auront lieu sur 2020.

Quelques exemples de dépenses de fonctionnement importantes effectuées en 2019 : subventions aux associations étudiantes de l'école pour environ 64K€, reversement à l'ENS Ulm de leur part de frais d'inscription aux concours pour 36K€, impressions et livraison de sujets de concours pour 25K€, matériels de sports divers pour 10K€, 15K€ de participations à des clubs de sport lyonnais pour pouvoir bénéficier d'infrastructures sportives.

3.5. La Direction Générale des Services

3.5.1. Constat

Le taux d'exécution des dépenses en **autorisations d'engagement** de la Direction générale des services est de **98,5%**, soit une consommation de 115,29M€. En 2018, le taux d'exécution était de 98,3% pour une consommation de 115,14M€.

Le taux d'exécution des dépenses en **crédits de paiement** de la Direction Générale des services est de **98,9%**, soit une consommation de 114M€. En 2018, le taux d'exécution était de 97,9% pour une consommation de 110,55M€.

Ces dépenses comprennent la masse salariale Etat, qui a fait l'objet d'un paragraphe précédent dans ce rapport (2.2.3).

3.5.2. Détail

3.5.2.1. Consommation globale en AE et en CP

Les crédits de masse salariale Etat représentent 88,6% des CP consommés par la DGS en 2019. La Direction du patrimoine rassemble ensuite 6,3% des CP consommés.

En excluant la MSE, le volume des CP consommés de la direction générale des services est représenté par le graphique suivant.

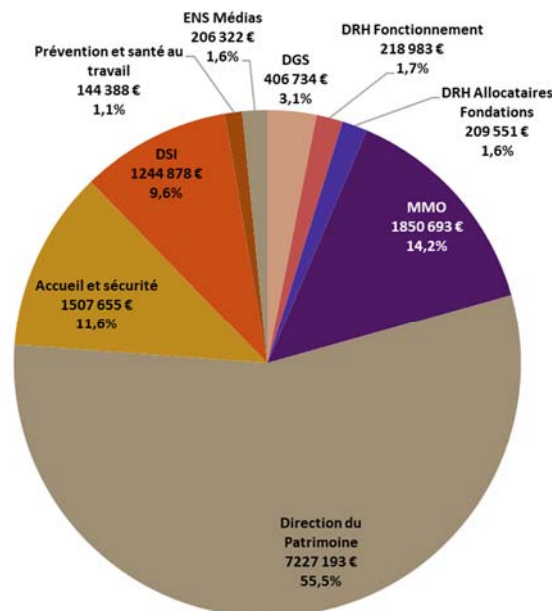


Figure 37 - Répartition des crédits de paiements consommés par service de la DGS en 2019 (hors MSE)

La Direction du patrimoine a consommé près de 7,2M€ en CP, soit quasi 56% des dépenses

de la DGS hors MSE. C'est sur le budget de cette direction que sont en effet réalisés l'ensemble des travaux et maintenances pour l'établissement.

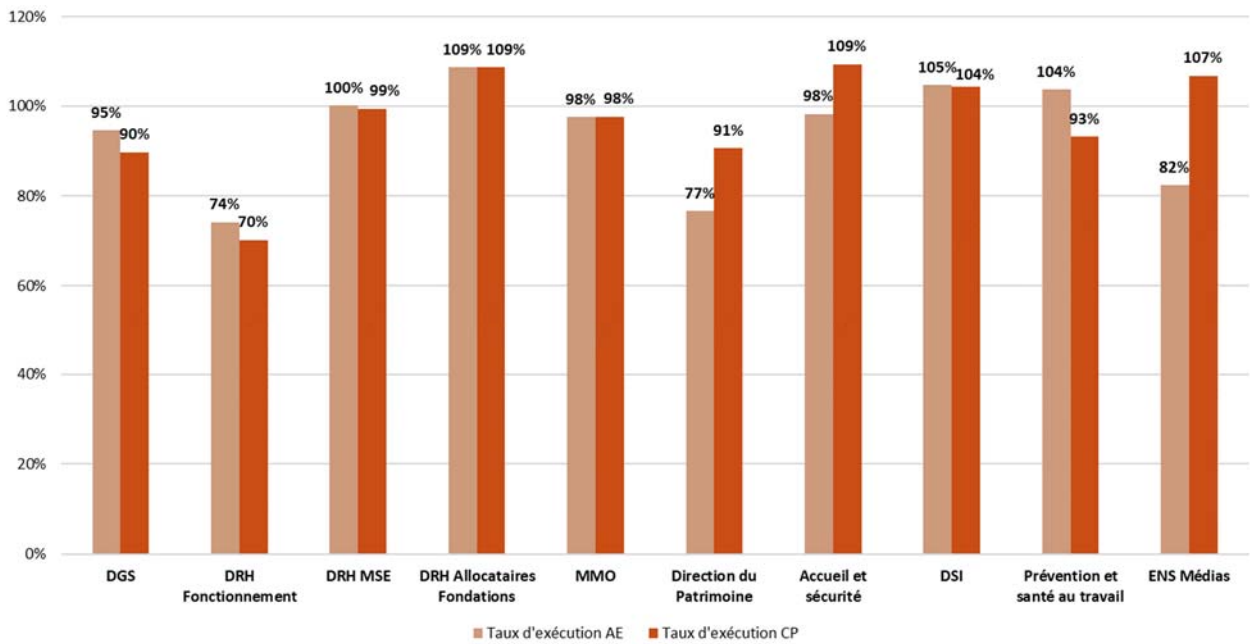


Figure 38 - Taux d'exécution en AE et CP de la DGS par service en 2019

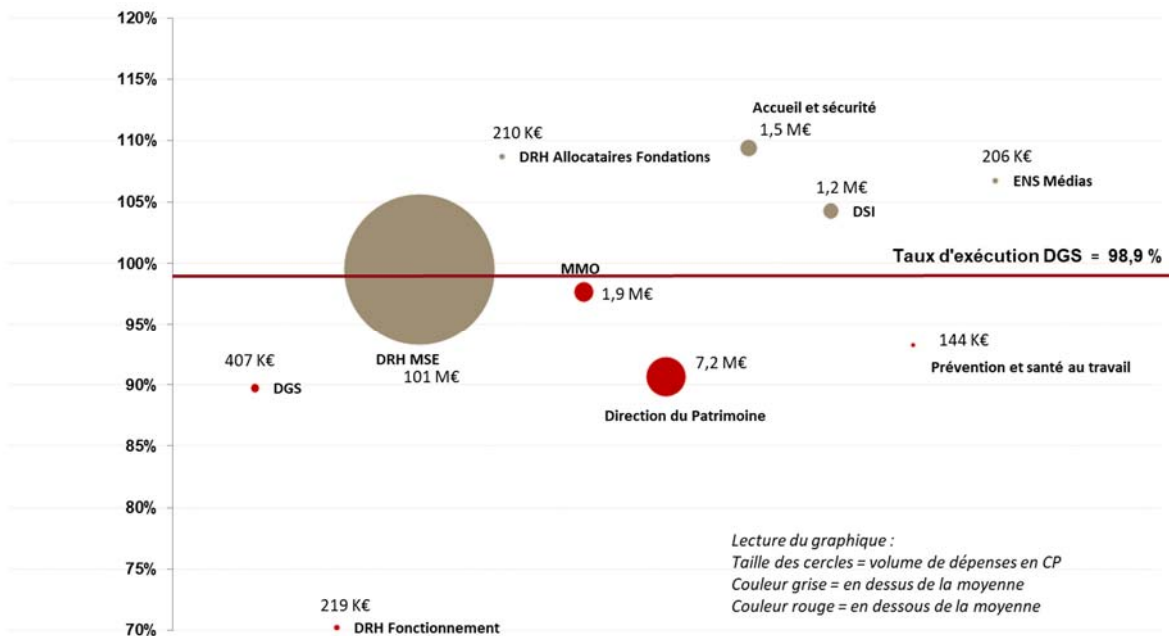


Figure 39 - Taux d'exécution et volume des crédits de paiement 2019 des services de la DGS

Les taux d'exécution des crédits de paiement des services de la DGS sont tous supérieurs

ou égales à 90%, sauf pour les crédits de fonctionnement de la DRH. Les crédits de fonctionnement de la DRH servent à financer la formation des agents des personnels de l'école. Ces crédits ont moins bien été exécutés en 2019 du fait du manque de personnel au service formation sur une partie de l'année.

3.5.2.2. Zoom sur la consommation en AE et CP des moyens établissement

Les moyens établissement alloués à la DGS lors du budget rectificatif se sont déclinés comme tel :

- 3 525 607 € en investissement dans le cadre du PPI Ecole (en CP)
- 8 004 944 € en dotation de fonctionnement (CP) hors CDSN

Soit un total de 11,53M€.

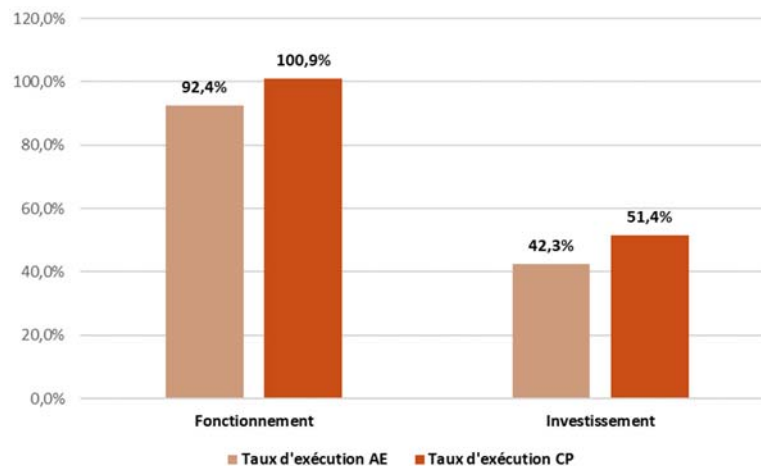


Figure 40 - Taux d'exécution des moyens Etablissement en par la DGS en 2019

La dotation de fonctionnement allouée à la DGS pour l'ensemble de ses structures a été intégralement consommée en CP. Le décalage avec les AE s'explique par le fait que des factures liées à des engagements de 2018 ont été payées en 2019.

Les moyens alloués à la DGS en investissement ont été moins bien exécutés, aussi bien en AE qu'en CP. Cette sous-exécution concerne essentiellement la Direction du Patrimoine, 1,5M€ ont été exécutés par la direction sur les 3,12M€ ouverts en budget rectificatif. Elle s'explique par divers travaux prévus qui au final n'ont pas été réalisés, certains travaux réalisés ont coûté moins cher que prévu initialement. De plus, certains travaux ont été retardés, c'est le cas de la restructuration des locaux de la BDL sur le site Monod. La découverte d'amiante au début des travaux a décalé l'avancée de ce projet qui devrait être mené en 2020.

3.6. La Présidence

3.6.1. Constat

Le taux d'exécution des dépenses en **autorisations d'engagement** de la Présidence est de **91%**, soit une consommation de 1,19M€. En 2018, le taux d'exécution était de 90,5% pour une consommation de 1,3M€.

Le taux d'exécution des dépenses en **crédits de paiement** de la Présidence est de **86,8%**, soit une consommation de 1,18M€. En 2018, le taux d'exécution était de 90,3% pour une consommation de 1,26M€.

3.6.2. Détail

3.6.2.1. Consommation globale en AE et en CP

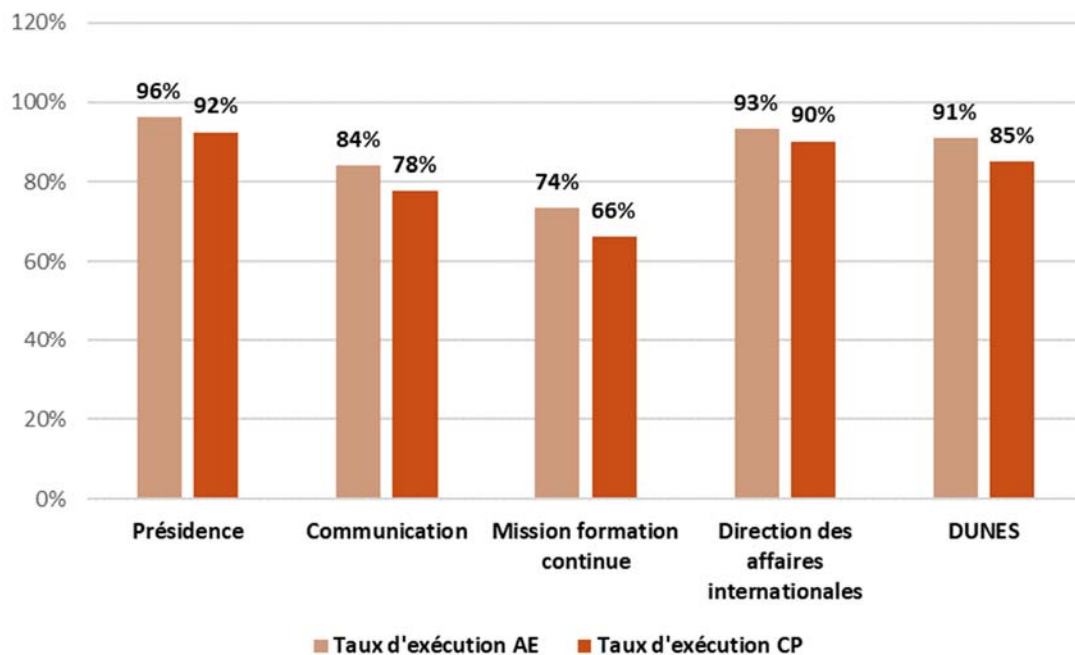


Figure 41 - Taux d'exécution en AE et CP de la Présidence par service en 2019

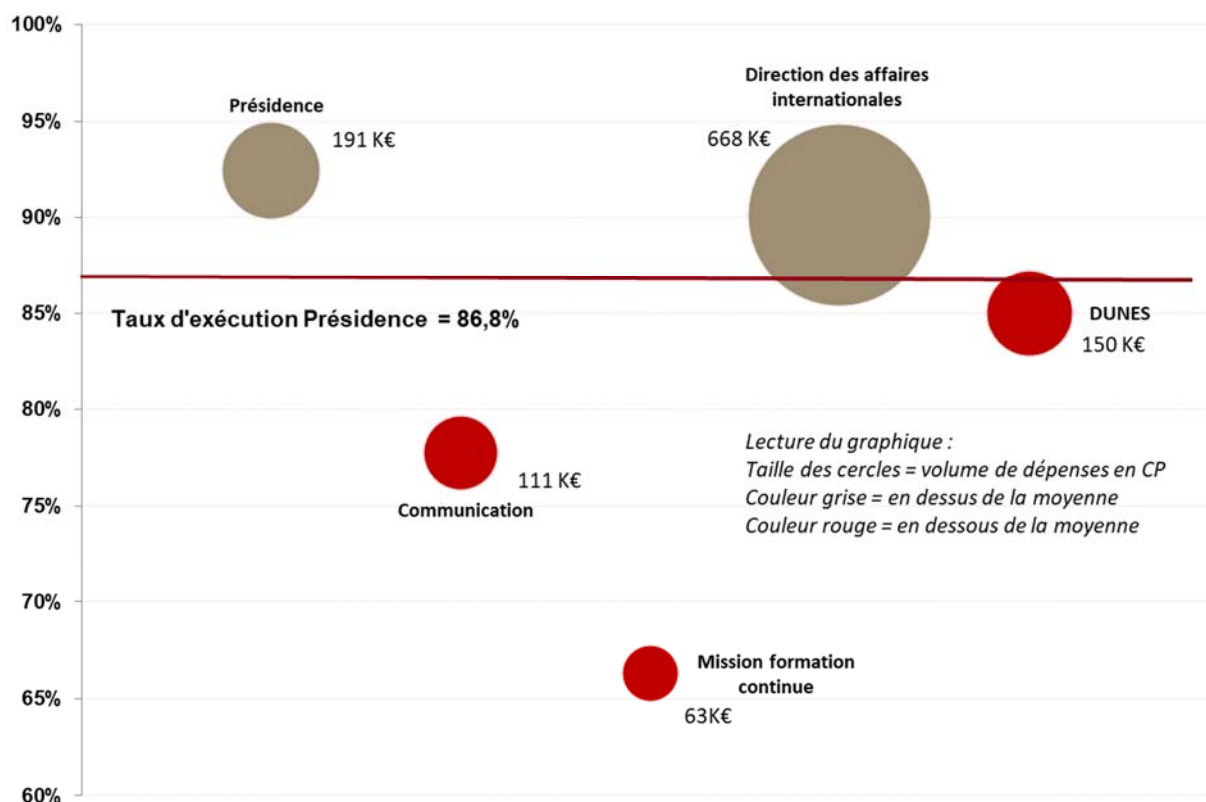


Figure 42 - Taux d'exécution et volume des crédits de paiement pour 2019 des services de la Présidence

Le taux d'exécution de la mission formation continue dépend de la réalisation des recettes qui est difficile à prévoir. L'abondement de la ligne budgétaire est en effet associé à la réalisation des recettes : l'évaluation se fait donc en fonction de ces éléments.

3.6.2.2. Consommation globale en AE et en CP

Les moyens établissement alloués à la Présidence lors du budget rectificatif se sont déclinés comme tel :

- 69 798 € en investissement dans le cadre du PPI Ecole (CP)
- 939 636 € en dotation de fonctionnement (CP)

Soit un total d'un peu plus de 1M€.

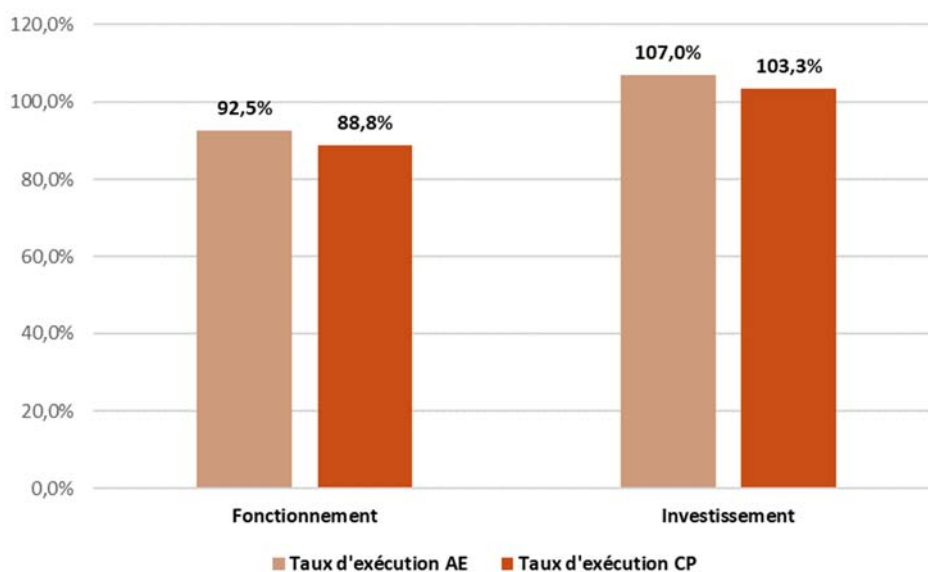


Figure 43 - Taux d'exécution des moyens Etablissement par la Présidence en 2019

On peut observer une légère sur-exécution des crédits d'investissement due à des réallocations de crédits après le budget rectificatif. 36 798 € avaient été ouverts en budget rectificatif pour la réfection des halls, 39 129 € ont été exécutés en investissement.

En ce qui concerne les crédits de fonctionnement, 105K€ n'ont pas été exécutés sur les 940K€ ouverts en CP au budget rectificatif. Cette sous-consommation concerne la direction des affaires internationales pour 58K€, la communication pour 32K€, la présidence pour 15K€. Les besoins de la direction des affaires internationales sont difficiles à estimer car ils sont intrinsèquement liés à la politique d'attractivité de l'établissement, aux stages et à cheval sur deux exercices universitaires.

3.7. L'Institut Français de l'Education

3.7.1. Constat

Le taux d'exécution des dépenses en **autorisations d'engagement** de l'IFE est de **76,3%**, soit une consommation de 683K€. En 2018, le taux d'exécution était de 67,1% pour une consommation de 1M€.

Le taux d'exécution des dépenses en **crédits de paiement** de l'IFE est de **74,9%**, soit une consommation de 673K€. En 2018, le taux d'exécution était de 69,7% pour une consommation de 1M€.

3.7.2. Détail

3.7.2.1. Consommation globale en AE et en CP

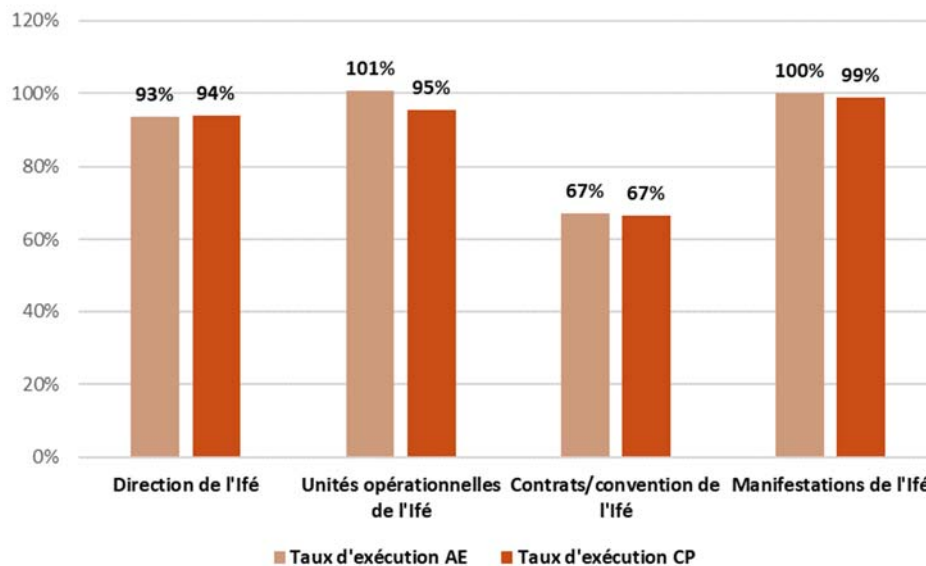


Figure 44 - Taux d'exécution en AE et CP de l'IFE par unité en 2019

Les taux d'exécution des crédits ouverts en budget rectificatif sont bons pour la direction de l'IFE, ses unités opérationnelles, et le service des manifestations, aussi bien en AE qu'en CP.

Les dépenses relatives aux contrats et aux conventions sont plus difficiles à prévoir, elles dépendent de l'avancement des projets et des signatures de conventions, ce qui explique le plus faible taux d'exécution des crédits ouverts en budget rectificatif.

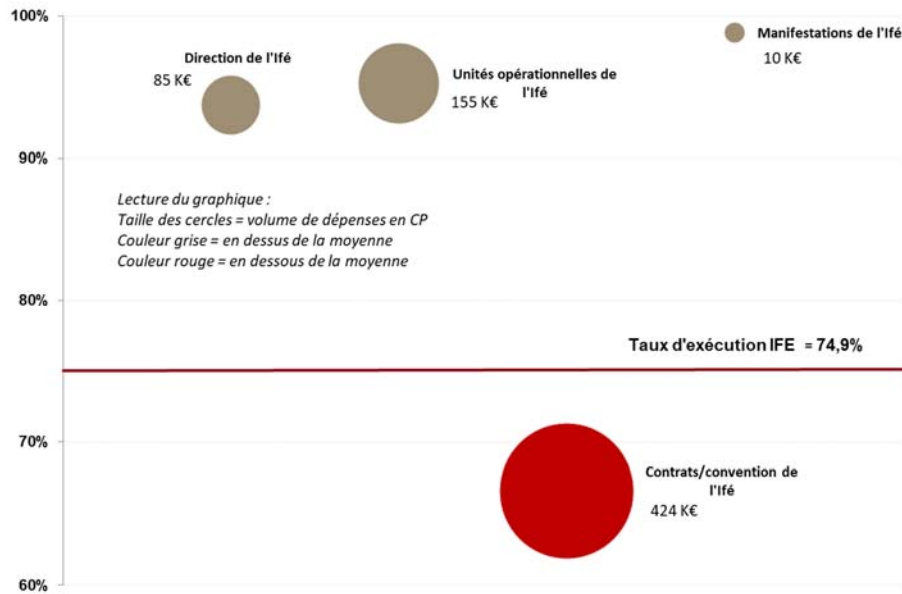


Figure 45 - Taux d'exécution et volume des crédits de paiement 2019 des unités de l'IFE

3.7.2.2. Zoom sur la consommation en AE et CP des moyens établissement

Les 241 700 € de moyens établissement alloués à l'IFE lors du budget rectificatif se sont déclinés comme tel :

- 20 000 € en investissement dans le cadre du PPI Ecole
- 221 700 € en dotation de fonctionnement

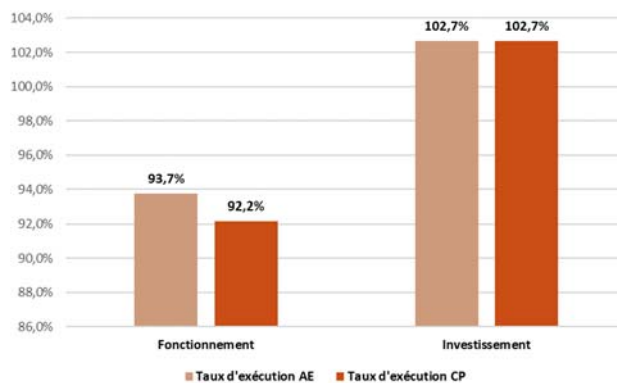


Figure 46 - Taux d'exécution des moyens Etablissement par l'IFE en 2019

L'IFE a consommé la quasi-intégralité des moyens établissement qui lui ont été alloués en 2019. En fonctionnement, 14K€ n'ont pas été engagés sur les 222K€ ouverts.

3.8. La Bibliothèque Diderot de Lyon

3.8.1. Constat

Créée en septembre 2012, la BDL est un service à comptabilité distincte. Cela signifie que cette entité dispose d'un budget propre, voté séparément de celui de l'ENS de Lyon. Les tableaux budgétaires en annexe de ce rapport sont également réalisés pour la BDL. Les données présentées ici n'ont pas d'impact sur les indicateurs financiers de l'établissement et n'apparaissent pas dans la consommation des AE et CP.

Seules les dépenses de personnel sur budget Etat des agents affectés à la BDL restent intégrées au budget de l'ENS de Lyon.

Le taux d'exécution des dépenses en **autorisations d'engagement** de la BDL est de **98,7%**, soit une consommation de 1,11M€. En 2018, le taux d'exécution était de 98,5% pour une consommation de 1,12M€.

Le taux d'exécution des dépenses en **crédits de paiement** de la BDL est de **97,8%**, soit une consommation de 1,10M€. En 2018, le taux d'exécution était de 97,7% pour une consommation de 1,12M€.

3.8.2. Détail

La BDL bénéficie d'une subvention de fonctionnement fléchée versée chaque année par le MESRI, pour plus de 500K€.

En parallèle, la BDL a bénéficié en 2019 d'une allocation de moyens par l'ENS de Lyon à hauteur de 446 400 € en fonctionnement. Celle-ci a été intégralement consommée en autorisations d'engagement et à plus de 98% en crédits de paiement.

Au-delà de ces crédits, un certain nombre de dépenses liées à des opérations immobilières ont été menées par la DirPAT sur le budget qui lui est alloué.

4. Annexes réglementaires

4.1. Annexe 1 : tableau des emplois

| TABLEAU DES EMPLOIS - EXÉCUTION 2019 | | | | | | |
|---|--------------------|------------|--------------------------|----------------|------------------|----------------|
| CATEGORIES D'EMPLOIS | NATURE DES EMPLOIS | | EMPLOIS - ARTICLE L712-9 | | NOMBRE D'EMPLOIS | |
| | PERMANENTS | TITULAIRES | EN ETP | EN ETP | AUTRES EMPLOIS | EN ETP |
| ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS -CHERCHEURS, CHERCHEURS | PERMANENTS | TITULAIRES | 226,1 | 226,1 | 0,0 | 226,1 |
| | NON PERMANENTS | CDI | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 1,0 |
| | | CDD | 214,6 | 214,6 | 78,5 | 293,1 |
| SOUS TOTAL EC | | | 440,7 | 440,7 | 79,5 | 520,2 |
| ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES | | | | | | |
| BIATSS | PERMANENTS | TITULAIRES | 427,4 | 427,4 | 0,0 | 427,4 |
| | NON PERMANENTS | CDI | 13,7 | 13,7 | 0,0 | 13,7 |
| | | CDD | 69,9 | 69,9 | 38,8 | 108,7 |
| SOUS TOTAL BIATSS | | | 511,0 | 511,0 | 38,8 | 549,8 |
| TOTAL | | | 1 843,6 | 1 843,6 | 118,3 | 1 961,9 |
| PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT | | | | | | |
| AUTRES EMPLOIS | | | | | 118,3 | |
| PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS PROPOSÉ AU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | | | | | |
| | | | | | 1961,9 | |

4.2.2. Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon

Tableau 2 : Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | Dépenses | | | | | | | | | | Recettes | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|
| | Exécution 2018 | | BI 2019 | | BR 2019 | | Exécution 2019 | | Exécution 2019 | BR 2019 | BI 2019 | Exécution 2019 | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | | | | | |
| TOTAL | 132 484 841 € | 127 396 550 € | 144 095 451 € | 135 557 595 € | 140 490 453 € | 139 479 521 € | 134 362 000 € | 133 425 146 € | 125 282 423 € | 124 621 095 € | 122 436 406 € | 114 603 936 € | 125 282 423 € | Recettes globalisées |
| Personnel | 95 827 276 € | 95 810 059 € | 98 728 449 € | 98 728 449 € | 98 702 540 € | 98 702 540 € | 97 462 239 € | 97 463 294 € | 111 008 460 € | 114 138 105 € | 114 556 418 € | 114 603 936 € | 114 603 936 € | Subvention pour charges de service public |
| dont contributions employeur au CAS Pension | | 29 257 620 € | 29 911 955 € | 29 911 955 € | 29 874 919 € | 29 874 919 € | 29 868 707 € | 29 868 707 € | | 7 000 € | 15 000 € | 39 583 € | 39 583 € | Autres financements de l'Etat |
| Infra-annuel | 92 813 926 € | 92 796 709 € | 94 649 235 € | 94 649 235 € | 94 517 777 € | 94 517 777 € | 93 826 800 € | 93 827 856 € | | | | 149 165 € | 149 165 € | Fiscalité affectée |
| Pluri-annuel | 3 013 350 € | 3 013 350 € | 4 079 214 € | 4 079 214 € | 4 184 763 € | 4 184 763 € | 3 635 438 € | 3 635 438 € | 2 080 081 € | 1 639 477 € | 1 940 171 € | 3 407 568 € | 3 407 568 € | Autres financements publics |
| Fonctionnement | 31 174 115 € | 25 482 280 € | 30 249 560 € | 28 959 895 € | 32 940 691 € | 31 507 251 € | 30 259 532 € | 28 766 254 € | 7 289 488 € | 6 651 824 € | 8 109 506 € | 7 077 170 € | 7 077 170 € | Ressources propres |
| Infra-annuel | 17 043 197 € | 17 841 672 € | 15 980 149 € | 16 102 199 € | 19 554 369 € | 19 009 682 € | 16 651 697 € | 17 502 198 € | | | | | | |
| Pluri-annuel | 14 130 918 € | 7 640 608 € | 14 269 411 € | 12 857 696 € | 14 386 333 € | 13 497 569 € | 13 607 834 € | 11 264 055 € | | | | | | |
| dotations/versements CDSN | | | 10 603 354 € | 8 285 689 € | 10 011 097 € | 8 106 272 € | 10 726 987 € | 7 596 209 € | | | | | | |
| Intervention | | | | | | | | | | | | | | |
| Investissement | 5 483 450 € | 6 104 210 € | 15 117 442 € | 7 869 251 € | 8 847 222 € | 9 269 730 € | 6 640 230 € | 7 195 599 € | 447 685 € | 469 869 € | 556 972 € | 419 065 € | 419 065 € | Financements de l'Etat fléchés |
| Infra-annuel | 4 180 426 € | 4 180 507 € | 4 250 800 € | 4 460 060 € | 5 010 593 € | 5 565 953 € | 4 239 125 € | 4 689 092 € | 10 362 184 € | 4 779 931 € | 7 943 677 € | 4 848 683 € | 4 848 683 € | Autres financements publics fléchés |
| Pluri-annuel | 1 303 024 € | 1 923 703 € | 10 867 392 € | 3 369 191 € | 3 836 659 € | 3 663 777 € | 2 402 105 € | 2 497 507 € | 1 300 387 € | 1 088 846 € | 1 817 445 € | 1 166 796 € | 1 166 796 € | Autres recettes fléchées |
| TOTAL DES DEPENSES | 132 484 841 € | 127 396 550 € | 144 095 451 € | 135 557 595 € | 140 490 453 € | 139 479 521 € | 134 362 000 € | 133 425 146 € | 133 061 322 € | 128 775 051 € | 134 939 189 € | 131 716 967 € | 131 716 967 € | TOTAL DES RECETTES |
| Solde budgétaire (excédent) | | 5 664 772 € | | | | | | | -6 782 544 € | -4 540 332 € | -1 708 179 € | | | Solde budgétaire (déficit) |

4.3. Annexe 3 : tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

4.3.1. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine établissement

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination Établissement (ENS de Lyon + BDL)

| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|----------------------|
| | AE = CP | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 21 636 640 € | 21 636 640 € | 12 150 636 € | 8 639 681 € | 197 134 € | 199 168 € | 33 984 410 € | 30 675 488 € |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | 874 428 € | 874 428 € | 394 716 € | 285 222 € | 0 € | 0 € | 1 269 144 € | 1 159 651 € |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 15 182 544 € | 15 182 544 € | 999 708 € | 968 600 € | 197 134 € | 199 168 € | 16 379 386 € | 16 350 321 € |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | 5 579 667 € | 5 579 667 € | 10 756 212 € | 7 585 850 € | 0 € | 0 € | 16 335 879 € | 13 165 517 € |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 4 854 466 € | 4 854 466 € | 1 007 132 € | 1 011 299 € | 28 457 € | 14 419 € | 5 880 055 € | 5 880 184 € |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | 2 846 184 € | 2 846 184 € | 1 820 529 € | 2 010 395 € | 637 722 € | 826 130 € | 5 304 434 € | 5 682 709 € |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | 2 107 098 € | 2 107 098 € | 425 864 € | 409 893 € | 18 984 € | 23 079 € | 2 551 946 € | 2 540 070 € |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | 3 717 266 € | 3 717 266 € | 1 423 947 € | 1 414 923 € | 1 504 398 € | 1 631 091 € | 6 645 631 € | 6 763 300 € |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 1 466 353 € | 1 466 353 € | 681 713 € | 676 742 € | 173 071 € | 174 932 € | 2 321 137 € | 2 318 027 € |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 6 752 587 € | 6 752 587 € | 1 047 728 € | 975 586 € | 63 628 € | 62 481 € | 7 863 943 € | 7 790 654 € |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | 3 524 954 € | 3 524 954 € | 1 681 856 € | 1 739 191 € | 1 221 342 € | 1 219 720 € | 6 428 151 € | 6 482 865 € |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | 2 337 105 € | 2 337 105 € | 1 112 017 € | 941 335 € | 144 407 € | 142 192 € | 3 593 523 € | 3 420 632 € |
| D114 - Immobilier | 1 328 059 € | 1 328 059 € | 4 227 808 € | 5 280 506 € | 2 298 125 € | 2 657 528 € | 7 853 992 € | 9 266 094 € |
| D115 - Pilotage et support | 46 144 193 € | 46 145 248 € | 4 989 651 € | 5 798 430 € | 348 122 € | 225 975 € | 51 481 966 € | 52 169 653 € |
| Étudiants | 824 096 € | 824 096 € | 699 076 € | 681 864 € | 33 302 € | 33 302 € | 1 556 474 € | 1 539 262 € |
| D201 - Aides directes aux étudiants | 19 621 € | 19 621 € | 548 497 € | 536 216 € | 0 € | 0 € | 568 118 € | 555 837 € |
| D202 - Aides indirectes | 188 € | 188 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 188 € | 188 € |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 804 267 € | 804 267 € | 150 580 € | 145 647 € | 33 302 € | 33 302 € | 988 169 € | 983 237 € |
| Total | 97 539 020 € | 97 540 075 € | 31 267 956 € | 29 778 845 € | 6 668 686 € | 7 210 018 € | 135 475 662 € | 134 528 937 € |
| | | | | | | | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) | -1 671 627 € |

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine Établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| | Recettes globalisées | | | | | | Recettes fléchées | | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|----------------------|--|-------|
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | | | |
| Subvention pour charges de service public | 115 565 730 € | 0 € | | | | 182 350 € | 2 000 € | | 115 750 080 € | | |
| Droits d'inscription | | | | | 680 841 € | 0 € | 0 € | 0 € | 680 841 € | | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | 102 607 € | 0 € | 0 € | 0 € | 102 607 € | | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 68 400 € | 0 € | 0 € | 0 € | 68 400 € | | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | 20 833 € | | | 665 218 € | 0 € | 0 € | 102 472 € | 788 524 € | | |
| Valorisation | | | | | 86 537 € | 0 € | 0 € | 0 € | 86 537 € | | |
| ANR investissements d'avenir | | 0 € | | 330 676 € | | 0 € | 633 471 € | 0 € | 964 147 € | | |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | 555 531 € | | 0 € | 2 072 112 € | 0 € | 2 627 643 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | 0 € | | 0 € | | 0 € | 289 137 € | 0 € | 289 137 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | 0 € | | 0 € | 1 270 380 € | 28 875 € | 1 299 255 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | 18 750 € | | 2 598 872 € | 27 272 € | 130 715 € | 574 267 € | 3 785 € | 3 353 661 € | | |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | 0 € | | 0 € | 0 € | 106 000 € | 93 971 € | 909 765 € | 1 109 736 € | | |
| Autres recettes | | | 149 165 € | 4 400 € | 5 460 915 € | 0 € | 365 € | 121 899 € | 5 736 744 € | | |
| Total | 115 565 730 € | 39 583 € | 149 165 € | 3 489 479 € | 7 091 789 € | 419 065 € | 4 935 703 € | 1 166 796 € | 132 857 511 € | | |

4.3.2. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine ENS de Lyon

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------------|----------------------|
| | AE = CP | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 21 636 640 € | 21 636 640 € | 12 160 636 € | 8 839 681 € | 197 134 € | 199 168 € | 33 984 410 € | 30 675 488 € |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | 874 428 € | 874 428 € | 394 716 € | 285 222 € | | | 1 269 144 € | 1 159 651 € |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | 15 182 544 € | 15 182 544 € | 998 708 € | 968 609 € | 197 134 € | 199 168 € | 16 379 386 € | 16 350 321 € |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | 5 579 667 € | 5 579 667 € | 10 756 212 € | 7 585 650 € | | | 16 335 879 € | 13 165 517 € |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 4 810 758 € | 4 810 758 € | | | | | 4 810 758 € | 4 810 758 € |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | 2 846 184 € | 2 846 184 € | 1 820 529 € | 2 010 395 € | 637 722 € | 826 130 € | 5 304 434 € | 5 682 709 € |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | 2 107 098 € | 2 107 098 € | 425 864 € | 409 893 € | 18 884 € | 23 079 € | 2 551 946 € | 2 540 070 € |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | 3 717 286 € | 3 717 286 € | 1 423 947 € | 1 414 923 € | 1 504 398 € | 1 631 091 € | 6 645 631 € | 6 763 300 € |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | 0 € | 0 € | | | | | | 0 € |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | 1 466 353 € | 1 466 353 € | 681 713 € | 676 742 € | 173 071 € | 174 932 € | 2 321 137 € | 2 318 027 € |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | 6 752 587 € | 6 752 587 € | 1 047 728 € | 975 586 € | 63 628 € | 62 481 € | 7 863 943 € | 7 790 654 € |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | 3 524 954 € | 3 524 954 € | 1 681 856 € | 1 738 191 € | 1 221 342 € | 1 219 720 € | 6 428 151 € | 6 462 865 € |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | 2 337 105 € | 2 337 105 € | 1 112 017 € | 941 335 € | 144 401 € | 142 192 € | 3 593 523 € | 3 420 632 € |
| D114 - Immobilier | 1 328 059 € | 1 328 059 € | 4 227 806 € | 5 280 506 € | 2 298 125 € | 2 657 528 € | 7 653 982 € | 9 266 094 € |
| D115 - Ploilage et support | 46 111 120 € | 46 112 175 € | 4 988 359 € | 5 797 138 € | 348 122 € | 225 975 € | 51 447 601 € | 52 135 288 € |
| Étudiants | 824 096 € | 824 096 € | 699 076 € | 661 864 € | 33 302 € | 33 302 € | 1 556 474 € | 1 539 262 € |
| D201 - Aides directes aux étudiants | 19 621 € | 19 621 € | 548 497 € | 536 216 € | | | 568 118 € | 555 637 € |
| D202 - Aides indirectes | 188 € | 188 € | | | | | 188 € | 188 € |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | 804 287 € | 804 287 € | 150 580 € | 145 647 € | 33 302 € | 33 302 € | 988 169 € | 983 237 € |
| Total | 97 462 239 € | 97 463 294 € | 30 259 532 € | 28 766 254 € | 6 640 230 € | 7 195 599 € | 134 362 000 € | 133 425 146 € |
| | | | | | | | SOLDE BUDGETAIRE (déficit) | -1 708 179 € |

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| | Recettes globalisées | | | | | | Recettes fléchées | | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|----------------------|--|-------|
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | | | |
| Subvention pour charges de service public | 114 608 936 € | | | | | 182 350 € | 2 000 € | | 114 793 286 € | | |
| Droits d'inscription | | | | | 680 841 € | | | | 680 841 € | | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | 102 607 € | | | | 102 607 € | | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 68 400 € | | | | 68 400 € | | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | 20 833 € | | | 665 218 € | | | 102 472 € | 788 524 € | | |
| Valorisation | | | | | 86 537 € | | | | 86 537 € | | |
| ANR investissements d'avenir | | | | 330 676 € | | | 633 471 € | | 964 147 € | | |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | 555 531 € | | | 2 072 112 € | | 2 627 643 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | | | | 270 807 € | | 270 807 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | 1 270 380 € | 28 875 € | 1 299 255 € | | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | 18 750 € | | 2 516 962 € | 27 272 € | 130 715 € | 505 576 € | 3 785 € | 3 203 059 € | | |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | 106 000 € | 93 971 € | 909 765 € | 1 109 736 € | | |
| Autres recettes | | | 149 165 € | 4 400 € | 5 446 295 € | | 365 € | 121 899 € | 5 722 124 € | | |
| Total | 114 608 936 € | 39 583 € | 149 165 € | 3 407 568 € | 7 077 170 € | 419 065 € | 4 848 683 € | 1 166 796 € | 131 716 967 € | | |

4.3.3. Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine BDL

Tableau 3 : Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | Personnel | | Fonctionnement | | Investissement | | Total | |
|--|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------|-----------------|-----------------|--------------------|------------------------------------|
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Formation initiale et continue | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence | | | | | | | | |
| D102 - Formation initiale et continue de niveau Master | | | | | | | | |
| D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat | | | | | | | | |
| D105 - Bibliothèques et documentation | 43 708 € | | 1 007 132 € | 1 011 299 € | 28 457 € | 14 419 € | 1 079 297 € | 1 069 426 € |
| D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé | | | | | | | | |
| D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies | | | | | | | | |
| D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur | | | | | | | | |
| D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies | | | | | | | | |
| D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement | | | | | | | | |
| D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société | | | | | | | | |
| D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale | | | | | | | | |
| D113 - Diffusion des savoirs et musées | | | | | | | | |
| D114 - Immobilier | | | | | | | | |
| D115 - Ploiage et support | 33 073 € | | 1 292 € | 1 292 € | | | 34 365 € | 34 365 € |
| Étudiants | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| D201 - Aides directes aux étudiants | | | | | | | | |
| D202 - Aides indirectes | | | | | | | | |
| D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives | | | | | | | | |
| Total | 76 781 € | 76 781 € | 1 008 424 € | 1 012 592 € | 28 457 € | 14 419 € | 1 113 662 € | 1 103 791 € |
| | | | | | | | | SOLDE BUDGETAIRE (excédent) |
| | | | | | | | | 36 553 € |

Tableau 3 : Tableau des recettes par origine BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

| | Recettes globalisées | | | | | | Recettes fléchées | | | Total |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|--------------------|-------|
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financements de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | | |
| Subvention pour charges de service public | 956 794 € | | | | | | | | 956 794 € | |
| Droits d'inscription | | | | | | | | | 0 € | |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | | | | | 0 € | |
| Taxe d'apprentissage | | | | | | | | | 0 € | |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | | | | | 0 € | |
| Valorisation | | | | | | | | | 0 € | |
| ANR investissements d'avenir | | | | | | | | | 0 € | |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | | | | | | 0 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | | | | 18 330 € | | 18 330 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | | | | | | 0 € | |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | | | 81 910 € | | | | | 150 601 € | |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | | 0 € | |
| Autres recettes | | | | | 14 619 € | | | | 14 619 € | |
| Total | 956 794 € | 0 € | 0 € | 81 910 € | 14 619 € | 0 € | 87 021 € | 0 € | 1 140 344 € | |

4.4. Annexe 4 : tableau des équilibres financiers

4.4.1. Tableau d'équilibre financier établissement

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier Établissement (ENS de Lyon + BDL)

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Besoins (utilisation des financements) | | | | | Financements (couverture des besoins) | | | | |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---|
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | |
| Solde budgétaire (déficit) * | | 6 802 381 € | 4 586 038 € | 1 671 627 € | | | | | Solde budgétaire (excédent) * |
| dont solde budgétaire budget principal | | | | | | | | | dont solde budgétaire budget principal |
| dont solde budgétaire budget du SAIC | | | | | | | | | dont solde budgétaire budget du SAIC |
| dont solde budgétaire FU | | | | | | | | | dont solde budgétaire FU |
| dont solde budgétaire BAI | | | | | | | | | dont solde budgétaire BAI |
| dont solde budgétaire SIE (BDL) | | | | | | | | | dont solde budgétaire SIE (BDL) |
| Remboursements d'emprunts - Cautions résidences étudiantes | 185 401 € | | 195 000 € | 192 114 € | | | 195 000 € | 198 499 € | Remboursements d'emprunts - Cautions résidences étudiantes |
| Opérations au non et pour le compte de tiers (encaissements de tiers) | 7 728 909 € | 4 285 564 € | 4 321 606 € | 4 097 472 € | | 3 621 508 € | 3 790 438 € | 4 103 298 € | Opérations au non et pour le compte de tiers (encaissements de tiers) |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | | | | -13 612 € | | | | -404 075 € | Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme | 7 914 310 € | 11 067 945 € | 9 102 646 € | 5 947 601 € | | 3 621 508 € | 3 985 438 € | 3 697 722 € | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme |
| Variation de trésorerie | 1 800 105 € | | | | | -7 446 437 € | -5 117 208 € | -2 049 879 € | Variation de trésorerie |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée | 4 731 086 € | | | | | -4 013 658 € | -1 229 081 € | -1 813 927 € | dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée |
| dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée) | | | | | | -3 432 779 € | -3 689 127 € | -235 952 € | dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée) |
| TOTAL DES BESOINS | 9 714 416 € | 11 067 945 € | 9 102 646 € | 5 947 601 € | | 11 067 945 € | 9 102 646 € | 5 947 601 € | TOTAL DES FINANCEMENTS |

4.4.2. Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier ENS de Lyon

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | Besoins (utilisation des financements) | | | | Financements (couverture des besoins) | | | |
|---|--|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| Solde budgétaire (déficit) * | | 6 782 544 € | 4 540 332 € | 1 706 179 € | 5 664 772 € | | | |
| <i>dont solde budgétaire budget principal</i> | | | | | | | | |
| <i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i> | | | | | | | | |
| <i>dont solde budgétaire FU</i> | | | | | | | | |
| <i>dont solde budgétaire BAI</i> | | | | | | | | |
| <i>dont solde budgétaire SIE</i> | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Remboursements d'emprunts - Caution résidences étudiantes | 185 401 € | | 195 000 € | 192 114 € | 186 546 € | | 195 000 € | 198 499 € |
| | | | | | | | | |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de trésorerie) | 7 625 438 € | 4 140 564 € | 4 218 608 € | 4 020 357 € | 3 795 296 € | 3 494 508 € | 3 685 438 € | 4 047 437 € |
| | | | | | | | | |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | | | | -13 612 € | | | | -404 075 € |
| | | | | | | | | |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme | 7 810 839 € | 10 923 108 € | 8 953 940 € | 5 907 038 € | 9 646 614 € | 3 494 508 € | 3 880 438 € | 3 841 861 € |
| Variation de trésorerie | 1 835 775 € | | | | -7 428 600 € | -5 073 502 € | -2 085 177 € | |
| | | | | | | | | |
| <i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i> | 4 749 416 € | | | | | -3 978 787 € | -1 194 190 € | -1 853 560 € |
| | | | | | | | | |
| <i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i> | | | | | -2 913 641 € | -3 448 833 € | -3 879 312 € | -211 627 € |
| | | | | | | | | |
| TOTAL DES BESOINS | 9 646 614 € | 10 923 108 € | 8 953 940 € | 5 907 038 € | 9 646 614 € | 10 923 108 € | 8 953 940 € | 5 907 038 € |
| | | | | | | | | |
| TOTAL DES FINANCEMENTS | | | | | 9 646 614 € | 10 923 108 € | 8 953 940 € | 5 907 038 € |

4.4.3. Tableau d'équilibre financier BDL

Tableau 4 : Tableau d'équilibre financier BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Besoins (utilisation des financements) | | | | Financements (couverture des besoins) | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|---------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Exécution 2018 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| Solde budgétaire (déficit) | 37 217 € | 19 837 € | 45 706 € | | 36 553 € | | |
| dont solde budgétaire budget principal | | | | | | | |
| dont solde budgétaire budget du SAIC | | | | | | | |
| dont solde budgétaire FU | | | | | | | |
| dont solde budgétaire BAI | | | | | | | |
| dont solde budgétaire SIE | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Remboursements d'emprunts | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice) | 103 471 € | 125 000 € | 103 000 € | 77 115 € | 105 000 € | 105 000 € | 55 861 € |
| | | | | | | | |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme | 140 689 € | 144 837 € | 148 706 € | 77 115 € | 105 000 € | 105 000 € | 92 414 € |
| Variation de trésorerie | | | | 15 299 € | -35 670 € | -43 706 € | |
| | | | | | | | |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée | | | | 39 623 € | | -34 891 € | |
| | | | | | | | |
| dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée) | | 17 054 € | | | | -8 815 € | -24 324 € |
| | | | | | | | |
| TOTAL DES BESOINS | 140 689 € | 144 837 € | 148 706 € | 92 414 € | 140 689 € | 148 706 € | 92 414 € |
| | | | | | | | |
| TOTAL DES FINANCEMENTS | | 144 837 € | 148 706 € | | 140 689 € | 148 706 € | 92 414 € |

4.5. Annexe 5 : tableau des opérations pour compte de tiers

4.5.1. Tableau des opérations pour compte de tiers établissement

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers Établissement (ENS de Lyon et BDL)

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Décaissements | Encaissements |
|--|---------|--------------|--------------------|--------------------|
| Bourses Aide à la mobilité internationale | C 46711 | AMI | 68 160 € | 52 000 € |
| TVA | C 445 | TVA | 3 131 308 € | 2 362 510 € |
| Inscriptions banque d'épreuves littéraires | C471814 | Bel | 553 561 € | 553 561 € |
| Retraite additionnelle de la fonction publique | C47311 | RAFP | 13 441 € | 17 599 € |
| Reversements partenaires - contrats de recherche | C47318 | Reversements | 331 002 € | 1 117 628 € |
| TOTAL | | | 4 097 472 € | 4 103 298 € |

4.5.2. Tableau des opérations pour compte de tiers ENS de Lyon

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Décaissements | Encaissements |
|--|------------|--------------|--------------------|--------------------|
| Bourses Aide à la mobilité internationale | C 46711 | AMI | 68 160 € | 52 000 € |
| TVA | C 445 | TVA | 3 054 193 € | 2 306 649 € |
| Inscriptions banque d'épreuves littéraires | C471814 | Bel | 553 561 € | 553 561 € |
| Retraite additionnelle de la fonction publique | C47311 | RAFP | 13 441 € | 17 599 € |
| Reversements partenaires - contrats de recherche | C4675/4434 | Reversements | 331 002 € | 1 117 628 € |
| TOTAL | | | 4 020 357 € | 4 047 437 € |

4.5.3. Tableau des opérations pour compte de tiers BDL

Tableau 5 : Tableau des opérations pour le compte de tiers BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

| Opérations ou regroupement d'opérations de même nature | Comptes | Libellé | Décaissements | Encaissements |
|--|---------|--------------|-----------------|-----------------|
| Bourses Aide à la mobilité internationale | C 46711 | AMI | | |
| TVA | C 445 | TVA | 77 115 € | 55 861 € |
| Inscriptions banque d'épreuves littéraires | C471814 | Bel | | |
| Reversements partenaires - contrats de recherche | C 47318 | Reversements | | |
| TOTAL | | | 77 115 € | 55 861 € |

4.6. Annexe 6 : tableau de situation patrimoniale

4.6.1. Tableau de situation patrimoniale établissement

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale Etablissement (ENS de Lyon-EDU)

| POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION | | Compte de résultat | | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | PRODUITS | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| CHARGES | | | | | | | | | |
| Personnel | 94 726 324 € | 97 596 823 € | 97 837 692 € | 97 475 696 € | Subventions de l'Etat | 112 976 800 € | 115 704 093 € | 116 222 237 € | 116 182 989 € |
| dont charges de personnels civils* | 29 257 620 € | 29 911 955 € | 29 874 919 € | 29 858 707 € | Fiscalité affectée | 0 € | 0 € | 0 € | 169 378 € |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 34 505 528 € | 38 055 629 € | 40 293 098 € | 37 142 794 € | Autres subventions | 7 328 043 € | 7 692 701 € | 9 130 085 € | 9 214 169 € |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 129 230 850 € | 135 652 448 € | 138 130 790 € | 134 618 479 € | Autres produits | 11 059 854 € | 12 697 972 € | 13 384 162 € | 11 795 500 € |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (2) = (1) - (1) | 2 133 738 € | 282 324 € | 6 16 339 € | 2 735 557 € | TOTAL DES PRODUITS (2) | 131 364 697 € | 138 384 772 € | 138 737 097 € | 137 382 038 € |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (2) | 131 364 697 € | 135 934 772 € | 138 737 097 € | 137 352 036 € | Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1) | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| * il s'agit des sous-catégories de comptes présentées dans les contributions employeur au CAS Prévoyance. | | | | | | | | | |
| Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) | | | | | | | | | |
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| Résultat prévisionnel de l'exercice | 2 133 738 € | 282 324 € | 6 16 339 € | 2 735 557 € | | | | | |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 7 043 817 € | 6 851 495 € | 6 575 740 € | 7 408 830 € | | | | | |
| + reprise sur amortissements, dépréciations et provisions | 3 999 737 € | 3 866 945 € | 3 904 197 € | 3 831 848 € | | | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice | 0 € | 0 € | 0 € | 1 315 018 € | | | | | |
| = CAF * | 5 177 818 € | 3 266 834 € | 3 287 912 € | 4 994 528 € | | | | | |
| * capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement | | | | | | | | | |
| Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés | | | | | | | | | |
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | RESSOURCES | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| Insuffisance d'autofinancement* | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | Capacité d'autofinancement* | 5 177 818 € | 3 266 834 € | 3 287 912 € | 4 995 528 € |
| Investissements | 5 404 368 € | 7 879 251 € | 9 262 306 € | 7 182 351 € | Financement de l'Etat par l'Etat | 0 € | 4 500 € | 4 500 € | 0 € |
| Remboursement des dettes financières | 0 € | 195 000 € | 195 000 € | 193 502 € | Financement de l'Etat par des tiers autres que l'Etat | 1 752 839 € | 2 240 975 € | 2 424 333 € | 1 640 122 € |
| | | | | | Autres ressources | 220 154 € | 131 397 € | 711 400 € | 211 845 € |
| | | | | | Augmentation des dettes financières | 0 € | 195 000 € | 195 000 € | 199 887 € |
| | | | | | Variation des stocks (comptes 39 et 49) | -472 480 € | 0 € | 0 € | 471 820 € |
| | | | | | Variation répartition de créances | | | | 60 899 € |
| | | | | | Produits divers de gestion courante (correction en haut de bilan) | | | | 308 791 € |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 5 404 368 € | 8 074 251 € | 9 457 306 € | 7 375 853 € | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 6 678 321 € | 5 838 706 € | 6 623 145 € | 7 888 889 € |
| Aggravation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 1 279 935 € | | | 513 037 € | Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6) | | 2 238 546 € | 2 833 771 € | |
| POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT | | | | | | | | | |
| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT - PRELEVEMENT (8) | | | | | | 1 273 933 € | -2 235 546 € | -2 834 161 € | 513 037 € |
| Variation de BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | | | | | | -505 172 € | 5 210 892 € | 2 283 047 € | 2 582 915 € |
| Variation de la TRESORERIE - PRELEVEMENT ou APPORT | | | | | | 1 800 105 € | -7 446 437 € | -5 117 208 € | -2 049 879 € |
| Niveau de FONDS DE ROULEMENT | | | | | | 17 966 438 € | 13 460 590 € | 15 132 277 € | 18 479 475 € |
| Niveau de BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | | | | | | -9 943 200 € | -5 173 115 € | -7 800 153 € | -7 380 284 € |
| Niveau de la TRESORERIE | | | | | | 27 809 638 € | 18 633 705 € | 22 782 450 € | 25 899 798 € |

4.6.2. Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale ENS de Lyon

POUR VOTER DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| Compte de résultat | CHARGES | | PRODUITS | | Evolution 2019 | Evolution 2019 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------------|
| | Exécution 2018 | BR 2019 | Exécution 2018 | BR 2019 | | |
| Personnel | 94 701 584 € | 97 527 915 € | 97 754 684 € | 97 368 914 € | 111 999 898 € | 114 721 623 € |
| avec charges de pensions civiles* | 29 257 620 € | 29 911 985 € | 29 874 919 € | 29 868 707 € | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 33 409 623 € | 36 970 862 € | 38 229 847 € | 36 101 270 € | 7 206 263 € | 7 511 462 € |
| Autres subventions | | | | | 11 938 784 € | 12 548 000 € |
| Autres produits | | | | | 130 244 846 € | 134 781 091 € |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 128 111 207 € | 134 488 767 € | 136 984 531 € | 133 500 184 € | | |
| Résultat prévisionnel - bénéfice (2) = (2) - (1) | 2 133 738 € | 282 324 € | 616 338 € | 2 733 657 € | | |
| TOTAL EQUILIBRE de compte de résultat prévisionnel (1) + (2) | 130 244 846 € | 134 781 091 € | 137 600 870 € | 136 233 741 € | | |

* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

| | Exécution 2018 | BR 2019 | Evolution 2019 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice | 2 133 738 € | 282 324 € | 616 338 € |
| + bénéfice (2) | 7 062 342 € | 6 814 469 € | 7 371 797 € |
| + additions aux amortissements, dépréciations et provisions | 3 962 799 € | 3 855 513 € | 3 831 846 € |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | | | |
| + valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement versée au résultat de l'exercice | | | 1 306 568 € |
| = CAF * | 5 143 281 € | 3 241 706 € | 4 866 922 € |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| | Exécution 2018 | BR 2019 | Evolution 2019 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| EMPLOIS | | | |
| Insuffisance d'autofinancement* | | | |
| Investissements | 5 369 871 € | 7 669 291 € | 9 230 678 € |
| Remboursement des dettes financières | | 195 000 € | 193 502 € |
| Evolution des stocks (comptes 39 et 40) | | | -472 300 € |
| Evolution des provisions pour dépréciation de créances | | | 60 889 € |
| Produits divers de gestion courante (correction en haut de bilan) | | | 308 791 € |
| TOTAL DES EMPLOIS (6) | 5 369 871 € | 8 064 291 € | 7 361 459 € |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6) - (5) | 1 273 884 € | 2 250 898 € | 468 882 € |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | Exécution 2018 | BR 2019 | Evolution 2019 |
|--|----------------|--------------|----------------|
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT - PRELEVEMENT (8) | 1 273 884 € | -2 250 899 € | -468 882 € |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | -562 181 € | 5 178 001 € | 2 209 731 € |
| Variation de la TRESORERIE - PRELEVEMENT ou APPORT | 1 835 775 € | -7 428 800 € | -5 073 502 € |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 17 739 386 € | 13 214 173 € | 14 801 625 € |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | -9 945 016 € | -5 189 803 € | -7 705 285 € |
| Niveau de la TRESORERIE | 27 880 412 € | 18 403 976 € | 22 506 910 € |

4.6.3. Tableau de situation patrimoniale BDL

Tableau 6 : Tableau de situation patrimoniale BDL

POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Compte de résultat

| CHARGES | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | PRODUITS | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Personnel | 23 740 € | 68 908 € | 83 009 € | 76 781 € | Subventions de l'Etat | 976 902 € | 982 470 € | 983 870 € | 956 794 € |
| dont charges de pensions o/vies* | | | | | Fiscalité affectée | | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 1 095 902 € | 1 084 773 € | 1 053 219 € | 1 041 515 € | Autres subventions | 121 780 € | 151 239 € | 146 516 € | 138 440 € |
| | | | | | Autres produits | 20 870 € | 19 972 € | 25 841 € | 23 062 € |
| TOTAL DES CHARGES (1) | 1 119 642 € | 1 153 681 € | 1 136 227 € | 1 118 296 € | TOTAL DES PRODUITS (2) | 1 119 642 € | 1 153 681 € | 1 136 227 € | 1 118 296 € |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | Résultat prévisionnel : déficit (3) = (2) - (1) | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| TOTAL EQUILIBRE au compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 1 119 642 € | 1 153 681 € | 1 136 227 € | 1 118 296 € | TOTAL EQUILIBRE au compte de résultat prévisionnel (1) + (3) | 1 119 642 € | 1 153 681 € | 1 136 227 € | 1 118 296 € |

* Il s'agit des sous-catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfices (3) ou pertes (4)) | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| + dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 41 475 € | 36 526 € | 38 700 € | 37 063 € |
| - reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 8 938 € | 11 472 € | 8 460 € | 0 € |
| + valeur nette comptable des éléments d'actif cédés | | | | |
| - produits de cession d'éléments d'actifs | | | | |
| - quote-part des subventions d'investissement versées au résultat de l'exercice | | | | 8 459 € |
| = CAF ou IAF* | 34 537 € | 25 054 € | 28 240 € | 28 804 € |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | RESSOURCES | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | | | | | Capacité d'autofinancement* | 34 537 € | 25 054 € | 28 240 € | 28 804 € |
| Investissements | 44 517 € | 10 000 € | 28 630 € | 14 419 € | Financement de l'actif par l'Etat | | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | | | Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat | 10 330 € | | | 0 € |
| | | | | | Autres ressources | | | | |
| | | | | | Augmentation des dettes financières | | | | |
| | | | | | Variation des stocks (comptes 39 et 49) | | | | |
| | | | | | Variation dépréciation de créances | | | | |
| | | | | | Produits divers de gestion courants (correction en haut de bilan) | | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 44 517 € | 10 000 € | 28 630 € | 14 419 € | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 44 868 € | 25 054 € | 28 240 € | 28 804 € |
| Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5) | 349 € | 16 054 € | 14 185 € | 14 185 € | Diminution du fonds de roulement (8) = (6)-(7) | | | -390 € | |

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

| | Exécution 2018 | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|--|----------------|-----------|-----------|----------------|
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APOURT (6) | 349 € | 16 054 € | -390 € | 14 185 € |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | 36 019 € | 32 881 € | 43 316 € | -1 115 € |
| Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT ou APOURT | -35 670 € | -17 837 € | -43 706 € | 15 296 € |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 231 042 € | 246 417 € | 230 652 € | 245 227 € |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | 1 816 € | 16 688 € | 45 132 € | 700 € |
| Niveau de la TRESORERIE | 232 228 € | 229 729 € | 185 520 € | 244 524 € |

4.7. Annexe 7 : tableau présentant le plan de trésorerie

| DONNÉES D'EXECUTION (montants en € TTC) | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|--|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--|
| | (1) SOLDE INITIAL (début de mois) | 27 909 639 € | 47 883 651 € | 38 112 180 € | 28 081 344 € | 46 362 369 € | 36 764 007 € | 26 245 468 € | 63 983 271 € | 47 657 008 € | 38 402 503 € | 54 417 101 € | 46 630 131 € |
| ENCAISEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| A1. Recettes budgétaires globales | 2 426 € | 29 741 634 € | 729 760 € | 29 730 079 € | 557 077 € | 769 812 € | 41 016 537 € | 283 492 € | 589 001 € | 17 842 657 € | 1 388 410 € | 3 583 763 € | 126 335 747 € |
| Subvention pour charges de service public | | 28 615 077 € | | 28 615 077 € | | 5 000 € | 40 061 101 € | | | 17 073 019 € | | 1 201 437 € | 115 965 730 € |
| Autres financements de l'Etat | | | | | 47 314 € | | | | 63 987 € | 34 583 € | | 37 884 € | 39 583 € |
| Autres financements publics | 484 677 € | 279 586 € | 345 359 € | 279 586 € | 37 000 € | 439 554 € | 256 597 € | 39 845 € | 325 291 € | 221 870 € | 491 248 € | 586 452 € | 3 469 479 € |
| Autres financements publics | 2 426 € | 661 679 € | 384 401 € | 635 416 € | 472 763 € | 325 358 € | 688 840 € | 243 647 € | 613 188 € | 613 188 € | 868 161 € | 1 755 970 € | 7 081 789 € |
| A2. Recettes budgétaires flechées | 0 € | 20 300 € | 340 165 € | 86 464 € | 499 123 € | 846 000 € | 1 110 867 € | 321 570 € | 631 713 € | 650 210 € | 581 107 € | 1 433 145 € | 6 621 564 € |
| Financements de l'Etat flechés | | | | | 34 000 € | 126 000 € | 1 094 367 € | 296 612 € | 534 430 € | 36 000 € | 86 014 € | 129 051 € | 419 065 € |
| Autres financements publics flechés | | | | | 37 869 € | 659 486 € | 1 084 367 € | 296 612 € | 534 430 € | 4 381 170 € | 183 310 € | 953 488 € | 4 935 703 € |
| Recettes propres flechées | 29 877 227 € | -27 912 003 € | -182 071 € | 447 589 € | 97 617 € | -116 589 € | -728 593 € | 1 349 171 € | -39 826 € | 332 684 € | 1 497 484 € | -1 036 491 € | 3 897 722 € |
| Nouveaux emprunts - cautions résidences étudiantes | 8 482 € | 2 107 € | 1 047 € | 1 745 € | 1 370 € | 395 € | 0 € | 53 596 € | 124 405 € | 4 260 € | 797 € | 3 555 € | 188 489 € |
| Opérations gérées en compte de tiers (encaissements) | 549 015 € | 29 937 € | 136 € | -12 751 € | 6 235 € | 83 541 € | -974 € | 1 022 € | 471 € | 7 32 € | 2 550 € | 1 086 674 € | 1 740 788 € |
| TVA encaissée | 70 € | 935 072 € | 21 740 € | 100 728 € | 482 336 € | 30 622 € | 32 594 € | 524 232 € | 41 030 € | 41 030 € | 90 892 € | 92 118 € | 2 382 510 € |
| Autres encaissements sur comptes de tiers | 29 319 630 € | -28 873 119 € | -204 364 € | 357 976 € | -30 939 € | -231 127 € | -750 203 € | 770 321 € | -175 638 € | 236 662 € | 1 403 185 € | -2 215 638 € | -404 075 € |
| A. TOTAL | 29 879 652 € | 1 849 931 € | 887 854 € | 30 264 241 € | 1 485 211 € | 1 500 244 € | 41 398 811 € | 1 954 233 € | 1 160 888 € | 18 925 551 € | 3 468 000 € | 3 990 416 € | 136 755 033 € |
| DECAISEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| B1. Enveloppes lors recettes flechées | 1 736 282 € | 3 238 376 € | 9 873 205 € | 18 730 929 € | 10 280 189 € | 10 282 375 € | 10 561 959 € | 1 982 770 € | 1 680 522 € | 17 602 212 € | 9 953 401 € | 30 281 226 € | 126 193 447 € |
| Personnel | 12 566 € | 68 781 € | 7 598 992 € | 15 462 538 € | 7 690 285 € | 7 745 694 € | 7 965 632 € | 0 € | 13 351 € | 15 469 310 € | 7 222 699 € | 24 113 785 € | 93 871 564 € |
| Fonctionnement | 1 598 987 € | 2 569 800 € | 2 102 860 € | 3 049 841 € | 2 518 127 € | 2 314 050 € | 2 095 492 € | 1 979 203 € | 1 480 413 € | 1 832 313 € | 1 833 631 € | 3 530 537 € | 27 005 326 € |
| Intervention | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Investissement | 134 748 € | 569 797 € | 181 352 € | 218 549 € | 71 777 € | 202 631 € | 502 814 € | 3 567 € | 176 728 € | 260 589 € | 397 161 € | 2 596 644 € | 5 316 558 € |
| B2. Dépenses sur recettes flechées | 103 522 € | 198 706 € | 612 338 € | 810 893 € | 543 228 € | 650 602 € | 927 220 € | 20 003 € | 430 101 € | 1 197 477 € | 780 078 € | 2 061 784 € | 8 335 491 € |
| Personnel | -12 513 € | 0 € | 293 931 € | 594 124 € | 311 628 € | 301 735 € | 303 039 € | 0 € | 0 € | 595 396 € | 297 146 € | 884 026 € | 3 668 511 € |
| Fonctionnement | 100 670 € | 119 984 € | 217 994 € | 181 394 € | 203 245 € | 282 392 € | 354 473 € | 17 995 € | 330 316 € | 248 127 € | 353 401 € | 363 559 € | 2 173 520 € |
| Intervention | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Investissement | 15 365 € | 78 722 € | 100 443 € | 35 445 € | 28 355 € | 65 395 € | 269 708 € | 2 008 € | 89 785 € | 353 954 € | 129 531 € | 714 209 € | 1 883 480 € |
| B3. Opérations non budgétaires | 8 065 835 € | 8 184 318 € | 423 747 € | -7 848 676 € | 240 157 € | 1 106 348 € | -7 827 723 € | 16 277 723 € | 8 326 771 € | -15 888 738 € | 521 491 € | -7 602 232 € | 4 275 974 € |
| Nouveaux emprunts - cautions résidences étudiantes | 10 892 € | 3 464 € | 0 € | 0 007 € | 28 103 € | 57 463 € | 64 538 € | 1 546 € | 1 396 € | 7 017 € | 1 775 € | 395 € | 182 114 € |
| Opérations gérées en compte de tiers (décaissements) | 113 305 € | 272 260 € | 183 115 € | 186 785 € | 205 106 € | 216 175 € | 267 197 € | 58 154 € | 181 635 € | 284 897 € | 265 501 € | 897 178 € | 3 131 306 € |
| TVA décaissée | 7 939 238 € | 7 697 604 € | 230 168 € | -8 039 677 € | -284 € | 269 845 € | -8 230 763 € | 16 218 021 € | 8 141 740 € | -16 181 850 € | 243 143 € | -8 501 365 € | -13 612 € |
| Autres décaissements sur comptes de tiers | 9 906 639 € | 11 621 402 € | 10 988 890 € | 11 893 217 € | 11 063 874 € | 12 018 793 € | 3 661 008 € | 10 280 498 € | 10 435 394 € | 2 910 955 € | 11 254 970 € | 24 750 788 € | 138 804 912 € |
| (2) SOLDE DU MOIS = A - B | 19 974 013 € | -9 771 471 € | -10 020 838 € | 18 271 025 € | -9 598 362 € | -10 518 539 € | 37 737 804 € | -16 326 263 € | -9 254 506 € | 16 014 598 € | -7 786 970 € | -20 770 372 € | -2 049 879 € |
| SOLDE CUMULE (1) * (2) | 47 883 651 € | 38 112 180 € | 28 091 344 € | 46 362 369 € | 36 764 007 € | 26 245 468 € | 63 983 271 € | 47 657 008 € | 38 402 503 € | 54 417 101 € | 46 630 131 € | 25 669 759 € | -1 813 927 € |
| | | | | | | | | | | | | | dont trésorerie flechée = A2 - B2 |
| | | | | | | | | | | | | | dont trésorerie sur opérations non budgétaires = A3-B3 |

4.8. Annexe 8 : tableau des opérations liées aux recettes fléchées

Tableau 8 - EPSCP
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées *

| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a) | Antérieures à 2019 non dénouées | Exécution 2019 | Prévision 2020 | Prévision 2021 | Prévision 2022 |
|---|---------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| Recettes fléchées (b) | 20 539 208 € | 6 521 564 € | 6 796 989 € | 3 535 050 € | 2 575 539 € |
| Financements de l'État fléchés | 1 090 379 € | 419 065 € | 323 622 € | 161 118 € | 149 374 € |
| Autres financements publics fléchés | 17 301 600 € | 4 935 703 € | 5 591 995 € | 2 797 444 € | 2 041 803 € |
| Recettes propres fléchées | 2 147 229 € | 1 166 796 € | 883 372 € | 686 488 € | 384 362 € |
| Dépenses sur recettes fléchées (c) | 14 736 927 € | 8 335 491 € | 7 941 966 € | 5 683 161 € | 2 159 888 € |
| Personnel | | | | | |
| AE=CP | 7 689 982 € | 3 668 511 € | 4 277 623 € | 2 806 805 € | 1 072 115 € |
| Fonctionnement et intervention | | | | | |
| AE | 5 870 041 € | 2 893 880 € | 3 168 669 € | 2 830 237 € | 1 043 009 € |
| CP | 5 775 542 € | 2 773 520 € | 3 276 545 € | 2 877 102 € | 1 059 773 € |
| Investissement | | | | | |
| AE | 1 459 861 € | 1 762 262 € | 366 921 € | 299 254 € | 37 000 € |
| CP | 1 304 403 € | 1 853 460 € | 387 800 € | 299 254 € | 37 000 € |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c) | 5 802 281 € | -1 813 927 € | -1 142 979 € | -2 046 111 € | 415 651 € |

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)

4.9. Annexe 9 : tableau agrégé des opérations pluriannuelles

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles

A - Dépenses

| Opérations | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | | Crédits de paiement | | | | Restes | |
|--|------------------------|---|-----------------------------------|------------------------------|--------------------------------|--|--|---|-----------------------------|--|---|
| | | AE consommées au titre des années antérieures | AE nouvelles ouvertes en années n | AE consommées pour l'année n | AE consommées pour l'année n-1 | CP ouverts au titre des années antérieures | CP consommés au titre des années antérieures | CP reportés ou réprogrammés en années n | CP consommés pour l'année n | Restes à engager en fin d'année n (AE) | Restes à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP) |
| R1 - SCSP | 697 500 € | 145 000 € | 6 883 891 € | 11 901 332 € | 11 901 332 € | 11 901 332 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 018 546 € | 18 128 900 € |
| R1 - SCSP | 262 708 € | 63 800 € | 43 251 € | 10 848 589 € | 10 848 589 € | 10 848 589 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| R2 - HORS-ANR | 5 511 699 € | 762 701 € | 1 482 156 € | 23 556 € | 23 556 € | 23 556 € | 0 € | 0 € | 0 € | 238 996 € | 23 105 € |
| R2 - ANR Avenir | 1 598 972 € | 5 000 € | 109 469 € | 109 469 € | 109 469 € | 109 469 € | 0 € | 0 € | 0 € | 228 465 € | 0 € |
| R2 - SUBV REGION | 1 200 331 € | 1 598 972 € | 234 715 € | 219 943 € | 219 943 € | 219 943 € | 0 € | 0 € | 0 € | 107 461 € | 8 563 € |
| R2 - SUBV UE | 3 583 896 € | 1 578 035 € | 1 456 286 € | 1 200 331 € | 1 200 331 € | 1 200 331 € | 0 € | 0 € | 0 € | 432 896 € | 5 447 € |
| R2 - FONDS AUTRES | 72 488 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 9 149 € | 5 572 € |
| R13 - AUTRES | 277 894 € | 114 818 € | 163 105 € | 10 786 032 € | 11 490 389 € | 7 653 706 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 979 830 € | 19 169 700 € |
| Total contrats de recherche | 49 931 662 € | 12 116 000 € | 6 883 891 € | 7 135 335 € | 11 901 332 € | 11 901 332 € | 0 € | 0 € | 0 € | 2 018 546 € | 176 327 € |
| R4 - HORS-ANR | 32 685 146 € | 19 861 011 € | 0 € | 10 688 689 € | 10 688 689 € | 4 873 834 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| R4 - ANR Avenir | 1 408 805 € | 930 574 € | 0 € | 233 556 € | 233 556 € | 912 560 € | 0 € | 0 € | 0 € | 238 996 € | 23 105 € |
| R4 - SUBV REGION | 408 200 € | 102 000 € | 0 € | 109 469 € | 109 469 € | 96 007 € | 0 € | 0 € | 0 € | 107 461 € | 8 563 € |
| R4 - SUBV UE | 2 376 176 € | 1 723 337 € | 0 € | 234 715 € | 219 943 € | 1 720 179 € | 0 € | 0 € | 0 € | 432 896 € | 5 447 € |
| R4 - FONDS AUTRES | 258 252 € | 49 789 € | 0 € | 12 099 € | 12 099 € | 40 977 € | 0 € | 0 € | 0 € | 9 149 € | 5 572 € |
| R12 - AUTRES | 5 634 € | 2 879 € | 0 € | 2 227 € | 2 227 € | 2 579 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Total contrats | 37 139 979 € | 22 669 300 € | 0 € | 10 786 032 € | 11 490 389 € | 7 653 706 € | 0 € | 0 € | 0 € | 8 871 342 € | 8 330 343 € |
| R7 - ANR Avenir | 6 452 207 € | 6 452 207 € | 0 € | 0 € | 0 € | 6 452 207 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| R11 - SUBV AUTRES | 8 000 000 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 8 000 000 € | 0 € |
| Audafinancement | 11 639 544 € | 415 043 € | 0 € | 1 476 715 € | 1 054 952 € | 553 744 € | 0 € | 0 € | 0 € | 10 169 539 € | -100 488 € |
| Total programmes | 26 121 751 € | 6 897 250 € | 0 € | 1 476 715 € | 1 054 952 € | 7 035 951 € | 0 € | 0 € | 0 € | 10 169 539 € | -100 488 € |
| Contrat de partenariat public-privé | 26 376 525 € | 26 360 108 € | 0 € | 16 417 € | 16 417 € | 1 596 833 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 22 862 533 € |
| Total | 138 869 917 € | 67 041 718 € | 0 € | 19 233 155 € | 19 897 103 € | 26 817 622 € | 0 € | 0 € | 0 € | 17 989 216 € | 41 108 092 € |

B - Recettes

| Opérations | Montant de l'opération | Prélèvement sur la trésorerie | | Financements extérieurs | | Restes à encaisser |
|--|------------------------|-------------------------------|---|----------------------------|---------------------|---------------------|
| | | Montant | Encasements au titre des années antérieures | Encasements pour l'année n | Restes à encaisser | |
| R1 - SCSP | 697 500 € | 133 750 € | 153 750 € | 133 750 € | 133 750 € | 18 128 900 € |
| R1 - SCSP | 262 708 € | 262 708 € | 160 236 € | 102 472 € | 102 472 € | -2 € |
| R2 - HORS-ANR | 5 511 699 € | 5 511 699 € | 474 881 € | 2 824 547 € | 2 824 547 € | 0 € |
| R2 - ANR Avenir | 1 598 972 € | 1 598 972 € | 109 469 € | 109 469 € | 109 469 € | 0 € |
| R2 - SUBV REGION | 1 200 331 € | 3 120 331 € | 629 739 € | 133 932 € | 2 104 000 € | 0 € |
| R2 - SUBV UE | 3 583 896 € | 19 869 972 € | 19 869 972 € | 988 689 € | 14 808 922 € | 0 € |
| R2 - FONDS AUTRES | 72 488 € | 3 583 896 € | 1 699 496 € | 1 699 496 € | 1 699 496 € | 0 € |
| R13 - AUTRES | 277 894 € | 0 € | 38 244 € | 14 488 € | 21 746 € | 0 € |
| Total contrats de recherche | 49 931 662 € | 17 229 712 € | 5 828 958 € | 5 828 958 € | 26 497 008 € | 18 359 059 € |
| R4 - HORS-ANR | 32 685 146 € | 5 947 527 € | 8 378 550 € | 8 378 550 € | 18 359 059 € | 0 € |
| R4 - ANR Avenir | 1 408 805 € | 1 408 805 € | 974 221 € | 182 277 € | 262 527 € | 0 € |
| R4 - SUBV REGION | 408 200 € | 26 400 € | 95 445 € | 289 355 € | 289 355 € | 0 € |
| R4 - SUBV UE | 2 376 176 € | 1 983 976 € | 189 029 € | 207 774 € | 2 077 774 € | 0 € |
| R4 - FONDS AUTRES | 258 252 € | 49 789 € | 6 500 € | 5 000 € | 5 000 € | 0 € |
| R12 - AUTRES | 5 634 € | 0 € | 3 500 € | 994 € | 994 € | 0 € |
| Total programmes | 26 121 751 € | 11 639 544 € | 6 097 507 € | 0 € | 384 700 € | 19 099 488 € |
| Contrat de partenariat public-privé | 26 376 525 € | 0 € | 6 097 507 € | 0 € | 384 700 € | 19 099 488 € |
| Total | 138 869 917 € | 11 917 528 € | 12 195 014 € | 0 € | 769 400 € | 38 198 976 € |

4.11. Annexe 10 : tableau détaillé des opérations pluriannuelles

Tableau 10 EPS CP
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

| Opération | Nature | Prévision pluriannuelle | | Prévision N (B1 + B2) | | | | | | | | | | | | | Prévision N+1 et suivantes | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---------------------------|-----|---|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|------------|---------------------|---------------------|---|------------|---|------------|---|----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | Coût total de l'opération | (1) | AE consommées en années antérieures à N | (2) | AE nouvelles ouvertes en N | (3) | AE reportées en N | (4) | AE reportées en N-1 | (5) | AE consommées en années antérieures à N-1 | (6) | AE consommées en années antérieures à N-2 | (7) | AE consommées en années antérieures à N-3 | (8) | CP consommées en N | (9) | CP consommées en N-1 | (10) | CP consommées en N-2 | (11) | CP prévues en N+1 | (12) | CP prévues en N+2 | (13) | | | | |
| Dépenses d'investissement (PP) | Investissement | 28 121 751 € | | 6 897 250 € | 1 476 715 € | 1 054 962 € | 7 035 951 € | 7 035 951 € | 0 € | 1 217 162 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 0 € | 1 016 729 € | 0 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | | |
| Total Dépenses d'investissement 1 | | 28 121 751 € | | 6 897 250 € | 1 476 715 € | 1 054 962 € | 7 035 951 € | 7 035 951 € | 0 € | 1 217 162 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 0 € | 1 016 729 € | 0 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | 1 016 729 € | | |
| Contrats de recherche | Personnel Fonctionnement et intervention Investissement | 3 615 576 € | | 7 079 185 € | 3 415 020 € | 3 379 046 € | 7 079 185 € | 7 079 185 € | 0 € | 3 415 019 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 0 € | 3 379 041 € | 0 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | | |
| Total contrat de recherche 2 | | 3 615 576 € | | 7 079 185 € | 3 415 020 € | 3 379 046 € | 7 079 185 € | 7 079 185 € | 0 € | 3 415 019 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 0 € | 3 379 041 € | 0 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | 3 379 041 € | |
| Contrat de formation continue | Personnel Investissement | 49 931 662 € | | 1 420 239 € | 1 330 057 € | 1 329 924 € | 1 273 782 € | 1 273 782 € | 0 € | 1 465 902 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 0 € | 1 465 789 € | 0 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | |
| Total contrat de formation continue 3 | | 49 931 662 € | | 1 420 239 € | 1 330 057 € | 1 329 924 € | 1 273 782 € | 1 273 782 € | 0 € | 1 465 902 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 0 € | 1 465 789 € | 0 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | 1 465 789 € | |
| Contrat d'engagement | Personnel Fonctionnement et intervention Investissement | 32 486 046 € | | 22 058 941 € | 202 469 € | 289 471 € | 11 837 316 € | 7 043 286 € | 0 € | 9 500 834 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 0 € | 8 031 863 € | 0 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | |
| Total contrat de formation 4 | | 37 139 579 € | | 22 058 941 € | 202 469 € | 289 471 € | 11 837 316 € | 7 043 286 € | 0 € | 9 500 834 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 0 € | 8 031 863 € | 0 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | 8 031 863 € | |
| Contrat de partenariat public-privé | Personnel Investissement | 28 376 525 € | | 25 360 108 € | 16 417 € | 16 417 € | 1 596 633 € | 1 596 633 € | 0 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 0 € | 917 359 € | 0 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € |
| Total contrat partenariat public-privé 5 | | 28 376 525 € | | 25 360 108 € | 16 417 € | 16 417 € | 1 596 633 € | 1 596 633 € | 0 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 0 € | 917 359 € | 0 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € | 917 359 € |
| Sa total personnel | | 7 689 962 € | | 7 689 962 € | 3 705 518 € | 3 668 913 € | 7 689 962 € | 7 689 962 € | 0 € | 3 705 518 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 0 € | 3 668 913 € | 0 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € |
| Sa total fonctionnement et intervention | | 51 034 625 € | | 51 034 625 € | 12 703 847 € | 13 638 877 € | 12 188 286 € | 12 188 286 € | 0 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 0 € | 11 584 624 € | 0 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € | 11 584 624 € |
| Sa total investissement | | 8 348 111 € | | 8 348 111 € | 2 823 996 € | 2 405 104 € | 8 340 354 € | 8 340 354 € | 0 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 0 € | 2 868 077 € | 0 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € | 2 868 077 € |
| TOTAL | | 138 869 517 € | | 67 041 718 € | 67 041 718 € | 67 041 718 € | 28 187 622 € | 28 187 622 € | 0 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 0 € | 17 988 216 € | 0 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € |

* Dans les dépenses, ne sont pas comptabilisés les prélevements des contrats et des fonds de gestion sur les dépenses récurrentes

B - Prévisions de recettes

| Opération | Nature | Prévision | | Prévisions en N+1 et suivantes | | |
|---|-------------------------------|----------------------------|------|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | | Financement de l'opération | (13) | Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus en N+3 |
| Dépenses d'investissement (PP) | Financement de l'Etat* | 6 482 207 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| | Autres financements publics** | 8 000 000 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| | Autres financements*** | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| Total PPI 1 | | 14 482 207 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| Contrats de recherche | Financement de l'Etat* | 1 897 277 € | | 323 622 € | 161 116 € | 277 756 € |
| | Autres financements publics** | 42 097 468 € | | 5 221 991 € | 2 525 921 € | 15 630 773 € |
| | Autres financements*** | 6 659 938 € | | 883 372 € | 686 469 € | 779 058 € |
| Total contrat de recherche 2 | | 49 654 683 € | | 6 428 985 € | 3 368 506 € | 16 687 587 € |
| Contrat de formation continue | Financement de l'Etat* | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| | Autres financements publics** | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| Total contrat de formation continue 3 | | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| Contrat d'engagement | Financement de l'Etat* | 52 869 707 € | | 9 695 741 € | 6 190 744 € | 2 468 574 € |
| | Autres financements publics** | 4 204 872 € | | 370 094 € | 254 523 € | 114 619 € |
| | Autres financements*** | 5 000 € | | 3 500 € | 594 € | 994 € |
| Total contrat de formation 4 | | 57 079 580 € | | 10 069 835 € | 6 445 861 € | 2 684 387 € |
| Contrat de partenariat public-privé | Financement de l'Etat* | 28 376 525 € | | 905 000 € | 905 000 € | 21 052 533 € |
| | Autres financements publics** | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| | Autres financements*** | 0 € | | 0 € | 0 € | 0 € |
| Total contrat partenariat public-privé 5 | | 28 376 525 € | | 905 000 € | 905 000 € | 21 052 533 € |
| Total contrat | | 138 869 517 € | | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € |
| Sa total personnel | | 7 689 962 € | | 3 705 518 € | 3 668 913 € | 3 668 913 € |
| Sa total fonctionnement et intervention | | 51 034 625 € | | 12 703 847 € | 12 188 286 € | 12 188 286 € |
| Sa total investissement | | 8 348 111 € | | 2 823 996 € | 2 405 104 € | 8 340 354 € |
| TOTAL | | 138 869 517 € | | 17 988 216 € | 17 988 216 € | 17 988 216 € |

* Sous-ventil pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affective, financement de l'Etat Écarts

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchées

4.12. Annexe 11 : tableau des unités mixtes de recherche

| Unités | Moyens de l'établissement | | MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT | | | | | | | | | |
|--|---------------------------|-----------|---------------------------------------|----------|-------|-------------|-----------|----------|-----|-----------------------|----------|--|
| | Personnel | Emplois | CNRS | INRA | INRIA | INSERM | UCBL | LYON2 | IEP | Autres établissements | | |
| IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5082 - L15 | Fonctionnement | 33 570 € | 29 750 € | | | | | 8 440 € | 3 | 7 670 € | 7 | |
| | Personnel | | 13 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206 - L19 | Fonctionnement | 67 080 € | 48 510 € | | | | | 34 416 € | 25 | 22 100 € | 13 | |
| | Personnel | | 9 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 - UMR5611 - L29 | Fonctionnement | 58 930 € | 74 000 € | | | | | 48 240 € | 19 | | 55 205 € | |
| | Personnel | 6 000 € | 26 | | | | | | | | 55 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| ICAR Interactions, Corps, Apprentissages et Représentations UMR5191 - L16 | Fonctionnement | 22 423 € | 29 700 € | | | | | 68 995 € | 20 | | 0 € | |
| | Personnel | 17 997 € | 16 | | | | | | | | 17 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600 - L12 | Fonctionnement | 43 860 € | 55 000 € | | | | | 26 522 € | 21 | | 69 563 € | |
| | Personnel | | 11 | | | | | | | | 33 | |
| | Investissement | | 4 000 € | | | | | | | | | |
| CIWV Centre Max WEBER UMR 5040 - L14 | Fonctionnement | 11 610 € | 21 000 € | | | | | 61 000 € | 18 | | 25 000 € | |
| | Personnel | | 7 | | | | | | | | 5 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190 - L17 | Fonctionnement | 21 930 € | 33 820 € | | | | | 56 019 € | 33 | | 49 173 € | |
| | Personnel | | 15 | | | | | | | | 33 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| CHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Médiévaux UMR 5648 - L11 | Fonctionnement | 13 760 € | 26 000 € | | | | | 31 358 € | 13 | | 45 687 € | |
| | Personnel | | 10 | | | | | | | | 13 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5824 - L13 | Fonctionnement | 11 180 € | 31 280 € | | | | 3 000 € | 47 514 € | 20 | | 37 183 € | |
| | Personnel | | 15 | | | | 1 | | | | 8 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| CNE Centre Norbert ELIAS UMR 8562 | Fonctionnement | | | | | | | | 1 | | 1 | |
| | Personnel | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189 - L21 | Fonctionnement | 15 050 € | 54 510 € | | | | | 47 881 € | | | 42 269 € | |
| | Personnel | | | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| GRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574 - S11 | Fonctionnement | 19 780 € | 35 000 € | | | | 52 000 € | | 2 | | | |
| | Personnel | | 4 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| Institut des Sciences Analytiques UMR 5280 - S82 | Fonctionnement | 39 580 € | 951 600 € | | | | 115 000 € | | | | | |
| | Personnel | | 5 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| IGFL Institut de Génétique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242 - S62 | Fonctionnement | 64 418 € | 197 291 € | 33 150 € | | | | | 2 | | | |
| | Personnel | 48 242 € | 18 | 10 | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239 - S60 | Fonctionnement | 144 580 € | 164 600 € | | | | 22 500 € | | 4 | | | |
| | Personnel | 30 000 € | 19 | | | | 8 | | | | 2 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| Laboratoire de Chimie UMR 5182 - S81 | Fonctionnement | 94 600 € | 85 000 € | | | | 11 607 € | | | | | |
| | Personnel | | 16 | | | | 1 | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| LIP Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme UMR5683 - S71 | Fonctionnement | 93 740 € | 75 000 € | 5 000 € | | | 58 500 € | | | | | |
| | Personnel | | 12 | 16 | | | 6 | | | | 1 | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| Laboratoire de Physique UMR 5672 - S80 | Fonctionnement | 172 432 € | 249 000 € | | | | 8 000 € | | | | | |
| | Personnel | 17 628 € | 44 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570 - S10 | Fonctionnement | 105 500 € | 90 000 € | | | | 144 000 € | | | | | |
| | Personnel | | 2 | | | | 10 | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667 - S63 | Fonctionnement | 106 640 € | 137 204 € | 67 300 € | | | 25 500 € | | | | | |
| | Personnel | | 13 | 16 | | | 4 | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669 - S70 | Fonctionnement | 57 720 € | 60 000 € | 7 000 € | | | | | | | | |
| | Personnel | 8 500 € | 19 | | | | | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |
| Centre International de Recherche en Infectiologie (UMH) U1111 - UMR5308 - S61 | Fonctionnement | 49 450 € | 160 600 € | | | 1 040 477 € | 160 000 € | | | | | |
| | Personnel | | 8 | | 20 | | 1 | | | | | |
| | Investissement | | | | | | | | | | | |

4.13. Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Tableau de synthèse budgétaire et comptable Etablissement

| POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT | | | Exécution 2019 | |
|---|---|---|--|-------------|
| Stocks initiaux | 1 | Niveau initial de restes à payer | 41 355 651 € | |
| | 2 | Niveau initial du fonds de roulement | 17 966 438 € | |
| | 3 | Niveau initial du besoin en fonds de roulement | -9 943 200 € | |
| | 4 | Niveau initial de la trésorerie | 27 909 638 € | |
| | 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | | |
| | 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | | |
| Flux de l'année | 5 | Autorisations d'engagement | 135 475 662 € | |
| | 6 | Résultat patrimonial | 2 733 557 € | |
| | 7 | Capacité d'autofinancement (CAF) | 4 995 526 € | |
| | 8 | Variation du fonds de roulement | 513 037 € | |
| | 9 | Opérations bilanciellées non budgétaires | SENS | 6 385 € |
| | | Nouvel emprunt / remboursement de prêt | + / - | |
| | | Remboursement d'emprunt / prêt accordé | + | |
| | | Cautionnements et dépôts | + | 6 385 € |
| | 10 | Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires | SENS | 841 511 € |
| | | Variation des stocks | + | 471 821 € |
| | | variation dépréciation de créances | + | 60 899 € |
| | | Charges sur créances irrécouvrables | - | |
| | | Produits divers de gestion courante | + | 308 791 € |
| | 11 | Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires | SENS | 1 336 768 € |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + | 1 199 832 € |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - | | |
| | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | - | -136 936 € | |
| 12 | Soilde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | | -1 671 627 € | |
| | 12.a | Recettes budgétaires | 132 857 311 € | |
| | 12.b | Crédits de paiement consommés | 134 528 937 € | |
| 13 | Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | | 378 252 € | |
| 14 | Variation de la trésorerie = 12 - 13 | | -2 049 879 € | |
| | 14.a | dont variation de la trésorerie fléchée | | |
| | 14.b | dont variation de la trésorerie non fléchée | | |
| 15 | Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | | 2 562 916 € | |
| 16 | Restes à payer | | 946 724 € | |
| Stocks finaux | 17 | Niveau final de restes à payer | 42 302 375 € | |
| | 18 | Niveau final du fonds de roulement | 18 479 475 € | |
| | 19 | Niveau final du besoin en fonds de roulement | -7 380 284 € | |
| | 20 | Niveau final de la trésorerie | 25 859 759 € | |
| | | 20.a | dont niveau final de la trésorerie fléchée | |
| | | 20.b | dont niveau final de la trésorerie non fléchée | |
| | | Comptabilité budgétaire | | |
| | | Comptabilité générale | | |

Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Tableau 2 DPCECP - EXECUTION 2019

Masse salariale Etat notifiée par la DGESEP : 101 572 708 €

Masse salariale votée au fil du compte de gestion : 98 797 388 €

Masse salariale globale votée après dernier BR n°1 : 98 795 548,01 €

Masse salariale Etat notifiée par la DGESEP : 03/01/2019

Masse salariale votée au fil du compte de gestion :

Masse salariale globale votée après dernier BR n°1 :

N° BR à renseigner par l'établissement

| | euros et AE = CP | Exercice 2018 | | | Cumul au 30 avril 2019 | | Cumul au 30 septembre 2019 | | Exercice 2019 | | écart exécution 2018 - exécution 2019 |
|---|---|----------------|---------------------|------------------------------------|------------------------|------------|----------------------------|----------------|---------------------|------------|---------------------------------------|
| | | Budget initial | Budget rectificatif | Dernière prévision d'exécution (B) | Exécution | Exécution | Exécution | Budget initial | Budget rectificatif | Exécution | |
| Titulaires | Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS stagiaires uniquement) | 79 437 775 | 79 619 211 | 79 617 416 | 18 294 130 | 81 128 647 | 81 183 961 | 81 128 647 | 81 183 961 | 55 752 429 | 1 032 038 |
| | | 24 700 360 | 8 275 337 | | | | | | | 24 889 904 | 189 544 |
| | | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Non titulaires | Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires (dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)) | 11 324 816 | 10 888 723 | 10 725 115 | 975 619 | 10 828 795 | 10 607 336 | 10 828 795 | 10 607 336 | 3 056 672 | 284 482 |
| | | 328 899 | 106 058 | | | | | | | 577 826 | 246 927 |
| | | 11 324 816 | 10 888 723 | 10 725 115 | 3 511 951 | 10 828 795 | 10 607 336 | 10 828 795 | 10 607 336 | 10 608 406 | -163 625 |
| Emplois sous plafond 1 (1) | Emplois sous plafond 2 (1b) | 90 762 891 | 90 507 934 | 90 342 531 | 30 082 617 | 91 957 432 | 91 790 897 | 91 957 432 | 91 790 897 | 91 150 739 | 1 057 957 |
| | | 1 063 525 | 1 063 525 | 1 063 525 | 3 431 924 | 3 431 924 | 3 431 924 | 3 431 924 | 3 431 924 | 843 972 | -285 |
| | | 4 322 216 | 4 335 108 | 4 335 108 | 517 620 | 5 198 036 | 5 365 800 | 5 198 036 | 5 365 800 | 1 532 749 | -193 959 |
| Titulaires | Enseignants et enseignants chercheurs | 4 322 216 | 4 335 108 | 4 335 108 | 1 881 346 | 5 198 036 | 5 365 800 | 5 198 036 | 5 365 800 | 4 964 673 | 660 013 |
| | | 79 437 775 | 79 619 211 | 79 617 416 | 18 294 130 | 81 128 647 | 81 183 961 | 81 128 647 | 81 183 961 | 55 752 429 | 1 032 038 |
| | | 24 700 360 | 8 275 337 | | | | | | | 24 889 904 | 189 544 |
| Non titulaires | Enseignants et enseignants chercheurs | 15 647 632 | 15 223 630 | 15 060 223 | 3 599 857 | 16 014 623 | 15 973 136 | 16 014 623 | 15 973 136 | 10 864 658 | 394 866 |
| | | 4 407 898 | 1 483 139 | | | | | | | 4 588 421 | 90 523 |
| | | 15 647 632 | 15 223 630 | 15 060 223 | 5 093 296 | 16 014 623 | 15 973 136 | 16 014 623 | 15 973 136 | 16 473 079 | 488 388 |
| Total général (emplois rémunérés par l'opérateur) | Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3) | 95 084 807 | 94 843 041 | 94 677 639 | 31 683 383 | 97 143 470 | 97 166 697 | 97 143 470 | 97 166 697 | 96 116 412 | 1 707 970 |
| | | 1 409 965 | 1 685 068 | 1 599 334 | 187 455 | 1 224 988 | 1 213 184 | 1 224 988 | 1 213 184 | 1 072 084 | -33 018 |
| | | 96 584 762 | 96 508 110 | 96 276 973 | 31 650 919 | 96 338 456 | 96 389 881 | 96 338 456 | 96 389 881 | 97 157 506 | 1 674 962 |
| Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS (dommées par OREMS en exécution) | Autres dépenses non ventilables dans OREMS (4) | 512 543 | 552 641 | 431 524 | 122 344 | 429 900 | 415 697 | 429 900 | 415 697 | 352 956 | 30 926 |
| | | 97 197 306 | 97 060 731 | 96 798 497 | 95 634 197 | 96 797 356 | 96 785 548 | 96 797 356 | 96 785 548 | 97 540 075 | 1 705 876 |
| | | 31 887 893 | 31 765 215 | 31 638 233 | 31 818 849 | 33 219 731 | 33 218 869 | 33 219 731 | 33 218 869 | 33 191 145 | 1 372 296 |
| Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS (dommées par OREMS en exécution) | Autres dépenses de personnel sur contrats de recherche (6) | 4 054 360 | 4 031 500 | 4 031 500 | 3 927 708 | 5 103 090 | 5 193 482 | 5 103 090 | 5 193 482 | 4 358 582 | 430 874 |
| | | 31 887 893 | 31 765 215 | 31 638 233 | 31 818 849 | 33 219 731 | 33 218 869 | 33 219 731 | 33 218 869 | 33 191 145 | 1 372 296 |
| | | 4 054 360 | 4 031 500 | 4 031 500 | 3 927 708 | 5 103 090 | 5 193 482 | 5 103 090 | 5 193 482 | 4 358 582 | 430 874 |

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes) (1) personnels financés en tout ou partiel par la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou déléguations sortantes pour les enseignants chercheurs), et personnels titulaires sur emplois gagés (1bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA)

(2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement : - aux dépenses de personnel ne décomptant pas de plafond d'emplois (ex : vacataires), - aux dépenses de personnel ne décomptant pas de plafond d'emplois (ex : personnels non titulaires sur contrats de recherche), - aux dépenses de personnel non titulaires sur contrats de recherche (hors OREMS)

(4) dépenses éventuelles hors OREMS

(5) signifié par des données de validation de 2016 (conjoint de recopier en phase 1 (BI 2017) la colonne "dernière prévision d'exécution" en phase 2 (mai 2016) la colonne "budget" (différence)

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (feuille n°5, opérations pluriannuelles)



Tableau 3 DPGECP - EXECUTION 2019 - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2018 et 2019 (en € en flux, modèle RCE)

| Credits de masse salariale globale = Montant limitatif en AE + CP | Mesures entrant en vigueur en 2019 | | | | | | | | | | | | Total de flux 2019 | Total provision 2019 | dépense budgét 2019 | Ecart (excédent 2019 - provision budget 2018) | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|---|--|--|
| | Extension en Année Plein des mesures 2018 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Correction de l'exécution (valeurs exceptionnelles non reconductibles) | | | Obligatoires | | | Discretionnaires | | | | | | | | | | | | | | | | |
| I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX | X | XI | XII | XIII | XIV | XV | XVI | XVII | XVIII | XIX | XX | XXI | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Evolution de la masse salariale (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) |
| Evolution de la masse salariale (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | Mises en place de mesures salariales (hors cotisations sociales) | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Remunérations principales | 48 373 966 | 0 |
| sous total (autres (partiel automatique)) | 40 004 137 | - | - | 69 006 | - | - | - | 102 640 | -25 246 | 21 896 | - | -163 753 | - | - | - | - | - | 49 844 470 | 41 034 307 | 41 034 307 | -188 827 | | |
| Engagés et enseignants, chercheurs (dont indemnités supérieures au BS statutaire) | 28 072 940 | - | - | 24 122 | - | - | - | 21 891 | 17 654 | 119 444 | - | 133 642 | - | - | - | 98 817 | 28 060 157 | 28 761 317 | 28 761 317 | -82 160 | | | |
| Personnels BATS et autres personnels titulaires | 12 017 197 | - | - | 0 | - | - | - | 80 059 | 7 592 | 112 452 | - | 28 111 | - | - | - | 157 716 | 12 175 313 | 12 273 000 | 12 273 000 | -97 687 | | | |
| Engagés et enseignants, chercheurs | 7 186 523 | - | - | 218 182 | - | - | - | 21 891 | 17 654 | 119 444 | - | 133 642 | - | - | - | 197 728 | 6 362 797 | 7 465 044 | 7 465 044 | -82 247 | | | |
| Personnels BATS et autres personnels non titulaires | 21 368 18 | - | - | 173 357 | - | - | - | 80 059 | 7 592 | 112 452 | - | 28 111 | - | - | - | 157 716 | 12 175 313 | 12 273 000 | 12 273 000 | -97 687 | | | |
| Non titulaires | 338 688 | - | - | 218 214 | - | - | - | 21 891 | 17 654 | 119 444 | - | 133 642 | - | - | - | 218 214 | 547 112 | 547 112 | 547 112 | 0 | | | |
| dont C20 | 2 422 200 | - | - | 20 703 | - | - | - | 379 | - | - | - | - | - | - | - | 2 422 200 | 31 800 000 | 31 800 000 | 31 800 000 | -706 800 | | | |
| Autres stagiaires, apprentis... | 22 478 | - | - | 20 703 | - | - | - | 379 | - | - | - | - | - | - | - | 20 703 | 44 181 | 44 181 | 44 181 | 0 | | | |
| Remunérations accessoires | 4 857 433 | - | - | 20 738 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 5 479 | 33 071 | 43 658 | 5 010 465 | -153 537 | | | |
| sous total (autres (partiel obligatoire)) | 3 845 099 | - | - | 15 139 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 803 | -24 142 | 7 199 | 3 338 800 | 3 038 794 | -307 894 | | |
| Autres indemnités salariales et autres personnels (partiel obligatoire) | 1 311 534 | - | - | 5 599 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 476 | - | 8 478 | 8 478 | 1 370 701 | -55 540 | | |
| Cours complémentaires et vacations (enseignement) | 478 583 | - | - | 1 243 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 13 632 | - | 2 410 | 68 651 | 803 684 | -114 123 | | |
| Autres indemnités accessoires (dont versements au titre de la compensation financière) | 638 982 | - | - | 1 243 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 13 632 | - | 2 410 | 68 651 | 803 684 | -114 123 | | |
| Primes et indemnités des enseignants et autres personnels | 2 801 118 | - | - | 19 496 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 18 911 | - | 9 099 | 9 973 | 955 672 | -14 389 | | |
| Primes et indemnités des BATS et autres personnels | 40 597 022 | - | - | 597 208 | - | - | - | 94 429 | 22 857 | 213 867 | - | 182 442 | - | - | - | 18 911 | - | 129 139 | 29 877 | 41 966 008 | 41 742 461 | -267 547 | |
| Obligations et contributions sociales | 36 376 578 | - | - | 597 815 | - | - | - | 94 429 | 22 857 | 213 867 | - | 182 442 | - | - | - | 18 911 | - | 129 139 | 29 877 | 37 072 453 | 37 289 113 | -191 650 | |
| sous total (autres (partiel automatique)) | 4 229 444 | - | - | 20 607 | - | - | - | 94 429 | 22 857 | 213 867 | - | 182 442 | - | - | - | 16 609 | - | 129 139 | 29 877 | 42 888 256 | 4 473 348 | -184 922 | |
| Cotisations + ATI | 20 257 619 | - | - | 381 153 | - | - | - | 71 765 | 17 144 | 161 831 | - | 128 212 | - | - | - | 12 872 | - | 41 485 | 20 720 114 | 20 874 919 | -154 805 | | |
| Autres cotisations salariales | 7 112 959 | - | - | 208 652 | - | - | - | 22 663 | 5 414 | 51 138 | - | 33 857 | - | - | - | 23 189 | - | 4 193 | 7 346 149 | 7 304 104 | -46 045 | | |
| Cotisations Assedic | 588 400 | - | - | 5 339 | - | - | - | - | - | - | - | 7 516 | - | - | - | 8 265 | - | 1 893 | 572 559 | 500 397 | -17 162 | | |
| Autres cotisations non salariales | 3 658 044 | - | - | 25 946 | - | - | - | - | - | - | - | 9 057 | - | - | - | 12 874 | - | 27 665 | 9 162 320 | 3 882 951 | -166 721 | | |
| Prévisions sociales (I 3487) | 548 658 | - | - | 3 162 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 20 356 | - | 531 333 | 646 546 | -115 213 | |
| TOTAL | 96 834 197 | - | - | 1 179 891 | - | - | - | 197 069 | 47 803 | 444 893 | - | 411 894 | - | - | - | 430 874 | - | 430 874 | 83 013 | 170 876 | 98 795 548 | -1 127 460 | |
| TOTAL (hors provision (partiel automatique)) | 95 285 911 | - | - | 1 172 851 | - | - | - | 197 069 | 47 803 | 444 893 | - | 411 894 | - | - | - | 430 874 | - | 430 874 | 83 013 | 170 876 | 98 158 163 | -1 127 690 | |
| dotations (partiel automatique) | 80 007 114 | - | - | 1 212 000 | - | - | - | 197 069 | 47 803 | 444 893 | - | 320 819 | - | - | - | 430 874 | - | 430 874 | 83 013 | 170 876 | 81 460 333 | 81 900 304 | -439 971 |
| déduction salariale et autres personnels hors prestations (partiel automatique) | 152 781 797 | - | - | 38 100 | - | - | - | - | - | - | - | 83 875 | - | - | - | 430 874 | - | 430 874 | 38 507 | 165 461 159 | 165 461 159 | -647 719 | |
| Indicateurs sur 2020 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| dont indice de rémunération principale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| dont indice de rémunérations accessoires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| dont l'indice cotisations et contributions sociales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

4.15. Projet annuel de performance (PAP)

Données budgétaires

| Montant des budgets | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2019 |
|--|--|-------|------------|------------|----------------|------------------------------------|---|
| Budget de l'établissement (en crédits de paiements) | | (M€) | 143 536 M€ | 147 183 M€ | 141 838 M€ | -3,6% | |
| Budget de fonctionnement (hors masse salariale) | | (M€) | 36 860 M€ | 39 100 M€ | 37 188 M€ | -4,9% | |
| Budget de la masse salariale de l'établissement | | (M€) | 98 797 M€ | 98 798 M€ | 97 540 M€ | -1,3% | |
| Budget d'investissement de l'établissement | | (M€) | 7 879 M€ | 9 285 M€ | 7 210 M€ | -22,5% | |
| Montant du budget de la recherche | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la recherche 2019 |
| Budget global de la recherche (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | | (M€) | 32 558 M€ | 35 478 M€ | 31 579 M€ | -11,0% | |
| Budget de recherche (fonctionnement et investissement) de l'établissement | | (M€) | 11 543 M€ | 14 294 M€ | 11 163 M€ | -21,9% | |
| Budget de recherche - Sciences de la vie, biotechnologie et santé (Code LOLF D106) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 2 153 M€ | 3 155 M€ | 2 937 M€ | -10,1% | 9,0% |
| Budget de recherche - Mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies (Code LOLF D107) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 315 M€ | 442 M€ | 433 M€ | -1,9% | 1,4% |
| Budget de recherche - Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur (Code LOLF D108) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 2 449 M€ | 3 739 M€ | 3 048 M€ | -18,5% | 9,6% |
| Budget de recherche - Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement (Code LOLF D110) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 654 M€ | 710 M€ | 852 M€ | 20,9% | 2,7% |
| Budget de recherche - Sciences humaines et sociales (Code LOLF D111) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 1 394 M€ | 1 038 M€ | 1 038 M€ | -31,2% | 3,3% |
| Budget de recherche interdisciplinaire & transversale (Code LOLF D112) (fonctionnement et investissement) | | (M€) | 4 599 M€ | 4 740 M€ | 2 959 M€ | -37,6% | 9,4% |
| Montant du budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants, et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la formation 2019 |
| Budget global de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | | (M€) | 66 765 M€ | 66 708 M€ | 65 406 M€ | -1,9% | |
| dont budget de la Formation, de la vie étudiante et santé des étudiants (fonctionnement et investissement) de l'établissement | | (M€) | 10 371 M€ | 9 754 M€ | 9 754 M€ | -8,9% | |
| Budget Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence (Code LOLF D101) | | (M€) | 394 M€ | 398 M€ | 295 M€ | -27,9% | 0,4% |
| Budget Formation initiale et continue de niveau master (Code LOLF D102) | | (M€) | 984 M€ | 1 190 M€ | 1 168 M€ | -1,8% | 1,8% |
| Budget Formation initiale et continue de niveau doctorat (Code LOLF D103) | | (M€) | 8 266 M€ | 8 106 M€ | 7 586 M€ | -6,4% | 11,6% |
| Budget de la vie étudiante et santé des étudiants (Code LOLF D201, D202 et D203) | | (M€) | 738 M€ | 1 012 M€ | 715 M€ | -29,4% | 1,1% |
| Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | | (M€) | 33 220 M€ | 33 219 M€ | 33 191 M€ | -0,1% | |
| Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur le budget de la Formation, de la vie étudiante, santé des étudiants et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | | % | 50% | 50% | 51% | | |
| Montant du budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 | Part des actions LOLF au sein du budget global de la diffusion des savoirs 2019 |
| Budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) | | (M€) | 8 327 M€ | 8 837 M€ | 9 301 M€ | 7,7% | |
| dont budget de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation (fonctionnement et investissement) de l'établissement | | (M€) | 1 218 M€ | 1 379 M€ | 2 109 M€ | 52,9% | |
| Budget Bibliothèque et documentation (Code LOLF D105) | | (M€) | 1 058 M€ | 1 045 M€ | 1 028 M€ | -1,9% | 11,0% |
| Budget Diffusion des savoirs et musées (Code LOLF D113) | | (M€) | 159 M€ | 334 M€ | 1 084 M€ | 224,2% | 11,6% |
| Montant du budget pliage & immobilier | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 | Part des actions LOLF au sein du budget global du pliage & immobilier 2019 |
| Budget global du pliage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement, investissement et personnel en crédits de paiement) - hors rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | | (M€) | 29 045 M€ | 29 789 M€ | 28 445 M€ | -5,2% | |
| dont budget du pliage et de l'immobilier de l'établissement (fonctionnement et investissement) de l'établissement | | (M€) | 14 755 M€ | 15 445 M€ | 13 902 M€ | -9,6% | |
| Budget Pliage (Code LOLF D115) | | (M€) | 7 253 M€ | 6 897 M€ | 6 024 M€ | -12,5% | 21,3% |
| Budget Immobilier (Code LOLF D114) | | (M€) | 7 502 M€ | 8 558 M€ | 7 938 M€ | -7,2% | 28,1% |
| Part des dépenses de personnels sur le budget de fonctionnement | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | | |
| Part des dépenses de personnel sur le budget de fonctionnement | | % | 72,8% | 71,6% | 72,4% | | |
| Part de la rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires sur les dépenses de personnel | | % | 33,6% | 33,9% | 34,0% | | |
| Part des dépenses de personnel dans le budget de l'établissement | | % | 68,8% | 67,1% | 66,7% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Formation, de la vie étudiante et rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires | | % | 84,5% | 84,0% | 85,1% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Diffusion des savoirs, Bibliothèque et documentation | | % | 85,4% | 84,0% | 77,3% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global de la Recherche | | % | 64,5% | 59,7% | 64,6% | | |
| - Part des dépenses de personnel dans le budget global du Pliage et de l'immobilier de l'établissement | | % | 49,2% | 49,2% | 50,6% | | |

OBJECTIF : Développer l'autonomie financière

| Taux d'exécution budgétaire | | Unité | Budget Exécuté 2017 (BR) de IENS de Lyon | Budget Exécuté 2018 (BR) de IENS de Lyon | Budget Exécuté 2019 (BR) de IENS de Lyon | Cible 2020 |
|---|--|-------|--|--|--|------------|
| Taux d'exécution des dépenses | | % | 94,0% | 95,4% | 95,7% | |
| Taux d'exécution des dépenses fonctionnement (hors masse salariale) | | % | 88,0% | 85,5% | 91,6% | > 98% |
| Taux d'exécution des dépenses masse salariale | | % | 97,7% | 98,7% | 98,7% | |
| Taux d'exécution des dépenses investissement | | % | 78,0% | 91,8% | 77,5% | 94% |
| Taux d'exécution des recettes | | % | 94,9% | 99,4% | 97,7% | |

Sources des données : Rapports de gestion IENS de Lyon

| Montants des ressources (en encassements) | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Vendation Exécution 2019 - BR 2019 |
|--|--|-------|------------|------------|----------------|------------------------------------|
| Montant total des ressources | | (K€) | 129 882 K€ | 136 022 K€ | 132 857 K€ | -2,3% |
| Montant total des recettes non encaissables pour information | | (K€) | 3 867 K€ | 3 904 K€ | 5 147 K€ | 31,8% |

| | | | | | | |
|--|--|------|------------|------------|------------|---------|
| Montant total des ressources publiques (fonctionnement + investissement) | | (K€) | 119 936 K€ | 123 969 K€ | 121 205 K€ | -2,2% |
| - Crédits Etat (y compris masse salariale et compétences élargies) issus du système de répartition annuelle des moyens et du contrat quinquennal | | (K€) | 115 597 K€ | 116 092 K€ | 116 024 K€ | -0,1% |
| - Crédits issus des agences de moyens nationales, européennes et internationales | | (K€) | 3 938 K€ | 6 948 K€ | 4 891 K€ | -29,6% |
| - Montant des ressources issues des collectivités locales et territoriales (hors immobilier) | | (K€) | 400 K€ | 928 K€ | 289 K€ | -68,8% |
| - Crédits immobiliers consommés, plain campus et CPER | | (K€) | 0 K€ | 0 K€ | 0 K€ | -100,0% |

| | | | | | | |
|--|--|------|----------|-----------|-----------|--------|
| Montant total des ressources propres | | (K€) | 9 947 K€ | 12 053 K€ | 11 653 K€ | -3,3% |
| - Montant des droits d'inscription | | (K€) | 520 K€ | 619 K€ | 681 K€ | 10,0% |
| - Montant de la taxe d'apprentissage | | (K€) | 60 K€ | 60 K€ | 68 K€ | 14,0% |
| - Montant des ressources issues de la formation continue | | (K€) | 135 K€ | 110 K€ | 103 K€ | -6,7% |
| - Montant des ressources issues des activités partenariales avec le secteur socio-économique (€) | | (K€) | 859 K€ | 1 189 K€ | 768 K€ | -35,4% |
| - Montant des ressources issues de la propriété intellectuelle (€) | | (K€) | 164 K€ | 122 K€ | 87 K€ | -29,3% |
| - Montant des ressources issues des fondateurs, des dons et autres financements | | (K€) | 8 014 K€ | 9 758 K€ | 9 747 K€ | -0,1% |
| - Montant des autres ressources propres (Prod. Except., cautions...) | | (K€) | 195 K€ | 195 K€ | 200 K€ | 2,5% |

| Part des recettes propres sur le total des recettes | | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 |
|---|--|-------|---------|---------|----------------|
| Part des recettes propres sur le total des recettes | | % | 8% | 9% | 9% |

OBJECTIF : Une formation de très haut niveau

| Nombre total d'étudiants à IENS de Lyon (hors auditeurs de cours) | | Unité | Réalisation 2012-13 | Réalisation 2013-14 | Réalisation 2014-15 | Réalisation 2015-16 | Réalisation 2016-17 |
|---|--|-----------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre total d'étudiants à IENS de Lyon | | Effectifs | 2209 | 2184 | 2248 | 2228 | 2381 |

| Niveau Master 2 (hors master d'enseignement) | | Unité | Réalisation 2012-13 | Réalisation 2013-14 | Réalisation 2014-15 | Réalisation 2015-16 | Réalisation 2016-17 | Cible 2020 |
|---|--|--------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------|
| Nombre d'élèves, étudiants inscrits à un Master 2 | | Nombre | 380 | 433 | 433 | 466 | 428 | 428 |
| Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi leur Master 2 | | Nombre | 327 | 381 | 381 | 428 | 378 | 378 |
| Taux de réussite au Master 2 | | % | 86% | 88% | 88% | 92% | 88% | 90% |
| Agrégation | | | | | | | | |
| Nombre d'élèves, étudiants candidats à l'agrégation | | Nombre | 292 | 301 | 286 | 248 | 269 | 269 |
| Nombre d'élèves, étudiants ayant réussi l'agrégation | | Nombre | 208 | 217 | 200 | 197 | 190 | 190 |
| Taux de réussite à l'agrégation | | % | 71% | 72% | 70% | 79% | 71% | 70% |

OBJECTIF : Développer les horaires d'ouverture du SCD ou du SICD

| Moyenne d'ouverture hebdomadaire des bibliothèques universitaires et bibliothèques intégrées en 2014 (V0) | Moyenne d'ouverture en 59h | Variation (Vx-V0) | Réalisation 2015 | Réalisation 2016 | Cible 2020 (%) |
|---|----------------------------|-------------------|------------------|------------------|----------------|
| | 59h | 0h | 0% | 0% | 13% |

OBJECTIF : Développer une gestion prospective et pluriannuelle des ressources humaines

| Recrutement interne d'enseignants-chercheurs ou endo-recrutement | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Données cumulées 2013 à 2019 | Cible 2020 (données cumulées sur la période concernée 2016-2020) |
|--|------|------|------|------|------|------|------|------------------------------|--|
| Effectifs* | 0/6 | 0/1 | 0/4 | 0/1 | 1/3 | 3/5 | 1/5 | 7/28 | |
| %** | 0% | 0% | 0% | 0% | 33% | 60% | 20% | 28% | < 20% |
| Effectifs* | 0/2 | 3/4 | 0/1 | 1/6 | 2/5 | 0/3 | 1/3 | 7/25 | |
| %** | 0% | 75% | 0% | 17% | 40% | 0% | 33% | 28% | < 60% |

OBJECTIF : Un environnement de travail de qualité

| Part du budget d'investissement consacrée aux restaurations de locaux | Unité | BI 2019 | BR 2019 | Exécution 2019 | Variation Exécution 2019 - BR 2019 |
|--|----------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------------|
| Budget d'investissement mobilier et immobilier | (K€) | 7 879 K€ | 9 238 K€ | 7 210 K€ | -22,5% |
| Budget d'investissement mobilier et immobilier consacré à la maintenance, à la restauration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus) | (K€) | 3 873 K€ | 3 745 K€ | 2 523 K€ | |
| Surface SHON | m ² | 112 340 m ² | 112 340 m ² | 112 340 m ² | |
| Part du budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restauration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus) | % | 48,6% | 40,3% | 35,0% | |
| Budget d'investissement (mobilier et immobilier) consacré à la maintenance, à la restauration de locaux et aux adaptations de locaux à des nouvelles missions (hors CPER et plan campus) par m ² SHON | (K€) | 0,033 K€ | 0,033 K€ | 0,022 K€ | |

| Occupation des locaux | Situation actuelle (2019) | | | Taux d'occupation attendu en 2020 |
|-----------------------|-------------------------------|------------------|------------------------|-----------------------------------|
| | Nombre d'heures d'utilisation | Nombre de salles | Taux d'occupation réel | |
| Amphithéâtres | 32 551 h | 19 | 155% | 100% |
| Salles banalisées | 86 642 h | 51 | 169% | 109% |
| Total | 125 193 h | 70 | 153,53% | 107% |

OBJECTIF : Un recrutement sélectif mais diversifié

| Nombre d'étudiants inscrits en CPES à TENS de Lyon | Réalisation 2012-13 | Réalisation 2013-14 | Réalisation 2014-15 | Réalisation 2015-16 | Réalisation 2016-17 | Cible 2020 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------|
| Unité | 35 | 31 | 36 | 36 | 37 | 40 |
| Effectifs | | | | | | |

Sources des données : Enquête SSE

OBJECTIF : Accroître l'attractivité internationale

| Part des étudiants étrangers inscrits en master et en doctorat | Unité | Réalisation 2011-12 | Réalisation 2012-13 | Réalisation 2013-14 | Réalisation 2014-15 | Réalisation 2015-16 | Réalisation 2016-17 |
|---|-----------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Nombre d'étudiants inscrits en master (hors master d'enseignement) | Effectifs | 534 | 769 | 792 | 808 | 893 | 876 |
| Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en master (hors master d'enseignement) | Effectifs | 92 | 83 | 112 | 82 | 89 | 92 |
| Part des étudiants étrangers inscrits en master (hors master d'enseignement) | % | 11,0% | 10,6% | 14,1% | 10,1% | 10,0% | 10,5% |
| Nombre d'étudiants inscrits en doctorat | Effectifs | 439 | 433 | 397 | 411 | 426 | 402 |
| Nombre d'étudiants de nationalité étrangère inscrits en doctorat | Effectifs | 143 | 130 | 107 | 118 | 110 | 135 |
| Part des étudiants étrangers inscrits en doctorat | % | 32,6% | 30,0% | 27,0% | 28,7% | 25,8% | 29,2% |

Glossaire

| | |
|---------------|---|
| AE | Autorisation d'engagement |
| ANR | Agence nationale de la recherche |
| BDL | Bibliothèque Diderot de Lyon |
| BIATSS | Personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, Sociaux et de Santé |
| BI | Budget initial |
| BR | Budget rectificatif |
| CAF | Capacité d'autofinancement |
| CDSN | Contrat doctoral spécifique normaliens |
| CP | Crédit de paiement |
| CRB | Centre de responsabilité budgétaire |
| DAI | Direction des affaires internationales |
| DGS | Direction générale des services |
| DRFIP | Direction régionale des finances publiques |
| DSI | Direction des Systèmes d'information |
| EJ | Engagement juridique |
| EPST | Établissement Public à Caractère Scientifique et Technologique |
| GBCP | Gestion budgétaire et comptable publique |
| GPEEC | Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences |
| GVT | Glissement Vieillesse Technicité |
| IEA | Institut d'études avancées |
| Ifé | Institut Français de l'Éducation |
| MESRI | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation |
| MSE | Masse salariale État |
| MOP | Maîtrise d'ouvrage publique |

| | |
|------------------|--|
| PPI | Plan pluriannuel d'investissement |
| PPI Ecole | Plan prévisionnel d'investissement financé par les moyens établissement (annuel) |
| PPP | Partenariat public-privé |
| RP | Ressources propres |
| SACD | Service à comptabilité distincte |
| SCSP | Subvention pour charges de service public |
| SO | Service opérationnel |
| UE | Union Européenne |
| VP | Vice-Présidence |
| VPE | Vice-Présidence Etudes |
| VPR | Vice-Présidence Recherche |

** Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION
DES AFFAIRES FINANCIÈRES**

Février 2020

15 parvis René-Descartes
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00
Fax +33 (0)4 37 37 60 60

www.ens-lyon.fr